



**LA RÉGION
PROVENCE-ALPES-
CÔTE D'AZUR FACE
AUX MUTATIONS
SOCIÉTALES :
ENJEUX ET
PERSPECTIVES DU
« VIVRE-ENSEMBLE »
AU DÉBUT DU XXIÉ
SIÈCLE**

**TOME I
SYNTHÈSE**

Le cabinet Chantal Deckmyn
pour le Service Etudes, Observation et Prospective
de la Région Provence-Alpes Côte d'Azur

**LA RÉGION
PROVENCE-ALPES-
CÔTE D'AZUR FACE
AUX MUTATIONS
SOCIÉTALES :
ENJEUX
ET PERSPECTIVES DU
« VIVRE-ENSEMBLE »
AU DÉBUT DU
XXI^e SIÈCLE**

**TOME I
RAPPORT DE SYNTHÈSE**

Cabinet Chantal Deckmyn 2015

Chantal Deckmyn, Joël Gombin, Stéphanie Marini, Arno Calleja,
Thierry Duroseau et associés

SOMMAIRE DE L'ÉTUDE

TOME I RAPPORT DE SYNTHÈSE

1. Présentation de la méthode

- 1.1 Introduction : pourquoi et comment a été menée cette étude ?
- 1.2 Panorama des mutations sociétales en Provence-Alpes-Côte d'Azur
- 1.3 Portraits de territoires
- 1.4 Préconisations

TOME II ANALYSE STATISTIQUE ET ETHNOGRAPHIQUE

1. Panorama de la population régionale

- 1.1 Présentation de la démarche
- 1.2 Six évolutions marquantes en région Provence-Alpes Côte-d'Azur
- 1.3 Précisions méthodologiques

2. Portraits de lieux et expressions du vivre-ensemble

- 2.1 Présentation de la démarche
- 2.2 Dix récits de lieux et analyses de sites
- 2.3 Précisions méthodologiques

3. Outils de l'étude

- 3.1 Approche théorique
- 3.2 Chronologie 1900-2015
- 3.3 Bibliographie

TOME III RÉCITS D'HABITANTS

Récits de vies et récits courts recueillis dans les dix sites retenus :
Aix-La-Durance, Forcalquier, La Belle-de-Mai, Gap, Puget-Théniers,
Carpentras, Beausoleil, Port-de-Bouc, Pontcarral , Rocbaron

TOME I RAPPORT DE SYNTHÈSE

1. Présentation des résultats	11
1.1 Introduction : pourquoi et comment a été menée cette étude ?	13
Un cadre d'analyse des mutations sociétales	13
L'ethnographie et les statistiques pour cerner les réalités vécues	13
La place de l'urbanisme et des formes urbaines dans l'étude	15
Présentation des tomes	15
1.2 Panorama des mutations sociétales en Provence-Alpes-Côte d'Azur	17
1.2.1 Une région traversée	17
Une mobilité accrue et socialement sélective, dans le cadre d'une identité régionale qui se complexifie	17
Des habitants moins ancrés, une image de l'assimilation différente de la réalité	18
Le cas particulier d'une immigration laissée pour compte	18
L'imaginaire urbain et paysager comme opérateur d'enracinement dans le contexte des mobilités accrues	19
Le couple, qui reste une unité essentielle de sociabilité et de solidarité, est caractérisé par l'endogamie et les inégalités	20
Un marché du logement sous tension, élément majeur de fragilité sociale	22
Une économie résidentielle résiliente et fragile à la fois	22
Un faible taux d'activité, une économie tertiarisée	24
1.2.2 Le traitement bureaucratique du vivre-ensemble	26
Du Public aux <i>publics</i>	26
Le chômage et l'emploi gérés de façon catégorielle et quantitative	27
Comment les classes d'âge vivent-elles ensemble ?	28
La région et ses habitants face à la révolution numérique	29
Différentes expériences des temporalités individuelles et sociales	31

1.2.3	Les déséquilibres induits par la métropolisation	33
	Un accroissement des déséquilibres régionaux	33
	Des solitudes géographiquement disjointes	34
	Dans la région comme ailleurs, la ville devient moins hospitalière à ceux qui vivent une fragilité économique et sociale	34
	L'Urbanisme Moderne lié aux nécessités de la reconstruction : des opérations immobilières standardisées	35
	L'Urbanisme de Secteur dans la région : des archipels urbains et sociaux qui ne favorisent pas les rencontres	36
	Dans les villes de Provence-Alpes-Côte d'Azur, la présence des commerces et les sociabilités qu'ils soutiennent diminue	38
	Pour conclure...	39
1.3	Portraits de territoires	41
1.3.1	Vivre entre soi dans un lotissement et sa zone commerciale	42
1.3.2	Vivre ensemble, sans rendez-vous	46
1.3.3	Vivre désassemblés dans un quartier résidentiel excentré	50
1.3.4	Se fédérer dans des rites sociaux et un imaginaire paysager partagés	54
1.3.5	Vivre la ségrégation et la solidarité dans un quartier enclavé	58
1.4	Préconisations	63
1.4.1	Points de vigilance	63
	Inventer à partir des ressources du territoire	63
	Penser la construction des identités collectives à partir des qualités individuelles et publiques	64
	Placer le bien commun "territoire" au centre des politiques publiques	64
	Prendre en compte l'existant de manière itérative	65
1.4.2	Pistes d'action	67
	Lutter contre l'isolement et adapter le logement aux nouvelles façons d'habiter	67
	Favoriser les projets de développement ancrés dans les spécificités des territoires et des personnes	68
	Penser autrement le mode projet	68
	En matière d'urbanisme, revenir sur des états de fait	69
	Promouvoir une politique de maintien et de développement du commerce de proximité	70

1.4.3	Mesures spécifiques	71
	Mettre en capacité territoires et services publics pour intégrer la diversité	71
	Rétablir des activités, des lieux et des temps communs aux différentes classes d'âge	71
	Lutter contre les risques de fracture numérique	71
	Constituer une encyclopédie du territoire régional sur la base de monographies communales, de relevés, de "balades urbaines", de récits...	72

1. Présentation des résultats

1.1 Introduction : Pourquoi et comment a été conduite cette étude ?

Un cadre d'analyse des mutations sociétales

L'étude propose de rendre compte des mutations sociétales à l'œuvre en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en articulant les dimensions subjective, sociale et territoriale. Elle vise à mettre à disposition une grille de lecture parlante et utile de l'impact des évolutions économiques, urbaines et sociétales sur les modes de vie dans la région.

Notre région est en effet caractérisée par une identité forte, ne serait-ce que géographique, et par la grande diversité de ses paysages, de ses territoires. Aujourd'hui elle est de part en part traversée par les lignes de force, de sensibilité mais aussi de fracture qui parcourent le territoire national, l'Europe, et la planète. Comment réagit-elle à cet influx qui parcourt ses fibres ? Lui est-il profitable ? Comment y répond-elle : intégration, rejet, résilience ? Comment métabolise-t-elle les transformations profondes qu'ont amenées la fin du XXème et le début du XXIème siècle ? Comment se débrouille-t-elle de l'avère de ces transformations (l'enthousiasme pour la modernité, les nouvelles technologies, la hausse du niveau de vie moyen, la mondialisation) et de leur revers (la "déshumanisation", l'individualisme, les extrémismes) ? Son territoire et ses habitants ont-ils élaboré des réponses originales intéressantes à soutenir et à proposer ? D'une lecture actualisée de la région peut-on dégager des indications prospectives ?

L'ethnographie et les statistiques pour cerner les réalités vécues

L'étude a fait le choix de mobiliser une méthode originale. Elle s'appuie d'une part sur une approche quantitative, à partir d'une base de données statistiques analysant un état des lieux actuel situé dans son évolution ; d'autre part, sur une approche qualitative à partir des indications que nous apportent une observation fine des dix sites qui ont été choisis pour refléter l'importante diversité qui caractérise la région : Beausoleil, Carpentras, Forcalquier, Gap, Port-de-Bouc, Puget-Théniers, Rocbaron, et les quartiers de la Belle-de-Mai (Marseille), La Duranne (Aix-en-Provence), Pontcarral (Toulon). La mise en œuvre de cette observation ne recourt pas à la sociométrie, mais s'appuie sur des récits de vie et des récits d'espaces. Les deux approches se croisent, chacune éclaire l'autre mais aucune ne dépend de l'autre : la démarche qualitative ne se fait pas sur une base quantitative de panels et d'échantillons, ni de représentativité.

L'analyse statistique, en s'appuyant en particulier sur les fichiers détails diffusés par l'INSEE, entend brosser un portrait de la région qui parte des individus et non des territoires. Si elle s'intéresse aux territoires, c'est pour repérer les "géographies cachées" : lignes de fracture ou au contraire proximités inaperçues... Outre les variables habituelles de statut et position sociale, l'analyse porte un intérêt particulier à la question des migrations car la région est et a été traversée de flux entrants et de flux sortants, dont les caractéristiques socioprofessionnelles, et également en termes de cycle de vie, apparaissent spécifiques.

Le choix des dix sites tente de prendre en compte la diversité de la région. Pour en appréhender ainsi la dimension urbaine et rurale, plusieurs niveaux d'analyse sont mobilisés, de la commune aux quartiers des villes de la région. Les dix sites retenus relèvent ainsi de logiques territoriales différentes.

L'espace alpin, représenté par les communes de Puget-Théniers (06), Gap (05) et Forcalquier (04) témoigne de trajectoires de développement différentes mais dynamiques du point de vue de la qualité de vie.

Il en va différemment de la vallée du Rhône et du littoral où des processus de métropolisation distincts sont à l'œuvre. L'on s'est ainsi intéressé à des « tiers espaces », entre rural et urbain, caractérisés par une croissance inédite de l'urbanisation, tels que Rocbaron (83) et le quartier de la Duranne à Aix (13). Face au développement de cette économie résidentielle périurbaine, les centres anciens apparaissent particulièrement confrontés aux enjeux de cohésion sociale, oscillant entre dévitalisation et gentrification, comme à Carpentras (84).

Toutefois, ce type de développement ne déséquilibre pas seulement l'héritage des centres anciens. Il questionne également des modes d'habiter spécifiques, tel celui des anciennes "villes-usines", marqués par une sociabilité ouvrière comme à Porc de Bouc (13) où les activités productives ont durablement façonné l'espace et ses habitants. Cet héritage industriel est également questionné dans le quartier de la Belle-de-Mai à Marseille (13) et dans la copropriété de Pontcarral à Toulon (83), tous deux caractérisés par des processus de ségrégation sociale fragilisant l'espace public et le lien social.

Enfin, marquées par des flux de mobilité importants, les métropoles apparaissent comme les portes d'entrées dans la région, en prise directe avec l'étranger proche et lointain, comme à Beausoleil, (06) où une population d'origine cosmopolite vit en interdépendance avec le riche voisin monégasque.

La démarche qualitative fraye son chemin à l'intérieur du territoire et parmi les personnes qui s'y trouvent. Si nous avons écarté le principe de panels représentatifs, nous nous sommes également abstenus de rencontrer des personnes ayant des connaissances ou un rôle particulier vis-à-vis des sites visités, tels des élus, des dirigeants, des experts. Notre objet de recherche portant sur les façons de vivre ensemble dans différents territoires, nous avons recueilli les récits des personnes que nous avons trouvées sur place, c'est-à-dire, globalement, qui étaient là, dans l'espace public. Ces choix ont répondu à la consigne que nous nous étions donnée d'entendre des personnes qui soient le moins possible dégagées des contingences du site : des personnes "en adhérence" avec le site. Cette démarche, dans un premier temps ethnographique, de découverte descriptive et factuelle, ne joue d'aucune visée de démonstration, d'aucun ressort de "surplomb", de pathos ou de pittoresque. Elle va à la rencontre de la façon dont les trajectoires spatiales croisent celles du temps et de la lignée. Au-delà des données chiffrées, la réalité vécue d'un site, et non l'opinion qu'on s'en fait ou la vérité des experts, est seule à nous permettre de le saisir solidement, dans son épaisseur vivante.

La difficulté sinon l'impossibilité de rendre compte d'une réalité sensible, motive notre choix de l'approcher par des récits. Face à la réalité profuse et vaste, de fait infinie, nous nous donnons des plans de coupe, ou de projection, qui puissent constituer un matériau à la fois solide, fini et exploitable : un récit fidèle aux paroles du narrateur, écrit par celui qui a recueilli cette parole. Le récit est un témoignage ; en tant que tel, contrairement au raisonnement ou au commentaire l'un et l'autre sujets à controverses, il est indiscutable. Lorsque quelqu'un raconte ce qui lui est arrivé ou ce qu'il a ressenti, on ne peut pas dire qu'il a tort : c'est ce qu'il a vécu. Il rend compte, de façon partielle et subjective, de sa réalité, et c'est cette réalité, éventuellement juxtaposée à d'autres qui nous intéresse : plusieurs récits nous donnent plusieurs "plans de coupe". La vérité existe certainement mais elle reste inaccessible, sinon d'une certaine façon par les chiffres que nous donne par ailleurs l'approche quantitative. Notre approche qualitative n'ambitionne donc pas d'atteindre à la vérité pas plus qu'à l'objectivité ni à l'exhaustivité, mais de donner accès à une réalité des sites à travers un récit d'espace et un kaléidoscope de 7 à 15 récits par site.

Si elle ne prétend pas à une démonstration de la vérité, l'utilisation faite ici des récits pourrait par contre avoir pour ambition de montrer un chemin : celui, à l'expérience, de l'intérêt de ces récits pour aborder les réalités d'un territoire.

La place de l'urbanisme et des formes urbaines dans l'étude

En cohérence avec son approche qualitative par sites, l'étude fait une large place aux formes urbaines¹. Nous évoquons dans la troisième partie de ce tome ("Les outils de lecture") les diverses théories qui mettent la forme urbaine en position de cause, de conséquence ou de condition vis-à-vis des façons de vivre ensemble.

Selon l'expression d'Henri Lefèvre « l'espace de la ville est la projection au sol des rapports sociaux » et il reste que, à tout le moins, la lecture des formes urbaines nous instruit des rapports sociaux qui les ont engendrées. L'approche spatiale nous intéresse premièrement à ce titre.

En second lieu, nous souscrivons à l'hypothèse que la forme urbaine est engendrée par les rapports sociaux qui l'ont directement et longuement façonnée. Les couches sédimentées des formes sociales successives qui lui ont présidé constituent, durablement, l'épaisseur qui s'offre aujourd'hui à notre lecture. Au-delà, nous formons le postulat que l'espace ne peut engendrer les rapports sociaux, qui le sont par des causalités autres et multifactorielles, mais que sa forme matérielle, solide, une fois constituée reste indéniablement en position de condition : la forme urbaine en place favorise ou défavorise, voire permet ou interdit, telle ou telle forme de rapports sociaux. À ce titre, il nous a paru nécessaire de restituer l'importance de la place et du rôle de la forme urbaine dans les enjeux politiques. La ville qui se construit aujourd'hui peut faire penser que cette importance reste majoritairement en dehors du champ de vision. En effet l'objectif, donné pour prioritaire, que les habitants-citoyens s'assemblent et puissent faire société, ne saurait se réaliser dans une ville qui se désassemble car elle n'offre pas les conditions concrètes, minimales pour ce faire.

Enfin les dimensions symboliques, éminemment culturelles, des données spatiales se manifestent de façon matérielle et factuelle, dans ce registre que nous avons défini comme celui des conditions. Ainsi, réfléchir sur les formes urbaines, c'est réfléchir sur des conditions, lesquelles peuvent faire l'objet de débats débouchant sur des projets. C'est la raison pour laquelle avancer dans une observation des conditions et la possibilité de projets pour les améliorer, nous a paru une troisième voie, certes plus modeste, mais intéressante à emprunter. C'est celle qu'ont suivie, par exemple, l'école transdisciplinaire italienne du "Territorialisme"² en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire, dont l'ambition et la posture seraient davantage celles de la traduction que de la production d'un nouvel objet.

Présentation des tomes

Tome 1 - Synthèse

En premier lieu, une synthèse problématisée des résultats de l'étude à partir du triptyque mobilités/bureaucratie/métropolisation nous est apparue pertinente pour lire la façon dont le territoire régional incorpore les mutations sociétales. Dans un deuxième temps, et sans prétendre à l'exhaustivité, une typologie présente les différentes façons de vivre ensemble mises en regard

¹ *Les Formes urbaines désignent aussi bien les typo-morphologies urbaines (rues, places, immeubles, pavillonnaire...) que les formes que prennent les villes en elles-mêmes (continues, discontinues...) et sur le territoire (denses, étendues, allongées...).*

² *Qui réunit sociologues, paysagistes, architectes... et dont Alberto Magnaghi est l'une des principales figures.*

de leurs facteurs conditionnels : les territoires et les mutations. Enfin, des préconisations pour renforcer le « vivre ensemble » sont proposées à la fin de ce rapport de synthèse.

Tome 2 - Analyse de données et de lieux

Le tome 2 présente le détail de l'analyse statistique ainsi que les croisements entre récits de lieux et récits de vie sur les 10 sites investigués. Il comprend également une présentation des outils de l'étude : approche théorique, chronologie 1900-2015 et la bibliographie.

Tome 3 - Récits d'habitants

Le tome 3 est composé de l'ensemble des récits de vie et entretiens réalisés auprès des habitants dans les dix sites retenus, accompagnés de la cartographie des parcours résidentiels de chacun et des représentations subjectives des lieux.



1.2 Panorama des mutations sociétales en Provence-Alpes-Côte d'Azur

L'analyse des données statistiques et ethnographiques révèle un guide de lecture des mutations sociétales en région en trois chapitres. La première entrée - « Une région traversée » - interroge les mobilités et les points d'ancrage des habitants mettant en évidence la pluralité des rapports sociaux au territoire. Ces liens avec le territoire sont également construits par les catégories bureaucratiques des politiques publiques, nationales et territoriales, qui régissent les différents domaines de la vie courante : santé, emploi, urbanisme...C'est l'objet de la seconde partie - « Le traitement bureaucratique du vivre-ensemble en Provence-Alpes-Côte d'Azur » - qui analyse les conditions de vie des citoyens dans la région et la marge de manœuvre qu'ils trouvent à l'intérieur de ces conditions pour être, agir et habiter ensemble. La troisième partie - « Les déséquilibres induits par la métropolisation » - insiste sur les mutations territorialisées qui affectent directement les modalités de la vie sociale.

1.2.1 Une région traversée

Les mouvements de population traversant la région Provence-Alpes-Côte d'Azur sont un phénomène ancien : Marseille est depuis fort longtemps un point de connexion essentiel au monde, par lequel transitent les marchandises, les capitaux, les immigrés à la recherche d'un travail, les réfugiés fuyant la guerre et les persécutions, les produits de contrebande, les trafics... Mais ces mouvements se sont reconfigurés au cours des dernières décennies sous l'effet d'une division internationale du travail toujours plus accrue. On peut distinguer plusieurs dimensions dans ces mouvements selon leurs façons d'affecter la région et selon qu'ils lui sont internes ou externes.

Une mobilité accrue et socialement sélective, dans le cadre d'une identité régionale qui se complexifie

Bien que le solde migratoire soit en diminution depuis le début des années 2000, les mobilités humaines demeurent extrêmement structurantes pour la société régionale. Entre 1968 et 2008, plus de trois millions de personnes sont venues d'ailleurs, de France ou de l'étranger, s'installer dans la région. Près d'un million et demi d'autres ont quant à elles quitté la région au cours de la même période.

Ces mobilités résidentielles ont toutefois évolué. Elles sont devenues socialement sélectives : les ouvriers et les inactifs sont de moins en moins mobiles, qu'il s'agisse de mobilités entrantes ou sortantes du territoire régional. À l'inverse, les classes moyennes et surtout supérieures sont de plus en plus concernées par les mobilités résidentielles comme d'ailleurs par les autres mobilités : alternantes, touristiques... C'est aussi avant tout une affaire de jeunes, de vingtenaires surtout. En ce sens, la notion de « capital de mobilité », proposée par des géographes tels que Vincent Kaufmann ou Jacques Lévy, trouve bien son sens dans une acception quasi-bourdieusienne : la capacité à être mobile est de plus en plus inégalement répartie, tandis que les bénéficiaires qui y sont associés vont croissant.

Une mutation de nature plus qualitative que quantitative doit également être

soulignée à ce propos. Si la part des habitants de la région "ancrés" dans le territoire (c'est-à-dire des habitants qui résident dans la région, y sont nés et y résidaient déjà au recensement précédent) diminue, celle des « natifs mobiles » (nés dans la région et y résidant mais qui étaient ailleurs au recensement précédent) a augmenté entre 1999 et 2008. De plus en plus, semble-t-il, la mobilité est circulaire : on quitte le territoire mais pour mieux y revenir. Cette circulation par attraction individuelle pour le lieu de l'enfance est illustrée dans certains des récits recueillis, on peut y lire un mouvement de refuge vers le berceau familial, on peut également y lire une identification forte au lieu dans lequel a commencé à se construire la personnalité, surtout lorsque les lieux ont préservé leur singularité, comme à Port-de-Bouc. Les identités territoriales s'en trouvent dès lors complexifiées : elles sont multiples et multiscales. Cela peut parfois sembler contradictoire avec l'institutionnalisation des régions (posée à nouveau frais à la suite de la réforme régionale de 2015, certes moins en Provence-Alpes-Côte d'Azur qu'ailleurs) qui, comme toute collectivité territoriale, cherche à susciter une identité collective spécifique à leurs administrés, tout en procédant au marketing de leur propre territoire. « Être d'ici » serait ainsi de moins en moins doté de sens pour les habitants à mesure que l'institutionnalisation du sentiment d'« être d'ici » progresse, en ce sens que la communication sur le marketing territorial supplante progressivement le sentiment d'une identité territoriale elle-même.

Des habitants moins ancrés, une image de l'assimilation différente de la réalité

Le paradoxe est d'autant plus réel qu'en Provence-Alpes-Côte d'Azur la part des habitants "ancrés" est faible, du fait de la grande mobilité de ceux qui y vivent. Il ne faudrait toutefois pas y voir le résultat de l'immigration, au sens commun (c'est-à-dire transnational) qu'on donne à ce terme. Celle-ci diminue nettement : en 1968 il y avait davantage d'habitants dans la région venus de l'étranger (y compris d'Algérie...) que de migrants venus du reste du pays. En 2008, il y a en Provence-Alpes-Côte d'Azur près de deux fois plus d'habitants venus du reste de la France que de l'étranger. Les grandes vagues d'immigration internationale sont bien derrière nous et on en observe les traces dans la structure de la population active : 25 % des hommes ouvriers ou employés de plus de 65 ans sont immigrés, pour environ 7 % de ceux de moins de 25 ans. Notons également que l'assimilation est réelle à en croire les pratiques conjugales : parmi les habitants de la région en couple âgés de moins de 40 ans, il y a davantage de couples comprenant un(e) natif(ve) de la région et un(e) immigré(e) que de couples composés de deux immigrés.

Les conséquences des mobilités géographiques sur la manière dont se configurent les sociabilités sont multiples et complexes, et certaines sont évoquées plus bas. Mais soulignons à ce stade le décalage qui existe entre la réalité objective des flux migratoires, internes comme internationaux, et les "paniques morales" (pour reprendre le terme du sociologue Stanley Cohen) qui touchent l'opinion quant à la menace que ferait peser sur le mode de vie occidental, français et provençal, une déferlante migratoire hostile, culturellement et religieusement inassimilable.

Les médias ont leur part dans cette distorsion de l'information, le web également, comme le souligne Jean-Claude de Gap : la mondialisation, la technologie non maîtrisée, et la surabondance d'information permettent toutes les manipulations, provoquent des réactions identitaires.

Le cas particulier d'une immigration laissée pour compte

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, comme dans les régions Île-de-France et Rhône-Alpes, cette représentation des flux migratoires s'applique prioritairement aux habitants de culture arabo-musulmane. Vivre ensemble, ou plutôt

comme le souligne le philosophe Luc Carton, vivre avec les autres, faire société avec eux, c'est vivre en bonne intelligence la coexistence des cultures individuelles et se sentir partie prenante du bien commun. La bonne intelligence suppose un minimum de connaissance mutuelle, des échanges, des débats, des conflits... elle ne peut se développer dans l'évitement. Celui qu'exprime par exemple Yves de Pontcarral : Malgré notre entourage uniquement maghrébin, on n'est pas gêné par le voisinage, sans toutefois les fréquenter, car ils sont toujours entre eux. Ils ne rentrent pas chez nous. C'est : « bonjour, bonsoir. » Et ma femme, c'est tout juste si on la salue. Le bien commun n'est pas un héritage du passé mais un projet en construction qui demande comme préalable que les uns et les autres, collectivement et individuellement, perçoivent le sens de leur devenir.

Or le sens que l'on donne à sa propre vie appartient au registre de la culture. La culture : non pas l'adjectif culturel qui remplace et euphémise l'adjectif ethnique ; ni le néologisme substantivé, le culturel, qui englobe, à côté de la culture proprement dite, des actions d'animation, de communication ou commerciales. Mais la culture, comme ce qui alimente et construit la réflexion, l'esprit critique et le discernement, l'orientation dans le monde, la culture comme ce qui donne du sens aux informations, aux événements que l'on vit.

La culture de chacun est multiple, sédimentation des apports de toutes parts, en provenance de la famille et des milieux dans lesquels on a grandi. Comme le revendiquent des habitants de Beausoleil, la culture des immigrés est d'emblée au moins double, ce qui est tenu pour un précieux atout lorsqu'il s'agit d'immigrés anglo-saxons et des pays nordiques ou latins : capacités linguistiques et de pensée démultipliées, références accrues, ouverture aux autres... Un postulat non démontré pose comme préalable l'abandon d'une culture linguistique³, pratique (compétences, modes de vie - excepté la cuisine -...) et théorique (littéraire, philosophique...) qui n'est pourtant pas réputée moins riche que la culture française. Certains parents eux-mêmes énoncent que, pour leurs enfants, se donner de meilleures chances dans le pays et la région d'accueil signifie rompre avec la culture et la langue dans lesquelles ils ont grandi.

Le déficit causé par cette rupture ne s'évalue pas seulement en termes d'appauvrissement culturel et de sens pour les populations concernées, en particulier à travers des déficits professionnels (des cadres se retrouvent en France employés aux travaux d'entretien, comme le dit en passant Nabila de Pontcarral) et scolaires (pour une seconde Nabila, à la Belle-de-Mai). Les enfants ne peuvent pas prendre appui sur leur possible double compétence linguistique dans la mesure où l'arabe, par exemple, très rarement enseigné dans le secondaire, n'entre pas dans le calcul des notations scolaires au collège et ne compte au baccalauréat qu'à titre d'option facultative. L'enseignement d'une langue n'est pas qu'un enseignement pratique, la langue véhicule une culture : c'est en apprenant l'anglais qu'on découvre Shakespeare.

L'imaginaire urbain et paysager comme opérateur d'enracinement dans le contexte des mobilités accrues

Comment concilier la mobilité, qu'elle soit nationale ou internationale, avec un ancrage, même relatif, ou un enracinement ? Les récits recueillis montrent que le génie du lieu, l'imaginaire urbain, jouent un rôle important (souligné par Gaston Bachelard mais aussi par Marcel Roncayolo) dans *l'individuation*⁴ comme dans la capacité des individus à former une société. Non seulement

³ comme cela s'était produit avec les langues régionales aux XVIIIème et XIXème siècles.

⁴ *L'individuation désigne le processus de constitution, toujours en cours, de l'individu qui se crée notamment dans la relation à autrui. D'après G. Simondon et B. Stiegler, la genèse de l'individu toujours inachevé est triple : la part biologique et psychique (le « je »), la part collective et sociale (le « nous »), et la part technique (le « milieu » qui relie le « je » au « nous »). Pour une présentation détaillée de ce concept, voir le chapitre « Approche théorique » dans le tome 2.*

l'individu ne se constitue pas hors sol, mais il nourrit sa singularité de son rapport imaginaire, très personnel, à ce qui l'entoure, à son paysage. Pour capter l'imaginaire, le paysage doit présenter une épaisseur suffisante, recéler un arrière-pays, d'une façon ou d'une autre garder son mystère. Quant à "faire société", il y faudra le rapport à un tiers, ici un bien commun, qui vienne fédérer l'ensemble des imaginaires individuels et permette de sauter le pas entre nous sommes ici et nous sommes d'ici.

Nous sommes d'ici ne signifie pas être né ici, mais s'y reconnaître ; suffisamment pour y arriver, fut-ce pour un temps, ses coordonnées propres. La singularité d'une ville, son imaginaire urbain, participent au même titre que la qualité de ses services et espace publics à accueillir : ceux qui sont là depuis longtemps et ceux qui, venus d'ailleurs, se sentiront ici chez eux parmi les autres. Cet imaginaire commun peut appeler non seulement à habiter ensemble selon l'expression d'Augustin Berque, mais à agir ensemble selon celle d'Hannah Arendt ; à se fédérer pour cultiver, parfois au sens agricole du terme, cet imaginaire, en vue de l'entretenir ou de le développer. Ce double rapport imaginaire au lieu, seul et avec les autres, est particulièrement manifeste dans des localités comme Gap, Port-de-Bouc ou Beausoleil ; à l'inverse il est particulièrement absent à La Duranne ou à Rocbaron. Il est connoté négativement, comme une assignation à résidence stigmatisante, à Pontcarral où les habitants rencontrés ne peuvent citer aucun paysage de Pontcarral dans lequel ils se reconnaîtraient.

Le rôle de l'imaginaire urbain dit l'importance qu'il y a à préserver aux lieux leur singularité. Rappelons ici que la *singularité* n'est pas l'*identité*⁵. L'identité appartient à certains, elle est exposée au danger d'être cuirassée et figée, par une crispation sur ses caractéristiques ou par une sanctuarisation patrimoniale. La singularité parle à tout le monde, elle est exposée au danger d'être aplanie par des mesures d'homogénéisation, mais elle peut évoluer, croître et embellir sans disparaître. Les récits recueillis confirment ce que beaucoup d'observateurs ont déjà mis en évidence : l'abrasion de cette singularité par les effets de la mondialisation constitue l'un des puissants moteurs des réactions identitaires.

L'introduction du numérique modifie-t-elle ce rapport à la singularité des lieux, à l'imaginaire paysager et urbain ? La mobilité et l'ancrage que nous venons d'évoquer sont territorialisés ; le numérique, lui, offre une mobilité virtuelle sans limite, dans une immédiateté et une visibilité qui abolissent délais et distances. En laissant penser que tout est à vue, il introduit moins à un ancrage local qu'au sentiment d'appartenance planétaire qui avait fait son irruption avec les premières images satellitaires de la planète Terre. Google survole des paysages sans arrière pays. Le GPS, les caméras, la météo et les réservations en ligne évoqués par Alain de Gap ou Céline de Carpentras permettent de prévoir, de tout "voir" à l'avance. Une part du mystère et de l'imprévu est soustraite à l'imaginaire qui doit se recomposer autrement : Je suis de la planète Terre éloigné de Nous sommes d'ici. Noah, également de Gap, note que le covoiturage (Blablacar) gomme l'ouverture et l'imprévu des rencontres. Pour lui le contrôle est à double sens : de la part de celui qui prévoit, mais aussi à son endroit.

Le numérique fait partie intégrante de la vie contemporaine et touche à l'ensemble de ses registres. Avec l'introduction du numérique le paysage perd une partie de son épaisseur, l'imaginaire urbain une partie de son rôle.

Le couple, qui reste une unité essentielle de sociabilité et de solidarité, est caractérisé par l'endogamie et les inégalités

La manière dont on choisit un(e) conjoint(e) reflète des systèmes d'interrelations qui se déploient à beaucoup plus grande échelle. Il ne s'agit pas ici de

⁵ Voir le chapitre « approche théorique » dans le tome 2.

dire que la conjugalité serait devenue le lieu de tous les brassages, de toutes les hybridations. Dans la région, peu de couples de fait (sans forcément qu'ils soient sanctionnés par un statut juridique), sont constitués uniquement de natifs de la région, mais parce que ces derniers sont peu nombreux de toute manière. Au contraire, les couples constitués de néo-habitants (nés ailleurs) ou mixtes, entre un habitant né dans la région et un autre né hors de la région, y sont fort nombreux. Ainsi, le fait d'être natif de la région ou non n'est pas une barrière à l'union conjugale. Toutefois, en Provence-Alpes-Côte d'Azur plus que dans d'autres régions, une barrière symbolique à la conjugalité existe : c'est la barrière de l'immigration. Ainsi, les couples rassemblant un(e) natif(ve) de la région et un(e) immigré(e) sont relativement peu nombreux, eu égard à la part des immigrés dans la population. Cette barrière symbolique crée une forme d'endogamie dans l'union conjugale qui renforce l'endogamie sociale qui prévaut, en Provence-Alpes-Côte d'Azur comme ailleurs.

De plus, la conjugalité s'inscrit dans une forme de marché conjugal qui redouble des inégalités déjà présentes dans d'autres sphères : ainsi, les hommes ont plus de chances d'être en couple que les femmes (sauf avant 30 ans) ; les hommes dotés d'un capital économique important ont plus de chance d'être en couple que les autres, et ainsi de suite. La probabilité d'être en couple est directement indexée à une forme de réussite sociale. Les écarts apparaissent particulièrement importants lorsqu'on avance en âge : les femmes au-delà de 50 ans sont peu en couple, et leur taux de conjugalité diminue très vite avec l'âge. Ce mouvement est plutôt moins prononcé en Provence-Alpes-Côte d'Azur que dans d'autres régions, mais il est bien réel. Au-delà des seuls aspects affectifs et psychologiques, cet état de fait a aussi de profondes conséquences socio-économiques, tant il est clair que le couple agit comme une structure protectrice face aux risques de fragilisation sociale.

D'un certain point de vue, le processus d'individualisation et celui d'émancipation féminine devraient conduire à apprécier de manière positive le déclin du poids de la conjugalité, notamment dans ses formes les plus institutionnalisées, telle que le mariage. Ce déclin qui n'est pas disparition, tant s'en faut ; mais la proportion de la vie d'un individu qui est passée en couple diminue nettement, parce qu'on se met en couple de plus en plus tard et qu'on vit de plus en plus longtemps veuve, parfois – moins souvent – veuf. Toutefois, force est de constater que cette individualisation coïncide ici avec des formes, parfois assez aiguës, de fragilisation sociale pour lesquelles le filet protecteur de l'État-Providence n'a pas su complètement se substituer à l'institution matrimoniale. Ce fait apparaît avec d'autant plus de force lorsqu'on considère le cas des familles monoparentales, qui sont très largement des familles organisées autour d'une femme (95 % des cas dans la région), et qui cumulent les handicaps. La région Provence-Alpes-Côte d'Azur est d'ailleurs l'une des régions qui comportent le taux le plus élevé de familles monoparentales, juste après la Corse et l'ex région Languedoc-Roussillon.

On connaît les conséquences de ces situations de cumul de handicaps pour les femmes seules avec enfant(s), en termes de revenus, d'accès au travail, au logement, aux soins et à l'éducation (donc d'avenir pour les plus jeunes). Par exemple, en termes d'éducation, les cas d'absentéisme grave dans les collèges concernent très majoritairement (autour de 75% à Marseille) des familles monoparentales organisées autour d'une femme (nous abordons plus loin les conditions de logement de ces familles).

Cette fragilisation sociale de nombreux individus est à la fois cause et conséquence d'une plus grande difficulté à s'insérer dans des réseaux de sociabilité, à s'intégrer socialement. "Vivre ensemble" ne nécessite pas de "vivre à deux" ; mais il n'en reste pas moins que le couple est bien souvent une instance fortement intégratrice, une première étape vers des modalités d'interactions sociales plus élargies.

Un marché du logement sous tension, élément majeur de fragilité sociale

Le marché du logement en région Provence-Alpes-Côte d'Azur – sans doute encore davantage que dans bien d'autres territoires – subit les conséquences de la mondialisation. On sait que le marché du logement y est particulièrement sous tension. C'est bien sûr le cas dans les grandes villes – les plus connectées à la mondialisation –, mais on observe également des signes de cette tension dans d'autres espaces régionaux, par exemple dans la quasi-totalité du Var, où l'ancienneté dans les logements est aussi faible que dans certaines villes, ou dans la partie maralpine du massif alpin, ainsi que sur toute la Côte d'Azur, jusqu'aux portes de Toulon, où le taux de suroccupation des logements est très élevé. Cette situation peut expliquer, au moins pour partie, la prévalence non négligeable dans de nombreux territoires de la région des ménages complexes (c'est-à-dire des ménages dans lesquels vit au moins une personne n'appartenant pas à la famille nucléaire principale) et l'émergence (même si elle demeure difficilement détectable avec les outils de la statistique publique tels que le recensement) du phénomène de la colocation. Notons ainsi que la région compte près de 80 000 "Tanguy" (adultes de plus de 30 ans vivant avec leurs parents).

Cette situation du marché du logement produit des effets socialement différenciés. Les ménages dont la personne de référence est employée sont 19 % à être en situation de suroccupation, contre moins de 5 % pour les ménages dont la personne de référence est cadre ou profession intellectuelle supérieure. Ce taux monte même à 27 % lorsque la personne de référence est inactive, hors retraités : étudiants, femmes au foyer... En revanche, lorsque la personne de référence du ménage est retraitée (souvent propriétaire de son logement dont les enfants sont partis), le taux de suroccupation est inférieur à 3 %. Dans le cas des familles, cela a bien évidemment des incidences non-négligeables sur les chances de réussite scolaire des enfants, du fait des conditions dans lesquelles sont réalisés les devoirs. Ajoutons que plus de 25 % des familles monoparentales en Provence-Alpes-Côte d'Azur sont en situation de suroccupation, contre 7 % pour les familles comprenant un couple. On voit à nouveau l'effet protecteur du couple, qui joue à plein ici sur la solvabilité face à un marché du logement sous pression.

Notons ici que les normes des organismes HLM ne permettent pas de tenir compte de la situation des familles monoparentales : deux personnes, même s'il s'agit d'une mère et de son enfant, ne peuvent prétendre à un T3, l'un des deux devra dormir dans le séjour.

Cette tension sur le marché du logement a un double impact sur la capacité à "vivre ensemble" : direct, parce que des individus socialement fragilisés par une solitude non choisie sont moins susceptibles de participer de sociabilités positives, apaisées et riches ; indirect, parce qu'elle peut générer des tensions entre différents groupes sociaux qui clivent la société et la rendent agonistique, (c'est-à-dire qu'elle laisse aux individus le soin de réguler, entre eux et comme ils le peuvent, les tensions qui parcourent le corps social).

Une économie résidentielle résiliente et fragile à la fois

La mondialisation se traduit par une concentration géographique de plus en plus grande, dans les métropoles, de la création de valeur. L'économie de la région est marquée par le poids de ce que l'INSEE appelle l'économie résidentielle. Cela tient au poids important du secteur public dans la région (les administrations publiques sont le premier employeur régional), mais aussi à celui du secteur de l'hôtellerie-restauration ou encore de la construction. C'est ainsi une société de tourisme et de loisirs, vivant grâce à des revenus dont l'origine se situe ailleurs, qui se dessine. Il ne s'agit pas là d'une faiblesse intrinsèque – au contraire, les territoires les plus marqués par le poids de

l'économie résidentielle, comme ceux du massif alpin, sont ceux qui ont le mieux résisté à la crise économique depuis 2008 –, mais il doit néanmoins s'agir d'un point de vigilance : par leur dépendance à des sources de revenus extérieures, ces territoires sont à la merci de chocs exogènes, pas nécessairement de nature économique mais qui peuvent être, par exemple, institutionnels et réglementaires.

Si Laurent Davezies souligne ainsi que la redistributivité du système social et fiscal français ne produit pas seulement des effets entre les différents groupes sociaux mais aussi entre les territoires, cela souligne en creux que des territoires comme celui de la région sont particulièrement exposés au risque que des modifications de ce système socio-fiscal conduisent, indirectement, à les fragiliser économiquement. En outre, l'importance du tourisme dans l'activité économique régionale est également une source de fragilité, tant du fait de l'exposition aux aléas économiques (en termes de taux de change par exemple) que des risques liés au terrorisme ou aux changements climatiques qui peuvent profondément impacter la fréquentation touristique de la région.

Ces aléas économiques sont de nature à créer de graves crises sociales pouvant notamment conduire au déclassement durable de pans entiers de la population dans l'hypothèse où leurs sources de revenus se tariraient.

Par ailleurs, cette économie ne retient du territoire que ce qui s'en dégage : son charme, considéré comme une ressource naturelle et inépuisable. L'économie résidentielle et touristique exploite cette ressource en la désamboitant de l'histoire paysagère multimillénaire, de l'épaisseur civilisationnelle et productive qui les a longuement façonnées. Les quelques zones dédiées aux technologies et à l'industrie qui restent situées dans la région, sont pour beaucoup d'entre elles plus mondialisées que territorialisées. Hormis ces zones ponctuelles, une économie majoritairement touristique et résidentielle a tendance à disqualifier l'ensemble du territoire "ordinaire" pour l'utiliser comme le décor local d'un tourisme mondial. Ses qualités et ressources se trouvent réduites à une image calibrée par le marketing territorial pour la concurrence des zones touristiques et de loisir, une image qui fait voir double : Saint Tropez et Port-Grimaud, le village d'Opio et le Club Med Opio, maints sites et "villages" inventés imitant le territoire sur le territoire lui-même. Ce mode d'exploitation à sens unique a deux conséquences.

La première est qu'il ne fait pas fructifier les paysages et l'imaginaire dont ils sont porteurs, il a plutôt tendance à les épuiser, à dévorer la poule aux œufs d'or : l'aménagement non maîtrisé de l'espace régional détruit ainsi paradoxalement les paysages qui fondent son attractivité dans une relation « cannibale » au territoire.

La seconde est que la focalisation sur le tourisme place hors champ les compétences productives du territoire comme de ses habitants : les stratégies économiques établissent un rapport fonctionnel avec les productions de proximité (agriculture, industrie, commerce), qui n'ont pourtant que des vertus positives, en particulier écologiques ; et les initiatives locales, créatives dans tous les domaines, qui tentent de percer un peu partout. L'inventaire et le soutien de ces compétences productives ne sont pas encore suffisants pour leur permettre de constituer un développement économique solide, fondé sur un processus émanant du territoire réel.

En outre, il faut souligner que l'économie résidentielle se caractérise par le poids d'une main d'œuvre peu qualifiée, souvent précarisée, et aux revenus faibles. Dans le même temps, cette économie résidentielle repose sur l'afflux de revenus dont l'origine est ailleurs, dans l'espace et/ou le temps (résidences secondaires, retraités, chômeurs, touristes...), et souvent plus élevés que ceux des salariés de l'économie résidentielle. Le risque est ainsi de voir se mettre en place une économie duale, non seulement parce que l'origine territoriale des individus concernés diffère pour partie, mais encore d'un strict

point de vue économique : entre ceux qui sont titulaires de revenus liés directement ou indirectement à l'économie productive et les autres. En effet, la plus grande mobilité (ou motilité – capacité à être mobile) des catégories supérieures les conduit à être les donneurs d'ordre souvent perçus comme allochtones par des salariés de l'économie résidentielle plus souvent autochtones.

On aperçoit cette tendance par exemple dans plusieurs des récits recueillis à Forcalquier, où les habitants les plus récents, nombreux à s'être installés dans les lotissements autour de la ville, sont perçus par les autres comme des « retraités venus vivre au soleil » ayant apporté avec eux leurs traditions citadines de consommation (hypermarchés) et de modes de vie « métro-boulot-dodo. » Certes ils alimentent une économie résidentielle, mais il leur est reproché, parfois explicitement, de se tenir dans l'évitement du reste de la population et du territoire lui-même. Les habitants du bourg pointent là un facteur à la fois de décohésion sociale, d'appauvrissement de l'animation comme des commerces urbains et d'effritement des traditions et rythmes locaux.

On peut alors craindre, sous l'effet par exemple de mobilisations politiques, des projections identitaires sur ces clivages socioéconomiques conduisant à une dégradation nette du lien social et de la convivialité.

Un faible taux d'activité, une économie tertiarisée

La tertiarisation de l'économie est un mouvement d'ensemble qui touche les économies développées depuis plusieurs décennies ; mais dans la région, elle prend notamment appui sur le poids de l'économie résidentielle. Ce mouvement de tertiarisation touche tous les milieux sociaux : une grande majorité d'ouvriers travaillent aujourd'hui dans le secteur tertiaire, y compris chez les hommes – au terme d'une évolution remarquable : à peine plus de 25 % des ouvriers hommes travaillaient dans le secteur tertiaire en 1968. Parmi les employées et cadres femmes, la tertiarisation dépasse aujourd'hui les 90 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Cette tertiarisation n'affecte toutefois pas tout le monde de la même manière. Chez les femmes, ce sont avant tout les secteurs de l'administration publique et de l'action sociale qui sont concernés ; chez les hommes, il s'agit davantage du commerce, du secteur des transports et de la logistique et aussi, pour les cadres et les professions intermédiaires, des services aux entreprises.

Au final, la région se caractérise par le poids des inactifs. Il est d'abord remarquable de noter que, entre 1968 et 1999, le taux d'activité masculin (entre 16 et 65 ans) n'a cessé de diminuer⁶. La progression phénoménale du taux d'activité féminin sur la même période est venue compenser cette évolution, mais cette dernière demeure significative. Caractérisée par des niveaux d'inégalités de revenu importants, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur court le risque de devenir d'une économie de double rente – celle des super-riches, et celle des pauvres.

La résultante est alors une combinaison explosive entre une pauvreté largement répandue et un niveau élevé d'inégalités, situation peu propice au développement d'une société apaisée et solidaire.

Conclusion – la région, en tant qu'elle est traversée, voit ses modes de vie et sa cohésion sociale affectés par une mondialisation descendante. L'appui sur la solidarité du territoire constitue une possibilité de renversement de cette perspective.

⁶ La valeur correspondante pour 2008 doit être prise avec précaution, l'INSEE ayant modifié son concept d'activité avec le nouveau recensement.

Ces différentes mutations dessinent, depuis la tertiarisation de l'économie jusqu'aux mutations des conjugalités, l'impact fractal de la mondialisation, à toutes les échelles de la vie économique et sociale. L'accroissement de la division internationale du travail, l'augmentation exponentielle des flux humains, et surtout de biens, de capitaux, d'information, affecte, à des degrés divers mais en profondeur, les modalités de la vie sociale, en inscrivant plus que jamais la région au cœur d'une société-monde.

1.2.2 Le traitement bureaucratique du vivre-ensemble

Les récits recueillis donnent à lire les conditions de vie des citoyens dans la région et la marge de manœuvre qu'ils trouvent à l'intérieur de ces conditions pour être, agir et habiter ensemble. Nous venons de voir comment ces conditions sont en partie dépendantes de la mondialisation. Elles sont également produites par les catégories bureaucratiques⁷ des politiques publiques, nationales et territoriales, qui régissent les différents domaines de la vie courante : santé, emploi, urbanisme...

Du Public aux publics

Au fil des récits, dans chacune des villes visitées, les narrateurs, font état de leurs relations avec les administrations. Ils expriment, au passage, les difficultés qu'ils ressentent lorsqu'ils rencontrent des agents, remplissent des dossiers, etc. (comme Jean ou Aristide de la Belle-de-Mai, Noah de Gap ou Michel de Carpentras) ; ou lorsqu'ils sont eux-mêmes en position de mettre des personnes « en codes, dans des cases. » comme Sylvie de Port-de-Bouc. Cette dernière souligne comment le numérique s'allie avec le découpage administratif : aujourd'hui, le travail hospitalier s'est vraiment détérioré : avec l'informatique et la surenchère administrative, on est loin des gens.

Les catégories et secteurs qui découpent le territoire opèrent également, et avec les mêmes effets, dans le domaine des services au(x) public(s). Le public qui est ce qui, par définition, donne son sens à l'action des services publics, a connu au tournant des années 80 un glissement sémantique pour devenir les publics. Une évolution parallèle à celle qui voit remplacer le personnel dans les entreprises par les personnels et qui voit la communication et le marketing organiser leurs stratégies en fonction de publics cibles. Cette évolution change le sens du service public dans la mesure où elle introduit une discrimination entre des catégories de publics, objets de traitements spécifiques à l'intérieur des différents services de la santé, du social, de la justice... Cette discrimination se veut le plus souvent une "discrimination positive", motivée par le souci d'une meilleure précision et équité dans le traitement social : à chacun de ces publics correspondent des droits spécifiques. Robert Castel a montré les effets pervers de cette approche qui amène les personnes à se définir le plus négativement possible pour obtenir le plus de droits possible. Comme en témoignent les récits cités plus haut, les individus deviennent des handicapés, chômeurs, alcooliques, créateurs d'entreprise... chacun relevant d'une politique spécifique - mais chacun devant par lui-même démêler l'imbroglio des différentes administrations dont il dépend et dont il est le lieu final de coordination. Avec toute l'ironie dont il est capable, le récit de Guido de Forcalquier nous montre, lui, comment chacun peut se sentir identifié à son statut, considéré non plus comme une personne mais comme un dossier, un objet de l'administration.

Face aux stratégies que les individus mettent en place pour cheminer dans le maquis des droits particuliers qui se multiplient, les institutions en appellent à un code de bonne conduite, informel mais souvent formulé : l'accès aux droits est conditionné par le respect de devoirs. « Les chômeurs/immigrés/patients... n'ont pas que des droits, ils ont aussi des devoirs. » Chacun se trouve de la sorte comptable d'une relation contractuelle de droits et devoirs. Ainsi Nabila de la Belle-de-Mai ne peut pas être connue par l'institution sco-

⁷ Nous étendons ici par bureaucratization, l'entreprise de rationalisation du monde politique et institutionnel analysé par Max Weber. Pour une présentation détaillée de ce concept, voir le chapitre « Approche théorique » dans le tome 2.

laire dans ses différentes dimensions (ses soins auprès de sa mère gravement malade, ses activités de commerce sur internet, ses connaissances et dons personnels...), ni dans sa réalité de sujet animé par des désirs et stratégies propres, elle est d'abord saisie comme collégienne qui, ne remplissant pas ses devoirs, perd ses droits à l'éducation publique et donc doit quitter le collège le jour de ses 16 ans.

La quantification et la statistique sont des outils indispensables dans les analyses qui précèdent l'élaboration des décisions et des projets, ils sont à nouveau utiles dans une partie de l'évaluation qui suit leur réalisation. Par contre, ils ne sont pas des outils de projet ni d'action. Ils ne peuvent en induire la forme ni constituer le tout de leurs objectifs et de leur mise en œuvre. Dans les politiques publiques, les projets et actions visent la constitution et la mise à disposition d'un bien commun. Ils demandent à être pensés comme des systèmes de relations, internes et externes, à excéder leur programmation quantitative et fonctionnelle pour apporter une plus value vivante et publique à toutes les parties prenantes : institutions, agents, usagers, partenaires, voisins, passants... sans oublier les générations futures. C'est autour de ce bien commun que se font les échanges, que se fédèrent les sociabilités. Pour prendre une image : des lieux de culte, des terrains de foot, l'eau des fontaines... ou des personnages emblématiques comme sœur Louissette à Pontcarral présentent peu ou prou ce caractère de bien commun dont tout le monde se sent "copropriétaire".

Le chômage et l'emploi gérés de façon catégorielle et quantitative

En matière de chômage et d'emploi, le récit d'un Jean de la Belle-de-Mai par exemple, montre que ses compétences de surdoué, qui ne correspondent pas aux cases scolaires ni aux référentiels métiers, ne peuvent être saisies par les méthodes d'un Pôle Emploi : formulaires algorithmiques de description des qualifications et de mise en regard des demandes et des offres par catégories ; files actives chargées impliquant pour chaque conseiller un rythme de travail accéléré et pour le public des rendez-vous rares et brefs. Ces procédures de gestion n'offrent pas les outils nécessaires pour se saisir des réelles compétences des personnes, toujours singulières, a fortiori lorsqu'elles ont affaire à des profils comme celui de Jean : elles ne peuvent retenir que sa qualification catégorielle, qui dans ce cas se réduit à "pas de qualification". Sa définition par le social et le judiciaire prennent alors le pas sur une définition professionnelle, et les jugements moraux, qui empêchaient déjà de lire ses compétences, le renverront dans la marge. Jean ne rencontrera donc pas l'opportunité de faire profiter les autres de ce qu'il peut leur apporter ni, à cette occasion, de faire société avec eux.

Comme le montre la proportion dans la région, supérieure à la moyenne nationale, des personnes dites non qualifiées parmi les chômeurs (43,38%) et les chômeurs longue durée (53,4%), Jean ne fait pas figure d'exception. L'appartenance, réelle ou supposée, à la catégorie des immigrés, vient elle aussi interférer avec les compétences des personnes : C'est impossible d'avancer ici quand tu t'appelles Mohammed ou Abdou ! Il n'y a rien pour nous (Nourdine de Pontcarral). Le projet social relatif à l'emploi, comme les projets individuels, particulièrement ceux des plus démunis, sont davantage freinés que développés par une gestion catégorielle et quantitative. Or ces projets montrent aujourd'hui toute leur importance dans la construction des sociabilités et d'une société en liens.

D'autres voies, individuelles, permettent de contourner les institutions en charge de l'orientation professionnelles et de l'emploi telles qu'ont pu les rencontrer Nabila et Jean de la Belle-de-Mai. Il y a les candidatures spontanées, quand elles sont ciblées sur un intérêt personnel pour un objet professionnel précis, qui devient alors un objet commun entre candidat et employeur. Il y a les réseaux de connaissances qui supposent une forme ou une autre d'entre

soi (dans certains cas de passe-droit) : famille, classe sociale, communauté. Il y a les foires et salons. Et il y a internet qui ouvre l'éventail de connaissance des entreprises et des lieux de travail, ainsi que de possibilités d'accès plus ou moins directs.

Comme nous le montre Paule de Gap, internet permet également un développement économique personnel à partir d'initiatives individuelles ou en réseau. Ce développement se fait néanmoins à travers des activités plus ou moins informelles qui remettent en question les acquis sociaux et la redistribution en même temps que les hiérarchies traditionnelles. Notons ici que globalement internet permet de raccourcir les circuits d'information, d'automatiser un grand nombre de fonctions et ainsi d'éliminer de nombreux postes tout en concentrant sur un seul salarié le travail autrefois effectué par plusieurs. La disparition de nombreux emplois dans les secteurs du commerce (Amazon...) et du tertiaire (les services administratifs, les agences de tourisme en ligne...) est en marche.

Ainsi, les réseaux, qui constituent actuellement la principale alternative à une gestion catégorielle et quantitative de l'emploi, remettent en cause certains fondements du droit et de l'organisation sociale.

Comment les classes d'âge vivent-elles ensemble ?

Parmi les catégories, celles qui classent les individus par âge, entraînent de nombreuses conséquences sur les modes de vie et sur les capacités à vivre ensemble, d'autant qu'elles viennent souvent redoubler d'autres ségrégations sociales et les écarts introduits par la mobilité des uns et des autres. Dans les sites où nous sommes allés, rares sont ceux comme Port-de-Bouc ou Forcalquier où toutes les générations se rencontrent. Dans les cas où cela se passe, on remarque que les marchés et les petits commerces, en particulier les cafés, comptent pour beaucoup.

La majorité des récits laisse plutôt apparaître un fait assez banal : les individus appartenant à une classe d'âge répondent souvent à un tropisme qui les fait s'assembler "naturellement" : Moi, je parle avec des gens du même âge que moi. Je ne parle pas aux jeunes. Chacun sa place (Habib de Pontcarral). Les plus âgés discutent volontiers entre eux, les enfants jouent également entre eux, et les adolescents aiment à se retrouver sur leur "territoire". Un territoire de classe d'âge qui peut se définir géographiquement mais aussi virtuellement sur les réseaux de la téléphonie mobile et d'internet comme le montrent les récits, par exemple à Puget-Théniers. L'ennui, selon les cas, isole ou rassemble les adolescents et les fait grandir ; mais tromper leur ennui peut se conjuguer avec les infractions à la vie privée et le harcèlement que facilite le numérique.

À partir de ce tropisme générationnel, des antagonismes peuvent se faire jour : dans plusieurs sites, des plaintes s'élèvent de la part des plus âgés à l'égard des plus jeunes qui mettent régulièrement le bazar (Jacinta de Beausoleil).

La fréquence d'utilisation du néologisme "intergénérationnel" suffirait à mettre en évidence l'importance renouvelée de ces clivages. Ceux-ci se trouvent en effet renforcés par les conceptions du marketing qui voit dans les classes d'âge des cibles commerciales spécifiques, mais aussi par celles des services qui participent à organiser les modes de vie : les transports scolaires induits par l'éloignement des zones de logement, les lieux réservés (comme les parcs publics "de 2 à 12 ans"), les Missions Locales et les contrats de travail spécifiques réservés aux 16-25 ans, les animations des centres sociaux, les cours de théâtre, de yoga, etc. dédiés aux enfants, aux adultes ou aux personnes âgées...

Par ailleurs, la division temporelle introduite par les activités professionnelles, scolaires et parascolaires, division accentuée par la mobilité des uns et des autres, s'ajoutant à l'attraction individuelle des divers écrans numériques, a

tendance à défaire la cohésion familiale qui se tricote autour d'activités ou de moments vécus ensemble, comme les repas. Achraf à Pontcarral : l'autre jour j'ai ramassé un papier et une mère y avait écrit : tu trouveras des goûters dans le placard, la Playstation est allumée, moi je sors. Les plages d'espace et de temps communs, nécessaires aux échanges et à la transmission de savoirs de toutes natures entre parents et enfants, se rétrécissent. Du fait de la spécialisation des lieux et des activités déjà évoquée, ces plages communes se rétrécissent également entre les enfants et la génération de leurs grands parents, alors même que les premiers témoignent, comme cela apparaît dans de nombreux récits, de leur attachement aux seconds et de ce qu'ils ont appris avec bonheur auprès d'eux. En effet, la transmission des savoirs entre grands parents et enfants, allégée de certains enjeux, est souvent dédramatisée, plus libre et très fructueuse : la responsabilité, le souci de la réussite et de l'avenir, les projections identitaires mutuelles, pèsent moins, levant nombre d'obstructions à la fluidité des échanges et de la transmission.

L'entrée en maison de retraite extrait les personnes âgées de leur vie et de leurs activités quotidiennes ainsi que de leur environnement personnel. Elle les institutionnalise dans une communauté homogène de personnes définies par leur âge et substitue à leurs activités quotidiennes des animations occupationnelles. Les personnes âgées se trouvent ainsi réduites à elles-mêmes, quasiment à leur corps : « la télé, mon lit, uniquement le minimum » (Vittorio de Puget-Thénier). Elles doivent recomposer la partie de leur identité liée à leur milieu mais, celui-ci perdant en aventure et en diversité, leur capacité d'échange s'en trouve appauvrie d'autant. Dans ces circonstances, le dialogue et la transmission avec la génération de leurs petits enfants perdent également beaucoup de leur richesse.

Enfin, la façon de vivre ensemble dans les familles est perturbée, tendue, par les injonctions faites aux enfants : par l'institution scolaire d'avoir au plus tôt un "projet de vie", de choisir des matières et de s'orienter dans des filières qui conditionneront leur avenir ; et de la part des parents par l'injonction de réussir à l'école. Cette obligation de se projeter dans l'avenir et cette sommation de réussite, reflètent une banale aspiration vers l'ascension ou la reproduction sociale. Aujourd'hui cette aspiration pousse les parents (et les enseignants) à essayer de maîtriser l'incertitude qui caractérise l'époque et à rechercher des schémas prospectifs. Ceux qu'ils trouvent sont construits en fonction des nomenclatures de qualifications dont certaines sont présentées comme garanties d'un avenir enviable ou tout au moins assuré. Ces nomenclatures ainsi que les ouvertures réelles ou supposées d'un "marché de l'emploi", paraissent souvent aux yeux des parents et des enseignants, des appuis plus réalistes et solides que les talents ou les aspirations présents chez les enfants (ce que là aussi montre Nabila de la Belle-de-Mai).

Dans ce "management" parental de la réussite des enfants, entre parfois, on le voit dans certains récits (à Gap ou à La Duranne), le choix d'un lieu de résidence à proximité d'un lycée ou d'une université réputés. Les familles les plus dépendantes des mobilités, moins ancrées, sont sans doute davantage exposées à ce raccourci temporel par lequel l'avenir vient "inquiéter" tout ou partie du présent. A contrario, des enfants comme Selva à Forcalquier semblent vivre entièrement dans l'épaisseur du présent, dans la curiosité et la disponibilité envers ce qui les entoure. Selva semble ainsi développer ses connaissances et ses capacités à apprendre, au moins autant que ses aptitudes à vivre l'espace et le temps, à se penser et à penser les autres ; et ce d'une façon que l'on peine à comparer avec ses contemporaines de La Duranne.

La région et ses habitants face à la révolution numérique

Clémence de Gap évoque cet ancrage dans le présent qui draine avec lui un savoir expérientiel du temps, elle voudrait pouvoir encore savourer le temps . Au moment où elle décrit cette temporalité individuelle de nature organique,

elle l'oppose au temps de l'immédiateté et du prévisible introduit par le numérique. Certains de nos narrateurs, comme José de Puget-Théniers, protègent farouchement leur indépendance face au numérique : C'est une folie. Ça ne m'intéresse pas du tout [d'être] continuellement interrompu. J'ai autre chose à faire que traîner des heures derrière un écran. La plupart l'ont intégré comme une prothèse devenue partie d'eux et beaucoup, exilés sur une île déserte, n'emporteraient rien d'autre que leur smart-phone.

Comme pour Édouard de Forcalquier, le smart-phone est à la fois un outil de communication avec les autres et une mémoire auxiliaire : agendas, enregistrement (audio, vidéo, photo) et écran des souvenirs associés à une encyclopédie portative quasi illimitée. Il remplace l'album ou le portefeuille dans lequel on gardait les photos des choses et des êtres aimés, les séances de diapos au retour des voyages, le secrétaire pour ranger les documents personnels et les courriers, le carnet où l'on consignait des informations et des pensées intimes. Ainsi ces petits boîtiers numériques de poche transforment les temporalités individuelles à travers l'instauration d'une immédiateté qui raccourcit le temps, mais aussi à travers un traitement de la mémoire qui a de multiples conséquences.

À la disposition d'un petit nombre de puissances (Google, Apple, Facebook et Amazon), l'économie des data – « économie de la mémoire » d'après Bernard Stiegler – traitées par le web à une échelle planétaire et à une vitesse foudroyante provoque d'après celui-ci une mutation en forme de rupture. Pour lui, cette rupture serait également à l'œuvre à travers une automatisation des outils spécifiquement humains de la pensée vivante, automatisation qui tend à détruire les savoirs et leur transmission (remplacée par l'information), le droit, la langue, les systèmes sociaux, la créativité et l'individuation (Cf. note supra) elle-même. L'individuation se crée notamment à partir de la différence, de la discussion, de la controverse. Selon son analyse, le numérique tend à provoquer massivement de la détresse.

En effet, comme le remarque José, l'un des effets du numérique est une captation quasi permanente de l'attention, souvent amenée à se distraire, à se dédoubler, à "s'ubiquiter" : vivre dans le présent, porter toute son attention à ce et ceux qui nous entourent, se concentrer, ne va pas de soi. L'importance et l'accentuation du phénomène d'inattention par les nouvelles technologies sont analysées par le philosophe Matthew Crawford dans L'éloge du carburateur. Cette distraction de l'attention apparaît dans le sentiment qu'expriment certains de nos narrateurs d'un temps éparpillé et en fuite ; elle apparaît également dans les difficultés que rencontrent certains parents et enseignants à capter l'attention des enfants, à les soustraire à l'attrait des écrans et à la pulsion de l'immédiateté.

La conclusion de Bernard Stiegler n'est pas celle de José de Puget-Théniers : à ses yeux il convient non de refuser le numérique mais de refuser une position de consommation à son égard, de comprendre, pratiquer, maîtriser, réorienter et utiliser à bon escient les extraordinaires capacités du numérique.

En termes quantitatifs, le domaine du numérique n'est pas un domaine exploré par la statistique publique qui ne l'a pas intégré dans ses paramètres et ses nomenclatures : celles-ci ont peu évolué depuis les années 50 et il n'existe pas de sources adaptées, en particulier au niveau régional. Cet état de fait constitue une indication en soi. L'élaboration des politiques publiques nécessitant de s'appuyer sur l'analyse de données chiffrées, leur pénurie indique que le domaine du numérique ne fait pas partie des préoccupations centrales, n'entraîne pas une mobilisation à la hauteur de ses enjeux. Son apparition constitue pourtant une mutation déterminante dans tous les registres et à toutes les échelles : les chercheurs qui s'y intéressent comparent son impact à celui de l'alphabet et de l'imprimerie.

Au niveau national, les rares lois promulguées depuis 2004 sont controversées, présentées comme peu efficaces et risquant d'entraver ou de res-

treindre les libertés. Des actions de sensibilisation sont menées, par exemple par l'Éducation Nationale, mais elles restent ponctuelles.

Différentes expériences des temporalités individuelles et sociales

Comme nous l'indique Giovanni de Forcalquier, notre temps moderne est majoritairement programmé, fonctionnel, en particulier dans sa séparation entre travail et loisir (tous deux fortement planifiés), entre professionnel et personnel, le premier étant souvent perçu comme s'il était soustrait au second. Et notre identité individuelle comme notre vie sociale se trouvent fortement définies par cet emploi du temps. Celui-ci peut se présenter comme un tunnel pour ceux qui sont soumis à la tyrannie de leurs agendas remplis où tout est prévu, parfois plusieurs mois ou plusieurs années à l'avance ; il peut aussi devenir redoutablement vacant et tout aussi contraignant pour les désœuvrés, les SDF (comme Jean-Aristide de la Belle-de-Mai), les chômeurs, certains retraités... qui se retrouvent sans objet commun à partager avec d'autres. De plus, comme nous l'avons vu précédemment, des temporalités disjointes, découlant de la mise en catégorie des personnes et des activités, viennent redoubler ces cloisonnements temporels et ne favorisent pas les possibilités de vivre ensemble.

C'est seulement à Forcalquier et à Port-de-Bouc que nous avons pu rencontrer plusieurs narrateurs faisant état de rencontres qui se faisaient "toutes seules" : à la fois souhaitées ou bienvenues et non prévues, dans un temps tout-à-fait actuel, mais appartenant à une forme de temporalité que nous qualifierions de pré-moderne. Un temps libre, libre de montre et d'agenda, ouvert à une vacuité fertile, à ce qui n'est pas programmé, à l'accueil de ce qui survient, voire à la création, est devenu une denrée rare.

Plus rare encore, un temps personnel bordé, soutenu par un temps collectif, évoqué par exemple par Clémence de Gap, qu'on pourrait appeler le temps public. Idéalement le temps public, au même titre que l'espace public, appartient à tout le monde et propose un contenant structurant pour la vie publique comme pour la vie personnelle. Individuellement, se soutenir entièrement par soi-même n'est pas donné à tout le monde (même si les plus nantis peuvent vivre mieux que d'autres un temps mondialisé – entre soi). Vivre ensemble demande aussi à s'appuyer sur des rites. Clémence exprime la nostalgie de ces scansions du temps social auxquelles tout le monde se trouve en principe soumis, sans discrimination : un rythme quotidien, hebdomadaire... des fêtes, des dates... Comme s'il en était l'enveloppe protectrice, elle associe à ce temps social, la liberté, l'épaisseur d'un temps individuel et relationnel où l'on puisse savourer le temps, en prendre avec les autres dans des rapports humains directs, prendre le temps de s'apprécier, de se découvrir.

Ce temps public a subi les effets de la modernisation et de la mondialisation. Le temps mondial ne ferme pas l'œil, et les journées mondiales (309 par an touchant autant de groupe ou d'objets particuliers⁸), les fêtes commerciales et la périodicité des soldes sont peu susceptibles de soutenir et structurer les temps individuels. Il semble néanmoins que des villes ancrées dans leur singularité et leur territoire, telles Forcalquier et Port-de-Bouc déjà cités, ou Beausoleil à sa façon, parviennent à retenir dans leurs espaces quelque chose d'un temps public permettant à la fois de vivre pour soi et ensemble.

Conclusion – Lorsqu'elles sont cantonnées à des techniques, la modernisation et la numérisation constituent des mutations qui mettent en question la cohésion sociale. Elles demandent à être interrogées dans leurs contenus et leur éthique.

⁸ journée mondiale des pompiers, des orphelins de guerre, de la Corse, de la radio, du syndrome d'Angelman, du Nutella, de la photographie, des réfugiés, des aveugles, des veuves, de la baleine, de la Vie...

La fragmentation et la quantification mises en œuvre par les instances qui souhaitent outiller les services publics à travers l'approche catégorielle et managériale de la bureaucratie ne sont pas de nature à soutenir le projet de cohésion sociale qu'elles poursuivent par ailleurs.

Les récits montrent le formidable gisement d'intelligences et de potentiels productifs que recèlent les individus comme les territoires. Changer d'échelle, s'approcher de ces gisements pour les lire et les traduire en activités et en actions, pour les mettre en relation et en coproduction, semble le chemin pour trouver une forme inventive de modernisation.

La numérisation risque d'amplifier l'impact de la modernisation dans ses effets d'individualisation, de dématérialisation et de mondialisation et par là de déconstruction de la cohésion sociale. Mais la numérisation peut tout autant soutenir des efforts de reconstruction sociale si, en tant que nouvelle condition de vie, elle fait l'objet d'un projet éthique et politique.

1.2.3 Les déséquilibres induits par la métropolisation

La métropolisation traduit les effets de la mondialisation à l'échelon territorial : les villes à partir desquelles s'effectue l'étalement urbain s'inscrivent dans un maillage hiérarchisé de villes jusqu'au niveau mondial, dominé par quelques grandes villes-mondes. Un certain nombre de mutations peuvent donc se décliner à ces deux échelles. On insistera ici surtout sur les mutations territorialisées qui affectent directement les modalités de la vie sociale.

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur est constitutivement marquée par la présence de la ville et de la citadinité⁹ qui lui est liée ; une ville qui hérite sa forme et sa puissance des civilisations gréco-romaines qui ont durablement structuré les pourtours de la Méditerranée. Ce patrimoine n'est pas un résidu historique mais le substrat du territoire et des paysages d'aujourd'hui, il perdure dans la rémanence de leurs formes. Il existe et poursuit sa vie sans avoir besoin d'être figé dans une "identité" ou une patrimonialisation excessive. En elle-même, cette accumulation primitive est un atout.

Un accroissement des déséquilibres régionaux

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur est marquée par un gradient allant d'un arc littoral prolongé par la vallée du Rhône jusqu'au massif alpin. Le degré d'urbanisation est indexé sur ce gradient, et le déséquilibre entre les zones les plus urbanisées, comprenant les villes inscrites dans un processus de métropolisation et celles qui le sont le moins, n'a cessé de s'accroître depuis plus d'un demi-siècle. Ainsi, de nombreuses communes des Hautes-Alpes et de la partie orientale des Alpes-de-Haute-Provence ont perdu des habitants entre 1962 et 2013, tandis qu'un très grand nombre de communes d'une bande littorale allant de la mer jusqu'à Orange, Carpentras, Digne-les-Bains, le Haut-Var et les confins des Alpes-Maritimes ont connu un taux de croissance annuel moyen supérieur à 2,6 % – soit quasiment un doublement de la population tous les vingt-cinq ans. La constitution de déserts montagnards qui se profile ainsi est d'autant plus paradoxale que les territoires alpins ont fait la preuve de leur réelle capacité de résilience, économique, sociale ou culturelle.

Les récits recueillis ont fait apparaître différentes façons de pratiquer les aires urbaines. En effet chacun des pôles principaux de ces aires urbaines est entouré d'un certain nombre de bourgs, villages ou zones d'habitation excentrées constituant des pôles secondaires (par leur taille, équipement, densité...). Les aires urbaines ainsi considérées nous ont paru soumises à deux formes de polarisation selon que la force d'attraction s'exerce entre le pôle urbain principal et les pôles secondaires gravitant autour de lui ; ou y compris entre les pôles secondaires eux-mêmes. Les unes plutôt pyramidales (Gap, Beausoleil...), les autres plutôt réticulées (Forcalquier, Aix-en-Provence...).

Dans une configuration pyramidale, le pôle principal aspire la quasi totalité des recherches d'opportunités et de fonctions que les habitants des pôles secondaires ne trouvent pas ou plus chez eux. Un déséquilibre fort peut s'instaurer au détriment des pôles secondaires en termes économiques, décisionnels, d'autonomie et parfois de maintien de l'existant, des modes de vie et d'activité... Cela peut porter atteinte à la singularité par exemple d'un village qui deviendrait un village-dortoir au service de la ville pôle rassemblant quant à elle les activités et les emplois. Les mobilités centripètes peuvent également engorger le pôle principal.

⁹ Pour Jacques Lévy et Michel Lussault (*Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* – 2003) la citadinité désigne « la dimension actorielle de l'urbanité. » Elle définit les pratiques et les représentations des individus et des groupes, appréhendés comme des acteurs sociaux dans la ville.

Dans un schéma réticulé, les interdépendances sont mieux réparties entre l'ensemble des pôles secondaires et avec le pôle principal. Les pôles secondaires sont moins menacés dans leur singularité et dans leur survie. Cette dernière configuration est privilégiée par une répartition mieux équilibrée des activités et des échanges économiques, ainsi que des fonctions et équipements. La ville-centre peut par exemple conserver des fonctions de centralité comme un hôpital et un palais de justice, tandis que d'autres fonctions commerciales, administratives et culturelles peuvent devenir des spécialités de tel ou tel pôle secondaire amenant une irrigation de l'ensemble du territoire de l'aire urbaine. C'est ainsi de l'aire de Forcalquier, dans laquelle nombre de fonctions non centralisées, par exemple culturelles, animent les pôles secondaires en fonction de leurs singularités.

Des solitudes géographiquement disjointes

Les interactions entre les dynamiques de l'urbanisation et celles de la conjugalité conduisent à ce que les hommes célibataires (au sens sociologique) soient surreprésentés dans l'arrière-pays rural et montagnard, et dans une moindre mesure dans certains quartiers des centres-villes. Dans le même temps, les femmes célibataires, avec ou sans enfant, se concentrent elles dans les agglomérations urbaines et en particulier leurs centres (on trouve par exemple, 89% de familles monoparentales à la Belle-de-Mai contre 37% à Puget-Théniers). Cette situation rend improbable la rencontre de ces célibataires, alors que les effets protecteurs que le couple exerce en matière de fragilité sociale ont été démontrés. Cette situation n'est pas sans rappeler celle qui prévalait dans certains territoires ruraux où de nombreux hommes étaient contraints au célibat du fait du départ vers la ville des femmes, et qui est décrite par Pierre Bourdieu dans le Bal des célibataires. L'institution du bal, précisément, visait à rapprocher offre et demande matrimoniale en tentant de combler, tant bien que mal, leurs déséquilibres géographiques. Le développement des « sites de rencontre » permettait déjà une pré-sélection sur le plan social, le développement d'applications géolocalisées conduit aujourd'hui à des effets de renforcement de ces disparités locales. Et rares sont les lieux qui, comme nous avons pu l'entendre à Puget-Théniers, ont maintenu à travers la part pérennisée de leurs traditions, ces possibilités de rencontre exogène : lorsque c'est le cas, une grande valeur reste attachée, même par les jeunes générations, à ces formes d'organisation sociale.

Dans la région comme ailleurs, la ville devient moins hospitalière à ceux qui vivent une fragilité économique et sociale

Les villes se caractérisent par le fait qu'y cohabitent les individus à la fois les moins fragiles et les plus fragiles socialement. L'accès facilité aux aménités¹⁰ de la ville peut parfois rendre plus supportable la fragilité sociale ; mais il semble que, de plus en plus, les mutations urbaines, et notamment celles touchant à l'espace public, conduisent au contraire la ville à perdre de son hospitalité envers ceux qui sont les plus fragiles. Dès lors, un nombre croissant d'individus fait le choix d'un environnement rural qui rend la pauvreté et la fragilité sociale plus supportables – ne serait-ce que du fait de logements moins onéreux et de la possibilité d'auto-subsistance. On assiste ainsi au développement d'une forme d'économie résidentielle et rentière (à travers les allocations) du pauvre, qui ne va toutefois pas sans tension lorsqu'elle conduit à des jugements moraux sur la dignité du travail et l'indignité de "l'assistanat". Pour ces personnes, on peut toutefois estimer que c'est à tout prendre une forme de moindre mal, si l'alternative est un décrochage accéléré dans un milieu urbain moins hospitalier et plus compétitif. Toutefois ces personnes se

¹⁰ En matière de ville et d'environnement les aménités englobent ce qui est accueillant et rend la vie agréable dans un lieu au titre de l'intérêt général et du bien public, c'est à dire de façon gratuite.

trouvent alors déplacées dans un contexte nouveau. Il leur faut maintenir les liens anciens et en créer de nouveaux. Comme nous l'indiquent notamment Paule de Gap ou Augusto de La Duranne, le numérique constitue dans ce cas un précieux auxiliaire en matière de contacts personnels, ainsi qu'un tremplin pour développer avec d'autres des activités relationnelles, virtuelles ou non, et des activités économiques, formelles ou informelles.

L'Urbanisme Moderne lié aux nécessités de la Reconstruction : des opérations immobilières standardisées

Les récits de ceux qui habitent les espaces créés par l'Urbanisme Moderne¹¹ et l'Urbanisme de Secteur¹² interrogent les capacités de cet urbanisme à offrir des conditions suffisantes pour y faire société. Si l'on prend l'exemple des habitants que nous avons rencontrés à Pontcarral, une production typique de l'Urbanisme Moderne, leurs récits laissent apparaître ce qu'il leur faut déployer de résilience pour habiter ensemble leur cité, malgré les conditions qu'ils rencontrent dans ce lieu... qu'ils souhaiteraient instamment fuir, mais dont ils se sentent aujourd'hui les clients captifs. « Tout le monde tôt ou tard veut se barrer. » (Hichem). Les conditions actuelles de vie à Pontcarral sont directement liées aux conceptions qui président, à l'époque et en grande partie encore aujourd'hui, à la "fabrication" de la ville.

Lorsque la copropriété de Pontcarral est construite en 1958, elle ne vient pas répondre à un projet que l'on pourrait qualifier réellement d'habitation ni de ville : en effet, l'habitation n'est pas le logement et toutes les localisations et dispositions de bâtiments ne font pas de la ville. C'est une opération immobilière résultant d'une étude de marché, de la valeur du foncier et des dispositifs en faveur d'une construction industrialisée et standardisée¹³. En 1958, nombre de Français préparent leur retour d'Algérie en achetant sur plan des appartements dans la région Sud. Une société immobilière nationale implantée à Toulon, acquiert à la périphérie Ouest de la ville, au Nord du cimetière et des anciens abattoirs, le long du tracé de l'autoroute, un terrain sur lequel le PDU (plan d'urbanisme de détail) autorise la construction des 316 logements qu'elle projette. De fait, le projet s'est à l'époque directement traduit par un ensemble de 316 logements en deux barres de 13 étages : la copropriété de Pontcarral, aujourd'hui enclavée entre un nœud d'autoroute, un canal et une voie ferroviaire. Il s'agit donc moins de la réalisation d'un projet architectural et urbain que de la réalisation d'un projet gestionnaire, technique et financier, tant dans ses objectifs que dans les moyens mis en œuvre. On en mesure aujourd'hui les conséquences, dans différents registres, en particulier dans la marge laissée aux habitants pour mettre en œuvre des sociabilités riches et ouvertes.

La politique gestionnaire et quantitative du logement, motivée à l'origine par les nécessités de la reconstruction, a assujéti la fabrication de la ville, et donc les conditions de vie individuelles et collectives, à la quantification, aux méthodes industrielles et aux normes. C'est ce dont témoigne la copropriété de Pontcarral. Elle témoigne en même temps de la dérégulation que cette approche favorise de fait, lorsque des intérêts privés utilisent des règles qui sont somme toute congruentes avec les leurs ; des intérêts privés qui, eux aussi, n'ont pas d'autres objectifs que gestionnaires et quantitatifs, et dont les principaux critères sont techniques et financiers.

11 *Qui se met concrètement en place à partir des années 50 sur les principes de la Charte d'Athènes rédigée par Le Corbusier. Voir l'Approche théorique (tome 2)*

12 *Décrit par David Mangin, l'Urbanisme de Secteur commence avec les années 80 en s'appuyant sur l'Urbanisme Moderne et sur le développement des réseaux (maillage par la grande distribution, les autoroutes...). Voir l'Approche théorique (tome 2)*

13 *à partir de 1953 le Plan Courant soutient financièrement la construction de masse avec un objectif 240 000 logements par an*

L'Urbanisme Moderne a créé à l'intérieur et autour de la ville des enclaves dédiées aux différentes fonctions. Dans celles dédiées comme Pontcarral au logement, des immeubles collectifs et des grands ensembles ont été érigés jusqu'en 1973. La circulaire Guichard dite Ni tours ni barres a dénoncé leur architecture mais pas l'urbanisme qui organisait le principe d'enclavement à différentes échelles.

C'est ainsi que nous avons rencontré des cas de figures répondant à la même logique urbanistique dans les réalisations les plus récentes de la région : à La Duranne, ou par exemple dans les lotissements qui entourent chacune des communes visitées.

L'État différencie le Ministère du Logement de celui de la Ville. Le SRADDT¹⁴ lui, vise « une région qui accueille et fait société » et souligne l'enjeu d'un développement urbain conçu dans une perspective de cohésion sociale. Au niveau opérationnel, les SCOT et les PLU, au-delà du "porter à connaissances" intégrant les contraintes nationales, au-delà d'un PADD non opposable, décrivent d'une part des orientations et des intentions, d'autre part les règlements qui en découlent. Les règles d'urbanisme, qui connaissent aujourd'hui une simplification et une forme de libéralisation, portent sur des spécifications quantitatives et techniques (la viabilisation, la distance entre les constructions, etc.), ou sur des notions sujettes à appréciation comme l'intégration au site. En cela, elles représentent un "minimum nécessaire" pour construire des bâtiments, des zones (résidentielles, commerciales...), des lotissements, mais non ce qui serait suffisant pour produire de la ville, un lieu de sociabilité. Pour autant, au moment de la délivrance des permis de construire ou d'aménager, ce n'est pas sur le respect des orientations et des intentions que repose la délivrance des autorisations, mais sur la conformité aux normes et aux règles, laquelle se laisse plus aisément évaluer.

La préséance donnée aux spécifications quantitatives et techniques, produit des projets qui certes soutiennent des intérêts financiers, mais ne favorisent pas la ville ni des conditions de vie citoyennes : en matière de cohésion sociale, les résidences de La Duranne et les lotissements de pavillons individuels de Rocbaron ou d'ailleurs ne semblent pas représenter un progrès par rapport aux barres collectives de Pontcarral.

L'Urbanisme de Secteur dans la région : des archipels urbains et sociaux qui ne favorisent pas les rencontres

L'équation évoquée plus haut entre besoins quantitatifs et projet, qui s'opère grâce à la mise en jeu des catégories, des normes et des performances techniques, est un des traits de l'Urbanisme Moderne. Nous n'avons pas quitté cette période qui se prolonge et s'amplifie aujourd'hui avec l'Urbanisme de Secteur : le projet urbain au sens large, dans la région comme ailleurs, reste un projet dominé par les catégories et les normes. Celles-ci se traduisent concrètement sur le territoire, elles déterminent en grande partie les allocations spatiales, les plans masse et les formes architecturales : les logements HLM comptabilisés ensemble sont rassemblés sur des territoires, les résidences aisées ou luxueuses sur d'autres. Riches, pauvres et classes moyennes se retrouvent regroupés entre eux et séparés les uns des autres. Comme en témoignent des situations rencontrées de façon paradigmatique à La Duranne ou à Pontcarral.

Notons qu'en 2015, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est la quatrième région de France en nombre de logements HLM et la première en proportion de logements HLM collectifs ; elle se classe par ailleurs seconde après l'Île-de-France en nombre d'ensembles résidentiels sécurisés.

Cette nouvelle façon d'organiser la réalité, antithétique de l'organisation de la ville connue jusqu'alors, a été critiquée par nombre d'auteurs et d'hommes

¹⁴ Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire.

politiques en tant, précisément, qu'elle instaurait des conditions de vie peu favorables à la cohésion sociale. Les procédures de Villes Nouvelles (dont l'Aménagement des Rives de l'Étang de Berre est emblématique dans notre région) visaient à restaurer les caractéristiques de la ville, perdues avec les premiers grands ensembles : peu probantes en la matière, elles ont à leur tour été abandonnées. Ainsi que le montrent les évaluations conduites, les efforts des procédures de la Politique de la Ville et de l'ANRU (Pontcarral est classé quartier prioritaire pour la Politique de la Ville depuis 2000) pour réparer et faire évoluer autrement les quartiers dits "sensibles" ne parviennent pas pour l'instant à renverser une tendance lourde. Ces procédures successives ont peu remis en question les logiques administratives et les outils conceptuels de l'Urbanisme Moderne ; ces logiques et ces outils avaient engendré l'état de fait qu'elles avaient pour mission de contrecarrer.

L'urbanisme de masse a favorisé l'essor de puissants groupes immobiliers et de construction. Soucieux d'économies d'échelle, ceux-ci ont une incidence directe sur le développement urbain. En effet, leur stratégie financière se traduit dans la réalité par une urbanisation selon des échelles concrètement de plus en plus distendues, multipliant les parcelles pré-modernes par des facteurs de 100 à 1000. Outre Pontcarral et La Duranne, ces grandes parcelles sont celles que l'on trouve dans la périphérie (Carpentras, Beausoleil...) et parfois au centre (Port-de-Bouc) des sites étudiés.

Les zones monofonctionnelles de l'Urbanisme Moderne sont aujourd'hui multipliées et reliées entre elles par les mailles autoroutières, qui accompagnent l'Urbanisme de Secteur (dont La Duranne est, encore une fois, emblématique mais dont le système règle l'ensemble du territoire) et instaurent le règne de la mobilité et du tout-voiture. Ce mode d'aménagement du territoire atteint les écologies paysagères, urbaines et individuelles. Il entaille les paysages et les homogénéise. Il modifie l'ADN des villes, confirme la fin de la ville constituée et de son espace public. À Carpentras, Gap, Forcalquier... le centre-ville est rebaptisé centre "ancien" ou "historique", signe de la disqualification de son sens et de sa place dans la vie contemporaine. Ce mode d'aménagement du territoire dépense les énergies, en particulier celle des individus, avec leur temps et leur argent.

Pour aller travailler, Yannick fait deux fois par jour le trajet Pontcarral-Hyères (50 km A/R), pour faire ses courses. Pamela, de Rocbaron, va au "Grand Var" de La Garde (70 km A/R)... Vivre ensemble demande des conditions non pas virtuelles mais concrètes d'effectivité : c'est-à-dire des temps réels et des espaces matériels qui le permettent. Dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, comme dans beaucoup d'autres, ces conditions concrètes se réduisent : le temps qu'ils passent dans leur voiture sur des voies rapides est matériellement soustrait à la possibilité de vivre ensemble comme à celle de développer leur relation au territoire. Au bout des voies rapides, l'espace des zones où ils sont regroupés par catégories et/ou par statut, donc "entre soi", les en soustrait tout autant : habitants dans les zones de logements ; salariés dans les zones d'activité ; consommateurs, clients dans les zones commerciales ; touristes, vacanciers dans les zones patrimoniales et de loisir...

Cette organisation a également des effets boomerang sur les sociabilités dans les centres anciens comme Carpentras ou Rocbaron, sur les quartiers paupérisés comme la Belle-de-Mai, et sur les bourgs isolés comme Puget-Théniers. À l'inverse, Forcalquier, Port-de-Bouc, Gap et Beausoleil, chacun pour des raisons différentes, mais en particulier parce qu'ils sont davantage enracinés dans leurs territoires, pâtissent moins des effets pourtant systémiques de l'Urbanisme de Secteur.

Retrouver des conditions permettant aux individus et aux groupes de s'organiser en société suppose de recontextualiser les isolats urbains et sociaux, de les rendre perméables, "passants", en veillant à la continuité de l'espace public et à la restauration de ses qualités anthropologiques et sociales. Cela

demande également de penser les relations entre ces isolats autrement qu'en termes de circulation.

Dans les villes de Provence-Alpes-Côte d'Azur, la présence des commerces et les sociabilités qu'ils soutiennent diminuent

Les récits énoncés par les personnes, comme les récits de lieux, donnent à voir la fragilité des commerces dans les villes. Lorsque les commerces disparaissent, les villes perdent avec eux une partie de leur animation, de la part de la sùreté urbaine non agressive exercée par tout un chacun mais en particulier par les commerçants, et donc de leur capacité à accueillir une vie sociale de fait, dans sa diversité. La majorité des habitants rencontrés à Forcalquier, Gap, Carpentras... s'inquiète de la menace que cette désertification en marche fait peser sur l'attraction et la qualité de leur ville, sa convivialité et le maintien de sa culture propre, de sa singularité. En effet le commerce est une fonction fondatrice de la ville, dans les deux acceptions du mot : faire commerce de produits et avoir commerce avec des personnes. L'effort consenti par la plupart des communes pour le maintien de leurs commerces de rez-de-chaussée dénote l'attention qu'ils portent à ce fait.

Sans toujours établir eux-mêmes un lien de cause à effet, les narrateurs ne font pas mystère des causes de cette relative déshérence : ils vont faire leurs courses en dehors de la ville dans les lieux de la grande distribution où ils trouvent "tout", souvent moins cher, et qui disposent de parkings faciles et gratuits. Certains d'entre eux, en remplaçant ces courses en voiture par celles qu'ils peuvent faire encore plus aisément sur internet, ne sont sans doute que les précurseurs d'un mouvement de fond. La plupart d'ailleurs, comme Gerhard, touriste à Rocbaron, ou Céline, de Carpentras, se plaignent de cette disparition au moment même où ils exposent qu'ils ne font pas leurs propres courses dans la ville, mais dans les hypermarchés et les centres commerciaux des alentours, ou par internet.

Comme le démontre Alberto Magnaghi (Le projet local p. 103), nos narrateurs sont dans le vrai : ces formes de commerce déterritorialisé effacent la singularité des lieux et déconstruisent le territoire et la ville du point de vue urbanistique, paysager, économique, environnemental et social.

C'est à tort que ces lieux ont parfois été décrits comme les nouveaux espaces publics, donc des lieux de vie avec les autres. Ils sont par défaut des lieux où se concentre la population. Mettre des produits dans un caddy côte à côte en suivant un circuit de guidage entre des gondoles, avant de faire la queue à la caisse, ne peut pas être assimilé au fait de vivre ensemble.

En premier lieu, parce qu'il s'agit d'un espace privé dédié, dans lequel les personnes ne sont là qu'au titre de consommateurs, non de citoyens ; d'ailleurs, les personnes y sont sélectionnées selon ce critère et, contrairement aux apparences, l'accès n'en est pas libre et public. Des individus qui se regrouperaient ou feraient de la musique, s'arrêteraient de circuler, amèneraient avec eux un animal ou un pliant sur lequel ils resteraient à lire leur journal ou discuter... seraient mis dehors.

D'autre part, ces espaces répondent à la définition des non-lieux de l'anthropologue Marc Augé en ce sens qu'ils sont a minima « a-relationnel » : les attitudes y sont prévues et commandées par les règles du merchandising, la parole y est réduite au strict nécessaire parce qu'elle serait contre-productive, et parce qu'il y manque, contrairement aux commerces de ville, la présence d'un tiers, le commerçant, qui permette à la parole de circuler dans un espace régulé. Ici, le responsable du magasin est un directeur, il est ailleurs, dans son bureau, et les personnes présentes, occupées aux caisses ou au chargement des rayons sont, comme lui, des salariés non des commerçants. Des salariés remplacés à l'occasion par des automates. Leur statut ne leur confère aucun rôle dans la structuration de l'espace relationnel de la petite foule des

clients. Statutairement, il ne reste de ce rôle relationnel que ses parties de surveillance et de répression des fraudes, confiées à des vigiles qui n'ont pas davantage la capacité de faire circuler la parole et les échanges. Même si, personnellement, certains salariés prennent l'initiative de brefs échanges de paroles avec les clients, d'une façon qui reste inter-individuelle.

Comme le remarque lui-même Marc Augé, les non-lieux sont toujours susceptibles de subir des déformations et des exceptions qui leur permettent de gagner un tant soit peu en qualités relationnelles. Ainsi, du supermarché d'une petite ville comme Port-de-Bouc, où le sentiment d'appartenance à une communauté a été cimenté par une histoire forte, où tout le monde se connaît et connaît le personnel du supermarché Carrefour, en grande partie composé de Port-de-boucains, quelques fois de génération en génération.

Reste que l'aspiration des fonctions commerçantes de la ville par la grande distribution déconstruit la ville elle-même. Elle appauvrit son espace public dans ses vertus essentielles d'attrait, d'animation et de sûreté. Cet appauvrissement réduit considérablement son rôle de support de la cohésion sociale. Le mouvement actuel de captation grandissante des fonctions commerçantes de la ville par l'e-commerce risque, s'il n'est pas anticipé de façon décisive, d'achever cette déconstruction.

Conclusion – Dans un projet de cohésion sociale, la civilisation urbaine caractéristique de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est un atout qu'il conviendrait de soutenir de façon dynamique : en réparant les dommages de l'Urbanisme Moderne et de l'Urbanisme de Secteur, et en misant sur la richesse des pôles urbains secondaires.

Dans certains des lieux visités de la région, les mutations récentes qui transforment ce patrimoine ont pu s'allier avec cette puissance structurante sans la détruire, exploiter et réinventer ce patrimoine commun. Dans d'autres, elles ont fait table rase des acquis civilisationnels matérialisés dans les formes paysagères et urbaines, ne favorisant pas le redéploiement d'une organisation sociale, aplatissant les possibilités d'une identification individuelle et collective à un imaginaire urbain.

Comme nous le disions en introduction, les formes urbaines et territoriales n'engendrent pas d'organisation sociale : elles n'en sont que le reflet, mais une fois posées, et posées "en dur", elles en deviennent durablement les nouvelles conditions : elles favorisent ou défavorisent, permettent ou interdisent des sociabilités, la possibilité de vivre ensemble.

L'Urbanisme Moderne et l'Urbanisme de Secteur n'ont que faire des ressources du territoire et des apports des habitants par leurs usages et leurs initiatives. Ils sont des produits directs de la mondialisation et leur tendance naturelle, structurée par des échelles démesurées, des mobilités et une économie déterritorialisée ne favorise ni l'inscription individuelle ni la cohésion sociale.

Pour conclure...

Les métamorphoses de l'individu contemporain et de ses cadres de vie remettent parfois en question les modes traditionnels de sociabilité et créent de nouveaux antagonismes. La question des identités individuelles, sociales et territoriales fait débat... la morphologie des rapports sociaux n'est plus donnée mais se doit d'être construite.

L'étude montre que les changements apportés en Provence-Alpes-Côte d'Azur par les mutations sociétales sont considérables, mais qu'ils ne se manifestent pas de façon uniforme sur l'ensemble de la région. Leur importance et la nature de leurs effets varient selon les lieux d'impact, en fonction des différentes réponses amenées par les organisations locales à des phénomènes qui les englobent et les dépassent.

L'étude montre également que les ressources locales, en réponse à ces phénomènes, sont tout aussi considérables. Ces ressources seraient sans doute à capitaliser, non pour les exporter d'un lieu à un autre, mais pour s'en inspirer. La préservation des liens existants et la construction de nouvelles sociabilités n'appellent pas de grandes révolutions ni de politiques surplombantes. Elle demande une prise en compte des différentes échelles d'intervention, en partant de la plus petite vers la plus grande, plutôt que l'inverse. Si l'on veut éviter les antagonismes identitaires, elles demandent également une gouvernance qui développe son attention envers les singularités et les compétences, autant celles des territoires que celles des individus qui les habitent.

1.3 Portraits de Territoires

On trouvera ci-après un propos organisé, non par mutation ou par site, mais autour cette fois-ci de différentes façons de "vivre ensemble" rencontrées dans les sites visités. Le fonds de ce propos est constitué par les dix récits de lieux (tome 2- 1), la centaine de récits de vie et entretiens recueillis durant l'étude (en annexe séparée) et par l'analyse, éclairée par les chiffres, de ces récits (tome 2- 2). Les concepts et outils de lecture utilisés sont ceux qui sont présentés dans la partie "Outils et annexes" (Tome 1- 2.1).

Dans les limites de cette étude les sites ont été choisis, comme nous l'avons déjà signalé, pour le caractère emblématique de leur situation et de leur organisation : en eux-mêmes ils présentent par définition une accentuation des traits dont ils sont emblématiques¹.

De l'approche et de la lecture de ces sites ont émergé différentes figures qui nous ont parues caractéristiques des différentes façons de "vivre ensemble" aujourd'hui dans la région : une plus ou moins grande densité et complexité de liens, pris dans des agencement différents, sur des territoires eux-mêmes différemment organisés.

Ce sont ces figures que, sans prétendre à l'exhaustivité, nous avons saisies comme "idéaux-types" des effets des mutations sur les sociabilités.

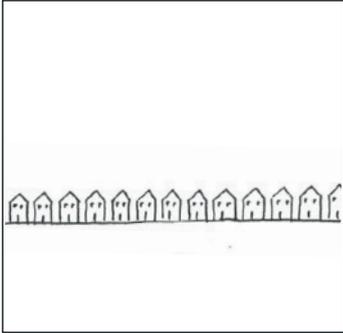
Les cinq idéaux-types que nous présentons sont "incarnés" dans le ou les territoires où nous les avons rencontrés. Les présenter ainsi dans le rapport de synthèse était également une façon de rendre sensible le caractère particulier de notre approche (développée dans le tome 2). Cela ne veut pas dire qu'ils ne se rencontrent pas, sous une forme ou une autre, dans les autres sites et ailleurs.

En effet, en tant qu'idéaux-types, bien que les paroles et les éléments recueillis soient factuels, ils sont présentés de façon caractérisée afin de les rendre lisibles et, au-delà, d'en faire des outils de lecture.

Ainsi, tel site apparaîtra comme particulièrement peu favorable aux sociabilités et aux solidarités, il ne peut certainement pas être réduit à cela, mais il nous est utile pour montrer un trait de ce territoire dont on peut faire l'hypothèse qu'il n'est pas seul à le porter et qu'il trouvera, à des degrés très divers, son reflet ailleurs.

Tel autre apparaîtra comme particulièrement favorable alors que tout n'y est certainement pas rose, mais les indications qu'il nous apporte, là aussi, nous paraissent devoir être isolées pour être spécifiées et servir à leur tour d'outils intéressants pour la lecture d'autres sites.

1 Notons également que les limites de l'étude ne permettaient pas de rencontrer tous les sites qui auraient pu présenter un caractère emblématique, par exemple en milieu agricole ou dans des lieux de concentration de résidences sécurisées dédiées aux revenus les plus élevés.



Vivre entre soi dans un lotissement et sa zone commerciale

Vous savez où on rencontre des gens maintenant ? Au Super U, c'est ça le problème ! Le nouveau lieu de rencontre de Rocbaron, c'est ça ! Heureusement que j'ai quand même d'autres endroits. Maintenant les gens tapent sur le net, ils achètent comme ça. On ne sort plus de chez soi. Il n'y a plus de contact. (Lionel) On va au Super U. Il y a un docteur aussi en bas, on le connaît. L'opticien aussi, Et puis la fleuriste, la boulangerie, tout, on fait tous nos achats là bas maintenant. Tout est regroupé. (Bernhard) Je fais mes courses à la ZAC, au supermarché. On peut utiliser le petit car qui descend les gens en bas pour qu'ils fassent leur course. Le dimanche matin je vais au marché et au café de la ZAC, là, je rencontre des gens du village qui sont descendus comme moi. (Hervé)

Rocbaron fut un petit village. Il en reste quatre rues autour de la mairie. À partir de ce minuscule point, une vaste auréole de lotissements s'est propagée vers les limites communales. Au début des années 90, l'achèvement de l'autoroute A57 a en effet amené une importante population résidentielle, particulièrement de Toulon et Brignoles. Diamétralement opposé à la mairie, un large rond-point dessert la zone commerciale. N'ayant que peu d'occasion de se croiser dans le mini centre-ville et aucune de s'assembler dans les voiries de lotissement, les Rocbaronnais n'ont que la zone commerciale pour se rencontrer.

L'univers pavillonnaire ne favorise pas le commerce des uns avec les autres

Face à l'étendue isomorphe des lotissements pavillonnaires qui l'entourent, à l'infini semble-t-il - en tout cas sans aucune commune mesure avec lui - l'ancien Rocbaron n'a pas l'énergie suffisante pour produire l'étincelle susceptible d'animer, d'orienter et de donner un sens à tout cet ensemble. Tout se passe comme si le village d'origine n'existait pas, réduisant quasiment ce territoire à une zone de logements. Ce modèle est directement importé des Etats-Unis où - à part quelques villes phares - la culture de la ville est fort différente de celle de l'Europe et où il a engendré un désert urbain avec ses linéaires de pavillons sur pelouses.

Des logements ne peuvent subsister seuls. Sans port d'attache ni maillage local pour ancrer les diverses aspirations et nécessités de leur vie, les habitants devront se raccrocher à la grande maille, celle-là même qui a occasionné cette inflation de lotissements : à savoir le réseau illimité des autoroutes, voies rapides et ronds points qui permettra à ces habitants, moyennant un véhicule (Peggy : *la voiture est indispensable quand on vit ici*), de rejoindre n'importe quel point du réseau : n'importe où n'importe quand. Cette intégration dans la mobilité nationale et mondiale leur permettra de continuer à loger ici, d'aller travailler dans les villes voisines (55,48% des Rocbaronnais sont des actifs ce qui avoisine la moyenne régionale 53,43%. Garance : *personne ne bosse à Rocbaron, on travaille tous à l'extérieur*) et de consommer tous les produits offerts par les marques internationales dans les zones commerciales des alentours, à commencer par la leur. Cette relation en forme de "cercle vicieux" - ici entre habitation en lotissement et mode de vie sur autoroutes s'engendrant l'un l'autre - n'est pas la seule à l'œuvre à Rocbaron.

Les habitants des lotissements ne sont pas contraints de consommer des produits des grandes surfaces provenant du monde entier *parce que* l'agriculture locale ne

leur fournit pas de quoi s'alimenter, mais l'inverse : ce sont les lotissements et les grandes surfaces qui ont fait reculer l'agriculture locale (dans le Var, entre 1970 et 2000 les exploitations agricoles ont diminué de 60% pendant que les surfaces urbanisées augmentaient de 1000%). Dans une situation comme celle de Rocbaron, qui n'est pas un cas unique, l'instauration d'une économie plus écologique (économie d'énergies, circuits courts production/consommation, ressources comprises comme un bien commun à préserver, de même que les paysages...) demanderait une perspective et un travail à long terme.

Un autre "cercle vicieux" touche le commerce de proximité. Alain : *j'habite un vrai petit village avec une place, un café, un boucher... Ici, à Rocbaron, il n'y a plus ça. C'est un village qui s'est vidé.* Garance : *c'est le désert.* Les habitants ne sont pas contraints de se rendre à la zone commerciale parce qu'il n'y a plus de commerce dans Rocbaron, mais l'inverse : c'est parce qu'il y a une zone commerciale que les commerces de Rocbaron ont disparu un à un (comme ils sont en train de disparaître, pour la même raison, de la grande majorité des centre-villes) pour se réduire aujourd'hui à l'unique épicerie... qui vient d'être rachetée par le Super U de la zone commerciale. Le développement du commerce sur le web ne fait que poursuivre ce mouvement de démantèlement de la vie urbaine.

Cette structuration de l'espace et des modes de vie par les logiques déterritorialisées de la promotion immobilière et des grands groupes commerciaux est incompatible avec le maintien de l'urbanité et des organisations sociales. La négociation entre la place des intérêts publics qui sous-tendent l'entraide et les sociabilités, et celle des intérêts privés qui s'appuient sur la concurrence, aboutit à une inversion des rôles : c'est le public qui est conçu comme devant se mettre au service du



1. Non seulement les commerces, mais l'ensemble des services au public, est capté par la zone commerciale "en bas", où il y a tout



2. Et les parkings, dont la fréquentation est certes gratuite, ne sont pas des lieux où on s'attarde (photo 4, les bâtiments)

privé. Bernhard : *L'école maternelle a été agrandie au détriment du parking, c'est un vrai problème.* Henri : *On peut utiliser une navette, qui appartient à la municipalité, et qui descend les gens en bas, pour qu'ils fassent leur course.*

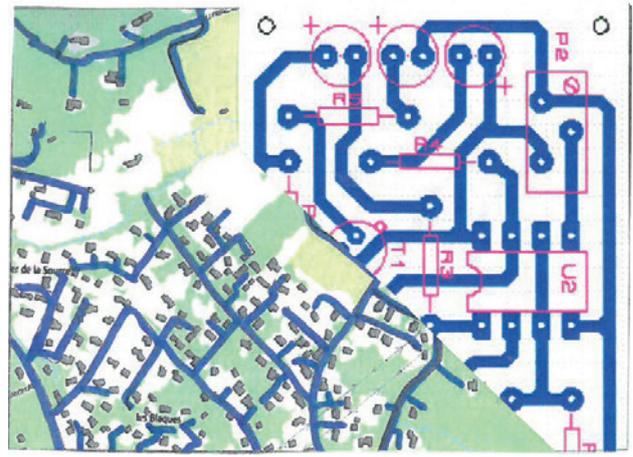
Non seulement les commerces, mais l'ensemble des services au public, est capté par la zone commerciale "en bas", où il y a tout (Fig.1). Bernhard : *Il y a un docteur en bas, on le connaît. L'opticien aussi, on y est allé ce matin même, pour faire régler une paire de lunettes. Et puis la fleuriste, la boulangerie, tout, on fait tous nos achats là bas maintenant. Tout est regroupé.* Arno : *Tout est là : un tatoueur à l'étage au-dessus d'un opticien, une grande pharmacie, un fleuriste, une brasserie, une boulangerie, des restaurants, une poissonnerie, un supermarché discount, un garage, un magasin d'accessoires de piscine, des agences immobilières...* Garance : *On a tout : les coiffeurs, les bars, les restaurants, les magasins...* Même le marché, qui partout ailleurs constitue l'une des meilleures mises en scène du théâtre urbain, a été capté par la zone. Peggy : *Le marché du dimanche, maintenant c'est sur le parking de la zone commerciale. Les gens s'y rencontrent encore, on peut s'asseoir, boire un café, s'interpeller, discuter. Ce tout, c'est tout ce qui fait la saveur et donc la plus-value de la ville, cette attraction qui fait qu'on peut consentir à vivre avec les autres dans leur diversité parce que le commerce des autres fait partie des commerces de la ville et de son chatolement ordinaire : tout cela est regroupé et retiré à la ville, laissant celle-ci entièrement plumée de ses plus-values. Notons ici que ce schéma est aussi celui que l'on retrouve dans les "centres anciens paupérisés", comme par exemple celui de Carpentras.*

Cette soustraction prive les habitants de la formation continue à la rencontre, la diversité et à la citoyenneté que dispense la ville sans avoir à délivrer aucun message explicite, par le seul fait de son existence. On peut aisément imaginer la place de la téléphonie mobile, des

écrans et des réseaux sociaux numériques dans une commune dépourvue de la capacité à relier entre eux l'ensemble de ses habitants. On peut également aisément imaginer la facilité avec laquelle l'habitude des achats sur le web pénétrera ce monde dans lequel la localité compte pour si peu.



3. Des voiries desservant des parcelles au milieu desquelles sont déposées les maisons individuelles



4. Le plan-même des lotissements, en forme de circuit imprimé, dessine matériellement la déconnexion délibérée des uns avec les autres

La zone commerciale n'est pas un espace public

Même si les personnes parviennent encore à se rencontrer à la zone commerciale, parce que ce sont des personnes, parce qu'elles se connaissent, parce qu'elles n'ont pas d'autre lieu, parce que toutes les habitudes finissent par se prendre, ce n'est pas au titre de citoyens ou de citoyens qu'elles se rencontrent mais au titre de consommateurs : on ne peut pas entrer dans une brasserie sans consommer ; dans les grandes surfaces l'un des objectifs délibérés du merchandising est d'empêcher la rencontre des clients entre eux et avec le personnel ; les enfants ne peuvent venir seuls ni explorer ici le monde à leur guise ; les groupes d'adolescents s'y retrouvent dans le décor générationnel des "marques" dont ils sont une des premières cibles...

Les parkings (Fig. 2), dont la fréquentation est certes gratuite, ne sont pas des lieux où on s'attarde, comme sur la place de Forcalquier, pour avoir le bonheur d'être là et regarder passer le monde, encore moins la nuit ; ni des lieux comme le cours de Port-de-Bouc où on se rassemblerait pour manifester (même pas contre la vie chère). Ce ne sont pas des espaces publics, ce sont des lieux dont le fonctionnement et le rythme de vie collent aux horaires et aux objectifs des groupes commerciaux : or "faire société" demande que les personnes disposent pour s'assembler d'un espace et d'un temps publics.

Les Rocbaronnais ne sont que très peu des Rocbaronnais, ce sont d'abord des *habitants* et des *clients*. Pour quelques uns, des *parents d'élèves* (152 enfants en maternelle, 326 en primaire). Ces assemblages par catégories "d'entre soi" font entrer les individus non dans les espaces de la démocratie mais dans les cases administratives et statistiques des organismes qui les gèrent, ici promoteurs et syndicats de copropriété, entreprises commerciales, établissements scolaires, cases où ils deviennent eux-mêmes des produits ou des dossiers. Ces assemblages particuliers et désindividuant sont loin de permettre de vivre ensemble.

Une urbanisation qui bouleverse les communes de l'arrière-pays et qui organise l'individualisation

De sa création en 1793 à 1940, le village oscille entre 100 et 300 âmes ; il n'en compte plus que 92 en 1962. Avec le développement des résidences secondaires, il accueille 778 habitants en 1982 ; avec l'achèvement de l'A7 au début des années 90, la courbe de sa population se redresse brusquement pour atteindre aujourd'hui près de 4 500 habitants. Luc : *c'est l'arrivée de l'autoroute qui a changé Rocbaron. Toulon est un grand port, le troisième de France, alors l'autoroute a amené tous les marins ici. Auparavant, le col de Cuers et de Puget-Ville nous protégeait de l'Est, on ne passait jamais par là, c'était un col peu pratique, une route trop petite, trop sinueuse. On n'avait pas l'habitude d'y passer. Rocbaron était tourné vers Brignoles, au Nord. Et puis, quand le col a été ouvert, les gens ont commencé à arriver.*

Même si l'administration des POS (Plan d'Occupation des Sols) et les mutations industrielles de l'agriculture les avaient directement affectés, les "arrière-pays" de la région avaient été, jusque dans les années 90, globalement peu touchés par la réorganisation en zones fonctionnelles promue par l'Urbanisme Moderne. Cette réorganisation concernait davantage les villes à caractère métropolitain et le département très urbanisé des Bouches-du-Rhône. Ce n'est qu'avec l'Urbanisme de Secteur amené par la pénétration du réseau des voies rapides, que l'ensemble des territoires régionaux a été concerné par la mutation des formes urbaines.

On voit à Rocbaron que ce n'est pas seulement la quantité d'habitants et de m² construits qui a changé, c'est tout le territoire dans son orientation et sa configuration qui s'est intégralement métamorphosé.

Le greffon des lotissements est 22 fois plus grand que le corps urbain sur lequel il a été greffé. Il est structuré par des voiries, ni maillées ni traversantes mais en arbre, desservant des parcelles au milieu desquelles sont dé-



5. Luc : le grand chêne Quand on l'a coupé, j'ai demandé à en récupérer une branche. Et sur cette branche, qui est grosse comme un tronc, j'ai installé mon enclume.



6. La zone commerciale collée au mouvement centrifuge du grand rond-point

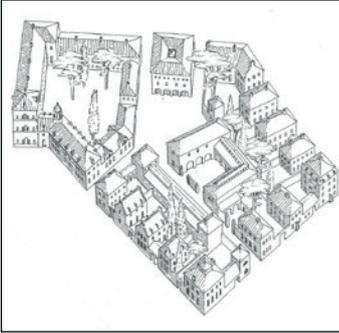
posées les maisons individuelles (Fig. 3), de sorte que chaque lotissement forme un isolat à l'écart de l'espace public. Il y a peu à ajouter à ce qui a déjà été dit des effets de cet urbanisme de secteur (Cf. La Duranne, ou les lotissements entourant Forcalquier), en termes de conditions particulièrement peu favorables à la constitution des individus en société.

Le plan du lotissement donne à lire une déconnexion et une individualisation organisée : ses formes en arbre suivent le même schéma que celui qui permet aux circuits imprimés d'éviter toute connexion entre chacune de leurs extrémités (Fig. 4).

Comme dans le cas de la Duranne, la rapidité du changement intervenu porte à son comble le mécanisme d'un projet qui ne tient aucun compte des effets produits à mesure de sa réalisation, ce qui le rend impossible à "digérer" par le territoire. Les échanges entre projet et territoire, les opportunités induites, les réponses à la nouveauté n'ont pas le temps de se faire jour de façon productive. Au contraire l'indifférence du projet pour le territoire amène de la destruction. Ce qu'illustre une anecdote qui s'est colorée pour les habitants d'une valeur symbolique. L'un des éléments de l'imaginaire urbain de Rocbaron, son chêne, centenaire pour les uns, millénaire pour les autres, s'est desséché lors de l'édification du lotissement. Le cas n'est pas unique : nombre de communes de la région (par exemple Grasse) ont vu leurs cours d'eau, en particuliers souterrains, désorganisés par la récente urbanisation de leurs périphérie. L'abattage du chêne, devenu nécessaire pour des raisons de sécurité, a porté un coup aux habitants natifs de Rocbaron. Luc : *ce qui symbolise Rocbaron pour moi, c'est quelque chose qui n'existe plus : le grand chêne qui était sur la place de la mairie, et qui avait 500 ou 600 ans. Sous cet arbre, j'y jouais enfant. Quand on l'a coupé, j'ai demandé à en récupérer une branche. Et sur cette branche, qui est*

grosse comme un tronc, j'ai installé mon enclume. (Fig. 5). Henri : *Il y avait des sources qui descendaient sur le village. On avait un chêne de plus de deux mille ans, il était magnifique. Puis un jour, il a commencé à sécher et ils ont eu peur qu'il tombe sur l'école, alors ils l'ont abattu. C'est à cause des villas tout autour : les constructions ont poussé la terre, les sources ont été bouchées et l'arbre n'a plus eu d'eau.*

La zone commerciale elle-même n'est pas structurée différemment d'un lotissement, ne connaît pas d'organisation spatiale orientée ni hiérarchisée. Le serait-elle, organiserait-elle son décor en forme de *Dysneyland* ou de *Village de Marques*, que cela ne changerait rien à son caractère privé à but lucratif, détaché de l'espace public, collé au mouvement centrifuge du grand rond-point (Fig. 6), impropre à accueillir ce qu'on appelle le lien social, ce qui permet de "vivre ensemble". En l'état, à l'instar des lotissements qui la côtoient, elle est l'exacte antithèse de la *ville passante* et retourner cette situation demanderait d'importants changements économiques, politiques, fonciers et morphologiques.



Vivre ensemble librement, sans rendez-vous

Si vous voulez rencontrer quelqu'un, vous vous posez trente minutes sur la place du Bourguet et, obligé, vous le voyez. Pas besoin d'un rendez-vous, on attrape tout le monde là-bas ! C'est un grand bonheur. (Édouard de Folcalquier) On ne s'envoie pas de textos, ce n'est pas la peine : on passe et on voit qui est là. (Joël de Port-de-Bouc)

Forcalquier est une petite ville historique. On pourrait ici entendre "historique" au sens de *pré-moderne* dans la mesure où la temporalité qui y régit la vie sociale adhère - comme l'espace organique des rues et des places s'est façonné longuement sur la morphologie du lieu - à ce qui se passe : événements, personnes, saisons... Une temporalité qui se tient à distance du temps *moderne*, instrumentalisé et divisé, qui nous est livré avec l'urbanisme moderne comme le recto et le verso d'une même médaille. Forcalquier comme Port de Bouc semble offrir une niche contemporaine à un temps de la proximité.

Un temps local et "libre" qui préserve sa place dans le temps mondial

Le temps est une énigme qui occupe beaucoup les philosophes. Le temps qui passe, différemment pour chacun, est d'abord affaire de perception et de consciences personnelles, il nous interroge sur ce que nous faisons de notre vie. Les différentes formes du temps qui nous dépassent, tel celui de la nature ou des civilisations, portent et entourent ce temps individuel, lui proposent des cadres, des appuis à la fois contraignants et rassurants. Le temps public structure, scande, un peu comme la chorégraphie d'un ballet, les temps individuels.

Comme l'a montré Georges Simmel, les choses ont commencé à changer avec début du XX^e siècle¹ : dans les villes devenues des centres d'affaire, le temps s'est *modernisé*. Il s'est homogénéisé dans une dimension supra-subjective pour devenir un temps objectif, exact - pour que les hommes d'affaire soient ponctuels à leurs rendez-vous - et quantifiable - parce que le temps c'est de l'argent. La ville *by night*, le temps des gares, les trois huit de l'industrie, les horaires de bureau, les 35 heures, le timbre de la poste... ont reconfiguré nos villes et nos vies. Le leitmotiv *Notre temps ne nous appartient plus*, exprime qu'il n'appartient plus ou plus seulement à notre perception, qu'il tend à dérober son questionnement philosophique à notre conscience.

De fait, le temps moderne n'a que faire de nos rythmes individuels, ne propose guère de contenants collectifs (le temps public se désagrège dans le même mouvement que l'espace public), distribue nos vies en zones et en fonctions qui ne font rire que les humoristes : travail, famille, loisirs, "métro-boulot-dodo"...

Avant même le début du XXI^e siècle qui nous occupe ici, cette *modernisation* du temps s'est progressivement muée en *mondialisation*. La bourse ouvre l'œil à New-

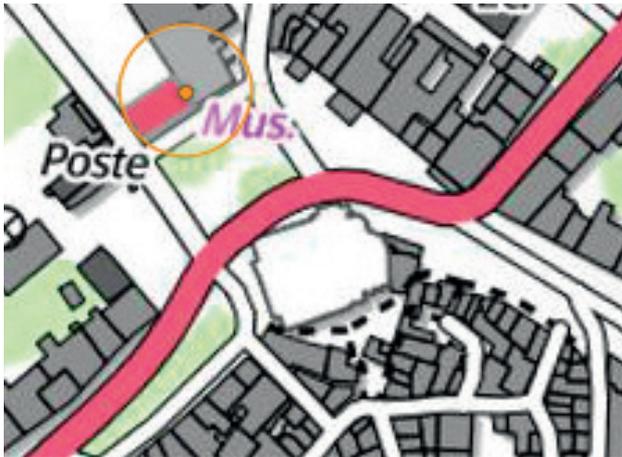
¹ Dès 1876, un temps universel, celui des fuseaux horaires, était venu se substituer au temps local qui présentait une grande diversité en fonction, non seulement des localités mais des activités (par exemple chaque compagnie de chemins de fer avait son horloge propre).

York, avant de l'avoir fermé à Tokyo, l'immédiateté de l'information numérique se joue des fuseaux horaires, l'évolution technologique arrive de partout pour nous prendre de court. Nous passons notre vie en retard et, pour ne pas être totalement dépassés, nous essayons de fixer notre temps au moins sur nos agendas, qui deviennent nos maîtres.

Les entreprises éprouvent le besoin de former leurs cadres et employés à la "gestion du temps", et pour que tous les horaires ne s'embrouillent pas dans des contradictions insolubles, des villes éprouvent le besoin de créer un "bureau des temps".

Forcalquier est prise comme tous les lieux du territoire dans l'allongement mondial des chaînes d'interdépendance (c'est-à-dire qu'une décision ou un événement survenant à New-York ou à Bruxelles a des conséquences tangibles à Forcalquier), mais elle y met une forme de "résilience". Son échelle comme son relatif éloignement des villes métropolisées de la région, ce qu'elle a su préserver de sa singularité, semblent amortir cette emprise et abriter un "microclimat" temporel. Un temps *libre*², libre de montre et d'agenda (proprement : *ce qui doit être fait*), ouvert à une vacuité fertile, à ce qui n'est pas programmé, à l'accueil de ce qui survient, est devenu une denrée rare. Pourtant, vivre une attente qui ne soit pas un manque mais un bonheur, laisser exister ces "temps morts" si utiles à la prise de recul et à l'anticipation, concourt à l'individuation.

² Pour les romains, *otium* est le terme qui désigne le temps libre, celui dont disposent les hommes libres et qu'ils peuvent consacrer à philosopher. Sa négation, le *neg-otium*, le *négoce* (le travail), est ce qui va à l'encontre de cette activité conçue comme essentielle. Notre conception du temps inverse cet ordre des priorités en donnant la première place au travail qui ne laissera au temps libre qu'une portion congrue et résiduelle. La terminologie moderne traduit le temps libre en "loisirs" : catégorie dans laquelle se range donc pour nous l'action de philosopher quand elle n'est pas le travail de ceux qui en font profession, les philosophes.



1. La Place du Bourguet et les espaces publics à Forcalquier



2. La place du Bourguet un jour de marché

Pour ce qu'il en dit, Édouard jouit de ce temps personnel à la fois ouvert et rythmé par le temps public qui orchestre la ville. Et il peut en user dans un espace ouvert et surtout dans un *espace public* (Fig.1), ce bien qui appartient à tous : un espace où on peut choisir sa place, pour voir et être vu à sa guise, choisir d'héler ou non quelqu'un...

En effet s'il peut s'assembler en société, au moins avec les Forcalquiérens, c'est parce qu'il est libre de s'assembler avec eux dans un espace qui n'est ni privé ni institutionnel. L'espace et le temps qui mettent les individus en présence autour d'une activité commune, dans un espace dédié - à l'école, au travail ou dans des groupes spécifiques - peuvent susciter et permettre l'émergence des désirs individuels, devenir un temps ensemble dans un lieu commun, mais ils le font alors de façon catégorielle. Seuls un temps et un espace ouverts, singulièrement un temps et un espace *publics* seront susceptibles d'accueillir une société permettant à des individus et à des groupes différents de vivre ensemble (Fig. 2).

Parmi les sites visités, c'est à Port-de-Bouc (Fig. 3) que nous avons rencontré des personnes dont la pratique des sociabilités dans la ville est analogue à celle d'Édouard. Cette fois-ci l'habitude de la rencontre sans rendez-vous, la disponibilité des uns aux autres se présente sous la forme d'une déambulation dans un espace public où, ici aussi, on se voit les uns les autres : des rencontres "à vue". Ou alors on va à la rencontre de lieux plus précis, comme des stations sur un itinéraire, où l'on sait que l'on va trouver les autres.

Les personnes plus âgées semblent avoir toujours fait ça : *Avec ma grand-mère, quand j'étais enfant, on faisait une balade dans la ville. On voyait du monde, elle les connaissait tous. Elle ne s'en est jamais lassée. Tous les jours le même trajet, les mêmes phrases au mêmes gens.* Nouri : *J'allais souvent au marché avec ma grand-mère. Ça fait 60 ans qu'elle est là, elle connaissait pas mal de monde et elle était connue de tous. Elle nous traînait chez ses copines, un peu de partout. Les plus jeunes continuent.* Joël : *Ici, beau-*

*coup de gens se déplacent uniquement à pied*³. *On a des lieux où on se rencontre, on ne s'envoie pas de textos, ce n'est pas la peine : on passe et on voit qui est là. Il y a deux jours, ça m'a pris, j'ai fait un tour de ville à pied, pour voir du monde, ça fait du bien. Mais je n'ai pas d'itinéraire fixe. Ça dépend de qui je veux voir. Ça change tout le temps.* André (12 ans) : *Des gens, j'en vois par exemple quand je pars faire des tours en skate.* Jade (10 ans) : *Quand je sors avec mes copines ou ma famille dans la rue, ils me montrent des gens qu'ils connaissent.*

Le caractère "pré-moderne" évoqué plus haut n'empêche nullement les habitants de recourir aux technologies contemporaines. L'usage de la téléphonie mobile est aussi prégnant ici qu'ailleurs. Édouard : *Si j'étais éloigné de chez moi, l'objet qui représenterait mon foyer, ce serait mon I-phone : il y a dedans toutes mes photos, celles de mes enfants, des paysages dans lesquels je me balade, des champignons que je cueille....* Pour Édouard et Sébastien de Forcalquier, la relation entre la technologie et leur territoire apparaît comme évidente. Sébastien : *Les gens sur leur téléphone portable ont des photos de leur famille, moi, c'est une photo de mon village, la vue depuis ma maison.* C'est cette relation qui peut sans doute, à Forcalquier comme à Port-de-Bouc, faire la différence avec des lieux comme La Duranne qui ne disposent pas, ou moins, du contre-poids de la présence matérielle d'un monde complexe et vivant, animé de présences diversifiées. Ces conditions sont particulièrement importantes pour les habitants enfants qui ne trouveront jamais d'opportunité plus éducative que dans leur relation avec des autres réels et avec un environnement réel.

³ Dans les faits, pour ceux qui se rendent au travail, seulement 6,4% vont à pied, contre 8,6% dans la région (le taux à Forcalquier monte à 22%).



3. L'espace urbain de Port-de-Bouc

Les catégories travail/loisir clivent le temps et l'appauvrissent

Le partage, voire le clivage ou l'opposition, du temps dans des catégories de "travail" et de "loisirs" participe à la *désindividuation* : en désappropriant les individus d'un temps libre ouvert à l'imprévu, cette mise en catégorie du temps qui se conjugue avec les catégories sociales et d'âge qu'elle induit, appauvrit nos vies, appauvrit nos possibilités de rencontrer des savoirs nouveaux... donc de nouvelles saveurs de la vie comme dirait Bernard Stiegler. Ce dernier parle de misère *symbolique* pour ces situations où l'on vit par groupes et où l'on se trouve séparé de la profusion des richesses ordinaires d'un monde mélangé.

Par ailleurs ce partage travail/loisirs est un modèle dominant qui exclut les autres formes de temporalité et de rapport au monde. Si bien que celui qui déroge à ce modèle et qui, quelle qu'en soit la raison (chômage, immobilisation...), sort de cette alternative, se trouve livré au désœuvrement. Un temps de désœuvrement dans un espace dénué de richesse symbolique n'est pas loin de nous mettre dans une situation de privation et d'exil. Ce qu'exprime, dans une urbanisation récente comme La Duranne ou dans un village un peu isolé comme Puget-Théniers, ce leitmotiv insistant : *ici il n'y a rien*.

Les Forcalquiérens et les Port-de-Boucains n'y ont pas pensé, ils auraient pu nous dire : *ici il y a quelque chose*. Que l'espace et le temps n'y soient pas stérilisés par la *modernité* qui découpe la réalité en lanières ne suffit pas à créer une situation idéale ni une économie florissante, mais c'est essentiel pour permettre des processus d'individuation, donc de transindividuation dans un espace et un temps *contemporains* ; suffisant pour que les personnes aient à voir et à faire ensemble, tous âges, origines, et classes sociales confondus.



4. La ville n'a pas perdu sa singularité pour complaire au marketing touristique

Le rythme partagé du territoire, le temps mêlé des cafés ne sont pas ceux du "méo-tro-boulot-dodo"

Forcalquier est une petite ville qui a un grand passé. Son grain rend perceptible la sédimentation historique qui l'a produite et sa densité continue d'émettre son attraction dans un rayon qui excède la commune, elle s'enrichit de ses relations avec ses écarts⁴ : terres agricoles, villages et hameaux. La ville n'a pas perdu sa singularité pour complaire au marketing touristique (fig. 4). On a vu qu'on pouvait la dire "à échelle humaine". Une échelle qui n'est ni celle du confinement ni celle de l'éparpillement, qui permet l'articulation de la ville haute et de la ville basse autour de l'artère centrale de la ville et de la place du Bourguet qui constitue un vrai lieu de centralité : mairie, église, poste, cafés, commerces, cinéma (Fig. 5) banques, maison du tourisme... Roland : *chaque matin je passe 30 minutes au café. C'est une habitude. C'est là que je vois les copains, les connaissances. Ça, c'est encore une vie de village, les commerçants, les mamans qui ont emmené les enfants à l'école, tout un tas de gens qui se retrouvent au café et qui discutent. Des rez-de-chaussée poreux qui dialoguent avec l'espace public, une ville passante et suffisamment maillée, solidement reliée à son territoire large....* Ces liens et cette urbanité offrent aux habitants de quoi développer leur sociabilité et nourrir leurs savoirs, en particulier aux enfants qui y trouvent l'indispensable corollaire de l'apprentissage scolaire, celui des choses de la vie. Selva, 8 ans, évoque les rencontres qu'elle fait dans la ville : *avec mon père ou ma mère, je vois les copains de mes parents, les marchands, elle célèbre les saisons ! (avec mes copines on a fait une fête du printemps chez moi)*.

On pourrait croire Forcalquier à l'écart des mutations urbaines contemporaines. Elle a en effet peu à voir avec le processus de métropolisation qui touche les grandes villes de la région, mais elle a tout à voir avec celui de l'étalement urbain, par les lotissements qui ne manquent

⁴ Les établissements relativement isolés les uns des autres qui occupent son interland.



5. Le cinéma installé dans une église désaffectée

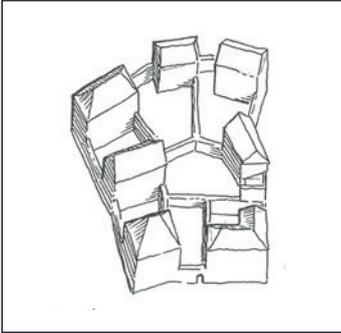


6. La ceinture de lotissements qui entoure la ville

pas de la cerner (Fig. 6). Cette ceinture étanche bloque le développement de la ville constituée, scinde la société des habitants et inquiète sur le devenir des habitudes qui soutiennent les sociabilités. Roland : *Les nouveaux arrivants, les retraités par exemple, arrivent de leur cité urbaine, on ne les rencontre pas parce qu'ils ont gardé leurs habitudes "métro-boulot-dodo", un peu repliés sur eux, leur jardin, leur villa, le supermarché.* Giovanni : *Ils font leurs courses dans les supermarchés, ils ont gardé leurs habitudes de citadin. Je connais des gens qui vivent dans un lotissement à 500 mètres du centre-ville, et qui ne viennent jamais dans les rues se balader, jamais dans les cafés. Ils veulent juste profiter de la vie au soleil.* Sébastien : *J'ai la nostalgie de "vivre simple", de la convivialité, qu'on est en train de perdre. La mort de Forcalquier, ce sera ça, n'avoir plus de commerces, devoir tout faire ailleurs.* Édouard : *Ma crainte, c'est que Forcalquier devienne comme tous ces gros bourgs qu'on voit partout en France : morts, vidés de leur substance, vidés de leurs commerces.*

Si les lotissements de Forcalquier ont pour la plupart la chance d'être contigus à la ville constituée, et donc de profiter de ses services publics, de son animation comme de son imaginaire urbain, ils n'en forment pas moins des isolats (autour eux aussi de leurs voiries en arbre) dont les habitants sont fortement aspirés par les réseaux et les zones commerciales. En tant que cible de prospects et clientèle des promoteurs, leur statut de citoyens de la ville se trouble. Ils se trouvent peut-être au soleil, dans une Provence moins onéreuse que le Luberon voisin, mais aussi déterritorialisés que dans le cadre d'un urbanisme de loisirs, dépossédés du caractère à la fois contraignant et nourricier, l'un ne va pas sans l'autre, du territoire très particulier où ils sont venus s'ancrer, tenus à l'écart des rythmes à la fois urbains et campagnards qui permettent ici de se sentir vivants parmi les autres. Par là, le processus d'urbanisation de Forcalquier, comme celui de nombreux villes et bourgs

de la région, dont Port-de-Bouc évoqué plus haut, joue un rôle non négligeable dans la possibilité pour les habitants de vivre un statut de citoyens formant société... et rend incertaine l'évolution de cette possibilité dans l'avenir.



Vivre désassemblés dans un quartier résidentiel excentré

Je vis à la Duranne depuis 2011, date à laquelle mon mari a trouvé un travail dans la région. Je vais à Puyricard plusieurs fois par semaine. J'aime l'esprit village, le côté architectural aussi : il y a une place, une église, un marché... Alors que la Duranne, c'est un peu un Disneyland, en moins sympa. Je mets 20 minutes pour y aller, mais au moins je vois mes copines. Le pain, la pharmacie, le marché, je fais tout là bas ! Un jour, j'écrivais dans un café à Puyricard, j'ai discuté avec la serveuse, et on est devenues amies. Elle est Américaine, elle écrit des scénarios. On a l'idée d'écrire ensemble. J'aime sa façon de penser. (Pauline)

Faire société se révèle quasi impossible dans l'urbanisme de secteur qui a fait surgir de la garrigue, sinon *ex nihilo*, le quartier de La Duranne, et Pauline est obligée de faire 20 mn de route pour trouver les conditions qui permettent la rencontre avec les autres. À savoir d'une part, un espace public, contenant et milieu de la liberté individuelle comme de la vie collective, comprenant des lieux assembleurs (services publics, lieux de culte, commerces de proximité, cafés) ; d'autre part, un objet tiers, ici un bien commun (l'intérêt pour l'écriture) et, au delà, un ou des projets partagés.

Un quartier déterritorialisé

Avant de faire avec les autres une société vivante, il faut d'abord pouvoir soi-même être là, quelque part dans un lieu singulier qui se définit autrement que par ses coordonnées sur le Global Positioning System et sur la cartographie mondiale des hypermarchés, aéroports, gares TGV ou autoroutes et ronds points. Il n'est pas certain qu'on puisse habiter à La Duranne, autrement que dans son logement. La Duranne ne se constitue pas encore comme lieu auquel s'identifier par son imaginaire urbain, lequel ne renvoie aujourd'hui qu'au marketing des panneaux de groupes immobiliers internationaux : un trompe l'œil hors sol vendant aux acheteurs un mode de vie idyllique sur papier glacé (fig. 1), identique que l'on soit ici, à Berlin, Moscou, Tokyo ou Sacramento.

L'incessante mobilité de flux en tous genres nécessitée par la mondialisation ne se joue pas qu'au niveau planétaire. Elle se décline, selon le principe des fractales, à toutes les échelles, plus ou moins librement en fonction du degré de résistance qu'elle rencontre de la part du territoire. Ici elle joue à plein. Pour leur survie matérielle, les habitants sont dépendants de leur voiture et, pour la plupart, des zones commerciales environnantes approvisionnées en produits venus d'ailleurs (les ménages sans voiture sont 20% à Aix-en-Provence, 3% à La Duranne, voir fig. 7). Une mobilité quotidienne qui met hors jeu les producteurs locaux, qui coûte cher à tout le monde en termes écologiques (autoroutes tranchant le paysage, transport des produits et des personnes), et qui grève les budgets temps et argent des "Duranniens". En effet d'une part, les lieux d'habitation, de loisir, d'emploi, de scolarité et d'approvisionnement se tiennent à distance les uns des autres, d'autre part, les voies rapides qui les relient sont souvent engorgées. Notons qu'entre 6h et 20h, des transports en commun (2 lignes communales, 3 intercommunales) desservent une partie de ces destinations à raison de 2 bus par heure (4 aux heures de pointe), excepté le dimanche sauf pour l'un d'entre eux

en horaires réduits.

À une autre échelle de temps, la mobilité résidentielle liée à l'emploi draine les habitants vers la Duranne, puis les emporte ailleurs, au gré des recrutements d'entreprises pour la plupart déterritorialisées : on ne fait pas de vieux os à la Duranne (87% des habitants sont à La Duranne depuis moins de 10 ans, dont seulement 5% ont plus de 60 ans). La figure de l'Homme Moderne était libéré des traditions, jeune, sportif et en bonne santé, celle de l'Homme Contemporain est libre de toute attache, nomade, ou plutôt mobile sur la planète.

Ce mouvement brownien n'est pas de nature à laisser advenir ni sédimenter un quelconque corps social.

Le modèle d'un quartier excentré et purement résidentiel, fut-il imbriqué dans une zone tertiaire comme à La Duranne, exige beaucoup des habitants qui voudraient ici "faire société" ; il exige aussi beaucoup de sa ville de référence qu'il n'enrichit guère en termes démocratique, culturel ou économique (excepté par le jeu des taxes locales), son centre vital étant largement contourné par le réseau autoroutier.

Il convient de remarquer que le modèle type Duranne est encore peu répandu en PACA. Si l'on s'en tient à sa définition stricte de quartier résidentiel excentré dédié à une population active douée de revenus comparables, sa présence sur le territoire régional n'est que de 0,5% alors qu'il est de 4,5% en France et atteint jusqu'à 18,3% en Île-de-France. On verra néanmoins plus loin que si l'on exclue les variables sociologique et de revenus, les quartiers d'habitat social (tels que celui que nous avons rencontré à Pontcarral) répondent à un modèle similaire, offrant des conditions tout aussi peu favorables à l'individuation et à une vie sociale consistante en même temps qu'ouverte.



1 - La publicité pour l'immobilier à La Duranne (source : www.peterson.fr)



2 - Une vue de l'immobilier à La Duranne

Une somme d'habitants ne fait pas une société

Une société assemble des individus de façon nécessairement partielle : il ne s'agit pas d'une union totalitaire : ni tous les individus tout le temps, ni le tout de chaque individu. Les identités multiples de chacun s'agencent entre elles de façon partielle et mouvante. Mais cet agencement ne fait plus une société s'il ne retient les individus que par telle ou telle de leurs caractéristiques. Il les constitue alors en catégories, formes utiles pour construire des statistiques et gérer des objets, moins pour "vivre" ; ou en groupes, formes homogènes enclines à se retrouver "entre soi", moins à se mélanger "ensemble".

Les individus cherchant à développer leur sociabilité à La Duranne, dédiée au logement, se confrontent à cette difficulté : ils sont d'abord identifiés à la catégorie des habitants. Avec l'arrivée des équipements nécessités par l'évolution démographique, certains deviennent des élèves ou des parents d'élève. Sur la base de ces statuts partiels et catégoriels, ils pourront éventuellement s'associer "entre soi" pour défendre leurs intérêts et gérer leurs relations avec les bailleurs et syndicats, les établissements scolaires : ils s'inscriront alors dans des échanges basés sur les normes et la comptabilité des "droits et devoirs" propres à ces organismes ; en retour ils seront gérés par eux, comme des dossiers.

Les habitants sont également traités de façon catégorielle en terme d'âge. Ceux qui sortent du cœur de cible que sont les actifs de 30 à 44 ans (35% à La Duranne, contre 18% à Aix), ne voient pas leur vie simplifiée. Les plus de 60 ans désertent d'eux-mêmes le lieu, et les plus jeunes, passé 11 ans, alourdissent leur emploi du temps pour se rendre dans des lieux de scolarité publique écartés : à Luynes ou à Aix, dans la voiture parentale ou les transports scolaires.

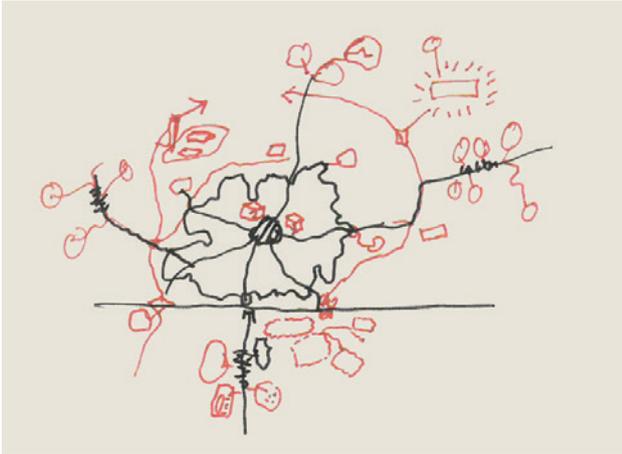
Cette obligation de transport est une condition devenue courante dans la vie des collégiens et lycéens, à l'âge

où passée la première enfance, l'éducation vise à former la personnalité de chacun, à l'accompagner vers son émancipation dans le monde ; à un âge où la curiosité, les capacités de découverte et d'apprentissage sont en plein essor.

Le temps du voyage régulier permet certes d'établir des contacts et des échanges avec ses pairs, de fonder des communautés d'âge (on retrouve cette cohésion d'âge, de façon emblématique à Puget-Théniers sur la ligne SNCF de Nice), parfois de lire ou de développer sa vie intérieure en rêvassant. Il implique aussi des carences dans la mesure où, dans le bus, les enfants sont à la fois confinés entre eux (ce qui accentue la communication horizontale déjà très prégnante, au détriment des échanges entre générations) et privés de leur liberté dans l'espace urbain ou naturel, du hasard des rencontres et des découvertes personnelles, des prises de risque individuelles, toutes choses de nature à nourrir leur connaissance d'eux-mêmes et des autres, du monde. Notons que les villes universitaires, ici Aix-en-Provence, constituent un pôle d'attraction pour les parents soucieux de manager l'avenir de leurs enfants.

Les horaires de bus montrent par ailleurs qu'à La Duranne les investissements autres que le travail, celui des enfants comme celui des parents, n'est guère favorisé par le service public des transports qui, on l'a vu, ne s'aventure pas au-delà des horaires scolaires et de bureau.

Enfin, des associations d'habitants qui prennent, entre eux, en charge l'animation du quartier tentent de pallier le manque de vie publique. Rien (sauf la garrigue) ne venant ici du territoire pour nourrir la vie d'un lieu par définition sans mémoire, ils devront copier-coller des images folkloriques (kermesse, carnaval) pour animer, c'est à dire au sens propre tenter de donner une âme et faire vivre, leur quartier. Avec le risque que ces activités



3 - Figure de l'urbanisme de secteur (David Mangin)

ne produisent d'autre effet qu'occupationnel. En cohérence avec sa conception gestionnaire et monofonctionnelle, une zone résidentielle crée un espace social cloisonné, catégoriel, dans un territoire découpé à l'emporte-pièce qui ne porte pas ses habitants mais les gère et, au-delà demande au contraire à être porté, animé par eux. Ce qu'ils font comme ils peuvent.

À La Duranne, *il n'y a rien* est le leitmotiv unanime des Duranniens. Privant ses habitants d'événements et de vie publique sur leur territoire, La Duranne les renvoie ailleurs (voiture, train, avion) ou chez eux, et singulièrement devant leurs écrans de plus en plus individuels : ne serait-ce que pour avoir des nouvelles des autres et du monde. Ici on se rencontre plus facilement en ligne que dans la vie idyllique prévue par les promoteurs, on prend plus facilement des nouvelles du monde que de ce qui se passe là autour, ce qui est logique puisqu'il n'y a "rien à voir". Excepté les animations proposées par les associations : *en fait, on se rencontre uniquement par les associations* (Mireille). Ces dernières affichent leurs programmes sur le Web et communiquent de la même façon avec leurs adhérents.

Plus encore que dans la ville constituée, cette désagrégation des contacts physiques avec la réalité et avec les autres, est susceptible d'accroître les solitudes et les vulnérabilités.



7 - Les services publics : la Poste...



4 - Organisation de La Duranne autour de ses ronds-points...

Un projet d'urbanisation n'est pas toujours un projet de société

À partir des années 50, l'Urbanisme Moderne, a fractionné les villes en zones fonctionnelles. S'adaptant à ce nouveau modèle en même temps qu'aux mutations techniques, productives et commerciales, le territoire régional, comme le territoire national s'est progressivement structuré autour de la création des réseaux autoroutiers. La conjugaison de ces adaptations systématise le développement quasi autonome d'un Urbanisme de Secteur, dont La Duranne peut sans doute constituer un cas emblématique.

L'Urbanisme de Secteur relie par des autoroutes et voies rapides des entités isolées les unes des autres, chacune homogène à l'intérieur et hétérogène au territoire préexistant (fig. 3). C'est un urbanisme d'objets (des immeubles posés sur une "table rase") entourés de ronds-points et de voirie (fig. 4) qui ne forment pas, comme dans la ville constituée, des mailles "passantes" et "reliantes" se croisant dans des carrefours. Les espaces résidentiels, le plus souvent enclos, y sont desservis par des voies en arbre et en culs de sac (fig. 5) qui favorisent des relations sociales également en arbre. L'espace public, au sens juridique du terme, s'amenuise quantitativement mais aussi du point de vue de ses qualités



8 - ...La salle Polyvalente



5 - ...Et de sa voirie en arbre



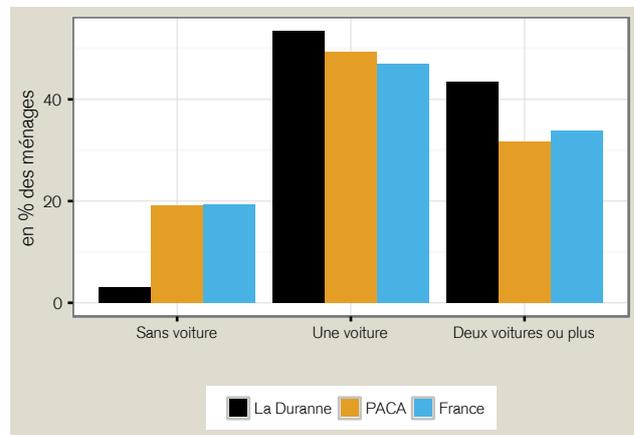
6 - L'espace public à La Duranne

anthropologiques (fig. 6). À quoi s'ajoutent un peuplement résolument homogène, une mobilité automobile contrainte...

Ces formes d'urbanisation émergentes sont par ailleurs difficiles à nommer en elles-mêmes : ni villes, ni "quartiers" (sauf dans le vocabulaire de la politique de la ville qui procède par antiphrase), ni village, ni campagne. Seul pourrait leur correspondre le terme d'hétérotopie défini par Michel Foucault. Comment habiter ensemble La Duranne, comment ce territoire peut-il aider les enfants à développer les savoirs de la vie, à rencontrer le risque, les opportunités, l'altérité ? (Charlotte, 7 ans : Les gens qu'on rencontre, c'est une femme qu'on voyait balader son chien devant chez nous, une fois on lui a parlé) ; à vivre autre chose que l'école et les activités para-scolaires qui remplissent leurs emplois du temps. Comment ce territoire peut-il soutenir les parents dans leur transmission de savoirs incarnés, vivants ; dans leur effort de retenir le temps et l'attention d'enfants exposés au tout-écran et au tout-voiture ?

Au regard d'un projet de société, ces formes d'urbanisation posent la question de leur évolution sur un autre mode que celui de la propagation et du clonage, pose la question d'un développement endogène appuyé sur une sédimentation, sur les dimensions imaginaires et symboliques de l'habitation humaine qui, tant s'en faut, ne se réduit pas au logement. Cet urbanisme ne peut soutenir, voire permettre, une quelconque sociabilité : il n'est pas fait pour cela. Il est conçu comme une opération (sinon un coup) à réaliser sur un axe temporel linéaire en forme de tuyau, qui ne dialogue ni avec la réalité pré-existante ni avec les transformations de la réalité qu'il produit à mesure : il avance sur sa ligne d'erre sans rien vouloir connaître d'autre que lui-même et ses impératifs techniques et financiers.

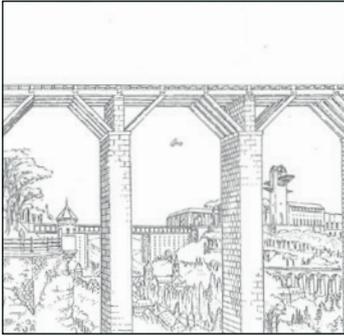
On pourrait penser que, avec le temps, les choses se patineront, prendront forme, accueilleront la vie. Mais la temporalité de ces opérations urbaines n'est pas struc-



9 - Les modes de transports pour aller travailler : en France et à La Duranne

turée en ce sens. La forme arrêtée de l'organisation spatiale de leurs bâtiments, sauf à être résolument subvertie, déjoue tout développement organique ultérieur, hormis l'obsolescence programmée des équipements. Comme en d'autres lieux défavorables à l'habitation humaine, comme dans les villes nouvelles des années 70 ou les cités d'habitat social, il faudra beaucoup d'énergie aux habitants pour aller à l'encontre des règles physiques imposées ici et recréer un peu de société et d'humanité — ce que finissent toujours par faire les humains. À moins, hypothèse aujourd'hui encore éloignée, qu'une autorité publique décide de recoudre tout cela et de permettre à la vie comme à la vie sociale d'exister : il "suffirait" d'arrêter de l'empêcher.

Pour l'instant, Pauline, qui ne souhaite pas réduire son angle de vie à des rassemblements et à des activités catégorielles, ne peut que prendre sa voiture pour trouver, loin de La Duranne, un espace public "porteur" qui agence suffisamment intérêts publics et intérêts privés pour permettre la coexistence des altérités et de s'assembler en toute liberté.



Se fédérer dans des rites sociaux et un imaginaire paysager partagés

L'endroit où je rencontre le plus de gens, c'est le stade Vanco. Ici le fait que tout le monde vienne d'horizons différents permet à chacun de trouver sa place comme il est. (Faïssol). Les gens, ils sont de toutes les couleurs. Tout le monde s'entend bien. Les cultures cohabitent en paix, chacun se respectant. (Ravindu) Nous sommes la deuxième commune de France la plus cosmopolite après Courbevoie. On ne peut pas faire 50 mètres ici sans être fondu dans un bain de culture exotique. Et puis, on connaît les personnes, on se salue, on se parle et ça c'est essentiel. (Jacques) On organise régulièrement des rencontres avec les anciens pour garder vivante notre langue et transcrire l'histoire de notre quartier et des rituels. Ça compte pour nous ce patrimoine de Beausoleil. (Claudine)

Monaco et Beausoleil sont des villes siamoises reliées par leur ascenseur. L'une riche, l'autre non, mais entièrement dépendantes : les Monégasques ont leur résidence secondaire à Beausoleil, les Beausoleillois, venus des alentours ou du monde entier, s'emploient à Monaco. Au centre de Beausoleil, les habitants rencontrés font état d'un attachement fort à leurs paysages : leur ville en escaliers, la montagne qui les surplombe et la mer qui tapisse leur vue jusqu'à l'horizon. Ils font également état de la façon dont la grande diversité de cultures en présence se fédèrent, entre elles et avec celle de leurs pays et région d'accueil.

Une petite ville mondiale qui a gardé sa singularité

La mondialisation offre ici plusieurs de ses visages. Il y a les firmes multinationales et les flux de capitaux qui ont construit Monaco comme petit "paradis financier", richesse sur laquelle s'adosse la plus grande partie de l'économie et des emplois de Beausoleil. Il y a le caractère éminemment et mondialement touristique de Monaco comme de la côte d'Azur qui, bien que Beausoleil ne jouisse pas de l'accès à la mer, ne l'évite pas entièrement. Et il y a la population de Beausoleil, venue de partout pour travailler et s'établir ici (50% y habitent depuis plus de 10 ans, seulement 11% depuis moins de 2 ans) : de Chine, d'Inde, du Sri Lanka, de Mayotte, des Philippines, du Portugal, du Maroc... aujourd'hui 32% des habitants sont étrangers (contre 6% dans la région), 42% sont immigrés (contre 10% dans la région) alors que l'immigration à Beausoleil est aussi ancienne que la création de la commune en 1904.

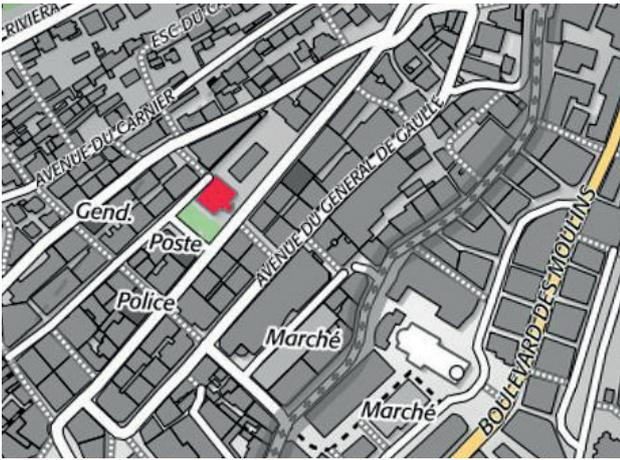
La mondialisation financière et touristique parvient à Beausoleil par ricochets, amortie par Monaco qui en concentre tous les effets. Certes, Beausoleil n'en retire pas les luxueux bénéfices de sa voisine, elle ne vit principalement ni de ses rentes et pensions (21% contre 29% dans la région), ni de ses actions en bourse, ni de son patrimoine (4% contre 8% dans la région et 9% dans le département), sa population compte plus d'employés et d'ouvriers que de cadres, et plus qu'ailleurs dans la région (41% contre 30%) ; mais elle perfuse ce qui lui suffit (le taux des revenus du chômage y est de 2,5 contre 3,1 dans la Région), et surtout elle se préserve relativement, autant de l'agitation que des standards internationaux.

L'imaginaire urbain de cette ville qui a gardé sa singularité habite ses habitants, au moins ceux que nous avons rencontrés, les soutient individuellement et les fédère entre eux : ils s'en réclament autant que de leurs origines souvent lointaines. Les Beausoleillois détiennent un secret qui réside sans doute en partie dans cet attachement à la singularité de leur ville : il semble que les multiples communautés d'origine ne se soient pas fondues

entre elles ni dans une uniformité internationale, pas plus qu'elles ne s'ignorent, se cloisonnent, se "replient sur elles-mêmes" ou se rejettent mutuellement.

Les récits témoignent de ce que chacun reste attaché à ses langues et traditions d'origine, tout en possédant parfaitement la langue et les codes du lieu d'habitation, langue et codes qui sont donc communs à tous, rassembleurs. Même si, au fil des générations, les traditions s'estompent (*Pour notre mariage, tous les habitants des escaliers avaient mis des fleurs dans la montée. Cela ne se ferait plus aujourd'hui.* Claudine), la transmission s'effectue et nos interlocuteurs jouissent d'une identité sciemment multiple, à tout le moins duale. Ce double savoir, qui n'est pas que linguistique mais concerne tous les savoir-faire, savoir-vivre et le déploiement-même de la pensée, est vécu ici comme un capital, ce qui n'est pas le cas partout. Par exemple dans des villes où le statut d'immigré est vécu comme un handicap, les échecs scolaires dès le collège (dont on connaît les suites) concernent massivement les enfants d'immigrés dont les compétences, ne serait-ce que linguistiques, ne sont pas reconnues : la langue arabe en particulier, l'une des plus parlées en France et dans le monde (4ème langue), ne fait pas, sauf rare exception, l'objet d'enseignement scolaire et reste très minoritaire à l'université. On sait que les familles bi ou multi-culturelles prédisposent à l'ouverture aux autres et aux apprentissages dans tous les domaines, mais le racisme ordinaire fait qu'on n'attribue cette qualité qu'aux familles anglo-saxonnes, scandinaves ou germaniques, pas aux familles venues des principaux pays d'émigration. À Beausoleil, les enfants qui font des études ont des parents immigrés dont les métiers sont le plus souvent ouvriers ou de service : marins, maçons, serveurs, employés de maison, femmes de chambre... À Beausoleil, l'ascenseur est aussi social.

Les économies et les cultures internationales tricotent leurs savoirs avec le territoire d'une manière qui leur appartient : en plus des deux langues d'usage, certains



1 - Un centre constitué tramé et dense



2 - Le surplomb massif de la montagne surplombant Beausoleil

parlent un patois qui mélange le niçois, le monégasque et l'italien. Il m'arrive encore de le parler avec les anciens ou quand je mets en colère ! dit Claudine. Et le rayon des épices n'est pas en tête de gondole dans une grande surface mais dans l'épicerie très locale du Sri Lankais : Au bout d'un moment, j'ai constaté que personne ne faisait de commerce d'épices alors qu'il y avait de nombreuses communautés qui en utilisaient. J'ai commencé par monter un étal de produits exotiques au marché (Ravindu).

La transmission entre générations de savoirs propres venus du monde entier est combinée, non seulement à un ancrage mais à un enracinement : on ne fait pas que se poser momentanément à Beausoleil, on s'y fonde et on puise dans le substrat vivant du territoire de quoi s'alimenter, les nourritures matérielles comme les autres. Les attachements à des filiations extrêmement diverses sont reconnus, préservés et permettent leur fédération autour de tiers qui forment un bien commun : le territoire, ses ressources et son imaginaire, ainsi que la langue et la citoyenneté françaises. Ce sont sans doute ces articulations complexes qui constituent la recette, le "secret" de Beausoleil. Pour l'instant, car en l'absence de lycée, puis d'université, puis d'entreprises de production, les enfants sont contraints aux mobilités quotidiennes ou hebdomadaires et pourront être à leur tour aspirés par la mobilité générale, d'autant plus aisément qu'ils seront sensibles aux modèles déterritorialisés qu'ils respirent avec l'air du temps et de leurs écrans. Certes, dans un sens, les emplois monégasques sont fortement territorialisés par leur réglementation (voir plus bas) mais, dans l'autre sens, la diversité des postes que peuvent rechercher les nouvelles générations se présente sur un marché large et ouvert, supposant toutes les mobilités.

Avoir un patron, être son propre patron, s'adapter à "un monde qui change à une allure folle"

L'emploi à Beausoleil est resté pour partie replié dans une niche temporelle : les nombreux emplois de service auprès des riches familles monégasques, et même dans les luxueuses entreprises hôtelières, relèvent moins des méthodes normatives et anonymes de la gestion contemporaine des ressources humaines que du paternalisme qui a pu caractériser les entreprises au XIX^e et dans la première partie du XX^e siècle. Des relations personnelles s'instaurent, des fidélités, des confiances (celle que suppose par exemple le secret professionnel requis), des recommandations, des coups de main (*Un "homme de maison" : Quand ma femme est tombée enceinte, nos patrons nous ont aidés à nous installer et nous avons trouvé notre appartement à Beausoleil*), des emplois de père en fils, de mère en fille, riches et pauvres, des modes de vie se côtoient de près. Exercer l'activité d'employé de maison chez des particuliers ou de femme de chambre, fut-ce sous les ordres d'un majordome, dans un hôtel de luxe, est très différent de la condition de salarié dans une société de nettoyage (ou dans une chaîne hôtelière)¹.

Quel que soit leur niveau, les emplois à Monaco sont convoités, font l'objet d'une concurrence intense et nécessitent un permis de travail. Ils sont régis par une préférence territoriale, c'est à dire qu'ils sont réservés en priorité aux Monégasques, puis aux habitants des communes limitrophes dont Beausoleil. Les autres candidats doivent faire la preuve de leur performance supérieure pour obtenir leur permis de travail.

De fait 80% des actifs de Beausoleil travaillent à Monaco où les cotisations patronales et salariales sont presque deux fois moins importantes qu'en France, ce

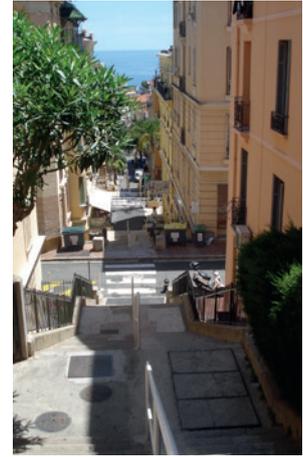
¹ Par ailleurs, le fait que ces emplois se jouent de personne à personne les expose moins que dans le tertiaire et le commercial aux disparitions liées à la robotisation des postes. Par contre, ils exigent certainement une formation continue dans le maniement actualisé des outils technologiques.



3 - Les hauteurs de la ville qui arborent le Riviera Palace comme un bijou frontal



4 - La présence obsédante des escaliers



5 - La morphologie de la ville, verticale face à la mer

qui, en compensation de salaires en moyenne plus élevés, signifie globalement une protection moindre. Les licenciements peuvent intervenir sans motif du jour au lendemain même lorsqu'on est en CDI et les horaires, dont le plancher reste fixé à 39 heures, peuvent atteindre 45 ou 48 heures. Ces conditions sociales et financières de l'emploi changent les conditions dans lesquelles les Beausoleillois peuvent envisager la gestion de leur temps, de leurs revenus et de leurs investissements, les rapprochant de l'incertitude et de la responsabilité autonome de l'artisan et du travailleur libéral. Des gains potentiellement supérieurs mais la nécessité de prévoir l'avenir, de mettre de l'argent de côté, d'investir quand on le peut. Cathy : *25 ans j'ai travaillé dans la même usine... On a tous été licenciés... Ensuite, j'ai été vendeuse dans grand centre commercial... Après, j'ai fait des petits boulots de ménage et j'ai gardé quelques vieux. Puis, j'ai trouvé un emploi dans une boutique d'équipement de bateau... J'ai pris le magasin de fleurs en 2005, j'ai monté une société dont je suis gérante.* Jean : *Il faut en permanence s'adapter à un monde qui change à une allure folle.* Faissol : *Je prends tout ce qui bouge : du nettoyage, du déballage. J'ai des missions d'une journée à une semaine. Il m'est aussi arrivé de faire un mois, trois mois mais jamais plus de six mois.*

Le curseur de la liberté et de la responsabilité individuelle s'en trouve déplacé. Ainsi les formes de l'identité professionnelle et donc personnelle qui prévalent dans la société Beausoleilloise composent moins qu'ailleurs une société de salariés d'abord subordonnés aux centres de décision de l'entreprise, inscrits dans des liens d'interdépendance distendus et anonymes provoquant de la *désindividuation*. L'individuation se construit davantage d'une part, à partir d'un rapport au "patron" dans des liens interindividuels, comme un autre doué de présence réelle, d'autre part, dans un rapport à soi-même peu ou prou comme "son propre patron". Une construction de l'individuation plus proche de son centre de gravité et qui, même si elle n'a rien d'idéale, présage de liens sociaux fondés sur des habitudes d'autonomie personnelle et de liens aux autres.

L'imaginaire d'une ville dense, tout en escaliers, adossée à la montagne face à la mer

Beausoleil s'est urbanisé sur une période relativement courte, doublant sa population dans la première moitié du XX^e siècle pour se maintenir depuis autour de 13 000 habitants environ. L'attraction des emplois monégasques n'est pas pour rien dans la densification de la commune. Mais la pression foncière et immobilière qui s'exerce à sa porte y participe aussi grandement : avec un prix du m² pouvant aller de 25 000 € à 90 000 €, Monaco est donné pour la ville la plus dense et la plus chère du monde, avec Hong-Kong.

Beausoleil s'étage en rues et boulevards suivant les courbes de niveau, perpendiculairement recoupés par des rues et surtout des escaliers, 67 en tout, qui suivent les lignes de pente. Bien entendu, le tableau idyllique ne fait pas l'unanimité absolue : nous avons pu rencontrer une habitante d'un quartier exprimant avec passion sa nostalgie devant la dégradation des modes de vie. Néanmoins le centre urbain (fig.1) constitué de façon dense atteint une masse critique suffisante pour exercer son rôle de pôle attractif pour l'ensemble de la ville, d'autant que celle-ci apparaît comme douée de singularités qui entraînent chez ses habitants une identification : ils "s'y reconnaissent".

L'imaginaire urbain de Beausoleil est présent, saillant même, dans chacun des récits recueillis : l'histoire de la ville et sa fondation ; vus d'en bas, le surplomb massif de la montagne (fig.2), les corniches et les hauteurs qui arborent le Riviera Palace (fig. 3) comme un bijou frontal ; la baie, au contraire toujours vue d'en haut, qui remonte la barre de l'horizon et se donne à voir jusqu'aux côtes italienne ; la présence obsédante des escaliers (*Quand tu sors du boulot, tu penses aux escaliers, quand tu vas faire les courses, tu penses aux escaliers. Tu penses tout le temps aux escaliers.* Faissol) (fig.4). La morphologie et



7- Le stade Vanco



6 - Les promenades familiales du dimanche

le paysage de la ville, sa verticalité face à la mer (fig.5) semblent un tableau de famille commun qui a tourné, façonné les corps et les regards.

Le seul endroit de la ville où l'on peut marcher et même courir à plat, se voir les uns les autres aussi largement que sur l'agora grecque, où la société beausoleilloise peut se regarder elle-même, c'est le stade Vanco (fig.7), excentré et perché sur son plateau. On n'y passe pas, il faut y aller expressément et les Beausoleillois ne s'en privent pas. C'est là qu'on entend parler toutes les langues (Stéphanie), que les citadins s'assemblent autour des rites sociaux qui demandent de l'espace : les jeux collectifs comme le foot, les fêtes scolaires et publiques, les promenades familiales du dimanche (fig.6), les parades plus secrètes de la jeunesse... Ici, on est au pied de l'Olympe, ou plutôt sur ses genoux, le regard embrasse tous les emblèmes de Beausoleil : la montagne, la ville en escaliers et la mer.

Par sa forme paysagère et urbaine, Beausoleil constitue un contenant qui accueille la société de ses citadins et la *forme*, au double sens qu'elle leur propose une forme et les instruit : par sa lisibilité elle les guide même s'ils sont étrangers, elle leur donne les indications suffisantes pour se comporter et s'orienter grâce à la composition clairement reconnaissable des espaces publics et privés, grâce à leur diversité, grâce à ses nombreux amers. La complexité de sa topographie, qui resserre et ralentit les flux automobiles et piétonniers, n'est pas un obstacle, au contraire : les autres sont là, proches, on peut s'adresser à eux. C'est plus facile de demander son chemin ou d'engager la conversation dans une rue que sur une voie rapide... et ça l'est encore plus dans un escalier². Elle les

² À Beausoleil plus qu'ailleurs on est en contact physique avec son environnement : pour se rendre à son travail on y circule

accueille aussi en logeant leur imaginaire commun, on pourrait dire à la façon d'un théâtre dont les spectateurs s'assemblent en une société d'un soir, à ceci près qu'elle le fait de manière durable.

plus à pied et en deux roues (53% contre 23% dans la région) qu'en voiture (27% contre 72% dans la région)



Vivre la ségrégation et la solidarité dans un quartier enclavé

« Toutes les personnes rencontrées m'ont vanté le fait qu'à Pontcarral on se connaît les uns les autres, on se salue et on s'entraide. (Stéphanie) « Nous avons notre lieu quotidien de rencontre qui est la mosquée. On s'y rassemble pour la prière et après, en sortant, on reste là un moment à discuter. Au fil du temps, les liens se créent. » (Abdelaziz) « La Cité, c'est juste pour dépanner. C'est un quartier pourri. » (Habib) « Tout le monde tôt ou tard veut se barrer. » (Hichem) « Et malgré notre entourage uniquement maghrébin, on n'est pas gêné par le voisinage, sans toutefois les fréquenter, car ils sont toujours entre eux. Ils ne rentrent pas chez nous. Et ma femme, c'est tout juste si on la salue. » (Yannick)

La copropriété dégradée de Pontcarral est un quartier prioritaire de la Politique de la Ville depuis 16 ans. Sa clientèle pauvre n'a « pas le choix » de se loger ailleurs. Les conditions urbaines sont similaires à celles de La Duranne : population homogène et captive des prix, enclavement, manque de services et d'espace publics, mobilité contrainte. Mais l'état des lieux et le sentiment d'abandon la font percevoir différemment « ici ils mettent tous les arabes ensemble » « Pontcarral c'est l'angoisse » (Assila). Et de la précarité, de la proximité, de la réflexivité des habitants émerge également une nécessaire solidarité.

La condition géopolitique de Pontcarral

La vie à Pontcarral est liée à des bouleversements, des conflits internationaux et à leurs conséquences économiques. À son origine (1958), elle est liée au départ des Français au moment de la guerre d'Algérie ; et depuis – les premiers habitants ayant majoritairement quitté les lieux – aux conditions de survie des populations immigrées venues habiter la région pour le travail ou la famille. Nabil : *tous sont venus pour le travail*. Adberahim : *ça lui manquait à papa de ne pas être près de nous et comme il était malade, ma mère voulait être près de lui, alors un regroupement familial a eu lieu*. Hichem : *elles se sont installées en urgence. C'est faute de mieux qu'ils ont « atterri » dans un logement ici*. Nabil : *mon père n'a pas choisi de vivre ici. Il n'avait pas le choix. Ça fait 13 ans qu'ils ont fait leur demande en HLM*. Karim : *J'ai pris ce qu'il y avait, dans l'obligation*. Assila : *ça n'était pas un choix par envie*. Abdelaziz : *j'ai acheté un appartement à Pontcarral parce que les prix étaient très attractifs mais c'était sans connaître le quartier*.

Les personnes qui habitent ici ont été successivement déplacées, placées : le déplacement de l'exil, qui n'est pas un choix « par envie », est suivi des non-choix commandés par la pauvreté, les prix de l'immobilier et les procédures d'attribution de logement.

L'histoire géopolitique de Beausoleil a peuplé la commune de personnes venues du monde entier pour des raisons économiques ; c'est sous des contraintes liées de près ou de loin à la décolonisation que l'histoire de Pontcarral y a amené des personnes venues en majorité d'Algérie, Maroc et Tunisie. Ce voisinage obligé et communautaire ne résulte pas non plus d'un choix. Il est la conséquence lointaine de causes qui dépassent ses protagonistes directs. Bien qu'il soit pesant pour nombre d'entre eux et entraîne logiquement des conflits dits de *voisinage*, les habitants, à partir de la conscience réflexive qu'ils ont de leur situation, ont développé entraide et solidarité.

Une discrimination et un abandon partiellement compensés par quelques figures tutélaires

Ainsi, les habitants qui forment ici ce qu'on appelle une *clientèle captive*, doivent trouver en eux-mêmes les ressources pour transformer, « recycler » cette captivité dans un mode de vie qui leur soit propre. À l'intérieur de conditions contraires à l'individuation et aux sociabilités, trouver les moyens de vivre, c'est à dire de recréer des dynamiques individuelles et sociales. Sur quoi s'appuient-ils pour opérer cette transformation ?

En concentrant les accusations d'incurie, le *syndic* constitue un pôle magnétique négatif (fig. 1) et, factuellement, un tiers qui rassemble. Qu'il ne soit cité qu'en tant que fonction, qu'il ne s'incarne ni dans un nom ni dans un visage, accroît cette polarité négative du sentiment d'impuissance et de colère que provoque l'idée d'une toute puissance anonyme, supposée insensible et inaccessible. Adberahim : *il y a toujours des problèmes de syndic. Le syndic profite. Ce sont des voleurs [...] On est au rez-de-chaussée et on reçoit les éclaboussures de poubelles, que les gens jettent des étages. C'est sûrement pour dire qu'ils sont dégoûtés de la vie ici. La résidence est totalement délaissée*.

L'état de la cité n'était peut-être pas meilleur du temps où il y avait un gardien sur place, mais ce dernier personnifiait un recours et constituait un tiers rassurant. Abdel : *Quand le gardien était là, on allait le chercher dès qu'il y avait un problème et ça s'arrangeait toujours*.

Le gardien fait partie de ces figures tutélaires de Pontcarral qui ont disparu mais continuent à fédérer l'imaginaire. Sœur Louise en est une autre. D'elle, il reste les souvenirs, dont celui de son enterrement où les habitants se sont rendus en nombre, et une plaque apposée sur un pignon des garages (où mettre une plaque commémorative dans un lieu sans espace public ?) : « *Sœur Louise tu nous as montré le chemin pour mieux vivre ensemble - 27 mai 2008* » (fig. 2). On ne saurait mieux nommer ce rôle



En concentrant les accusations d'incurie, le syndic constitue un pôle magnétique négatif



"Sœur Louisette... où mettre une plaque commémorative dans un lieu sans espace public ?

de tiers permettant à une société de s'assembler, rôle assumé par des personnages soucieux du bien commun, qui «veillent» sans surveiller, sans agressivité ni volonté de répression. C'est encore le cas de l'épicier, seul commerçant de Pontcarral, qui reste apparemment le dernier aujourd'hui à tenir un tel rôle. Ce rôle tient certes à sa personnalité mais il est également inhérent à son métier. Le manque d'espace public et de commerces fait partie des conditions qui hypothèquent la possibilité de vivre ensemble ici, autrement qu'entre soi.

Le manque de services publics y concourt également. Ici il est ressenti de façon exacerbée. Bien que ce ne soit pas le cas, comme l'a montré l'incendie au bâtiment A, Assila est persuadée que les pompiers ne veulent pas venir dans la cité, et qu'en cas de danger les habitants ne peuvent compter que sur eux. Par contre les appartements ont bien été laissés en l'état après l'incendie (fig. 3).

En termes d'activité et de formation scolaire, la situation paraît alarmante : 29% des habitants sont sans emploi, 38% sans aucun diplôme (16% dans le département) et 9% n'ont qu'un certificat d'étude. Pour Hichem, cette situation n'est pas étrangère à la ségrégation spatiale et à la discrimination que vivent les habitants : *c'est impossible d'avancer ici quand tu t'appelles Mohammed ou Abdou ! Et si en plus on dit qu'on vient de Pontcarral... On est enfermés dans un système qui nous broie. Ça fout la rage parfois. Et se sentir impuissant.*

La présence policière, dans une ronde vécue comme permanente, serait plutôt quant à elle associée au pôle «négativement» rassembleur déjà évoqué à propos du syndic. Maryse : *Ici, ça a mauvaise réputation. Il y a toujours les flics. C'est saoulant à force. Et puis, une balle perdue, ça peut arriver. Tu sors d'ici avec les enfants, les flics sont là et on arrive en plein milieu.* Le fait que la seule présence du service public soit celle des représentants de

l'ordre vient renforcer un sentiment de stigmatisation et d'injustice. Aux yeux de certains habitants, qui y voient de la « *maltraitance*. » cette présence n'est pas là pour les protéger mais pour les surveiller ; non seulement Pontcarral ne bénéficie pas des mêmes services que les autres groupes sociaux, mais ce service consiste à protéger les autres groupes sociaux de Pontcarral. Les habitants de Pontcarral se sentent alors identifiés, comme dans une punition collective, au petit nombre d'entre eux qui commettent des délits.

De fait les trafics et la débrouille, le travail au noir existent à Pontcarral. Achraf : *L'argent, ça va, ça vient [...] C'est toute une savante organisation autour du trafic. On sait quand quelqu'un entre et sort. On surveille. Le réseau de l'entre soi et de la solidarité peut connaître des translations, des dérives sur les espaces de l'illégalité ou sur ceux plus indistincts du travail informel.* Hichem : *et puis j'ai bossé au black. C'est un des bons points du quartier : des gens qui connaissent des gens qui connaissent des gens et qui m'ont fait bosser.* Habib : *Je vis chez un célibataire, dont la femme est partie. Je lui donne des sous en échange.* Nabila : *Ces dernières années, mes journées ont été occupées à aider mon frère dans ses différentes affaires.*

La genèse de la cité et de son peuplement, le retrait des instances régulatrices, amènent les habitants, relativement livrés à eux-mêmes, à se replier sur leurs espaces domestiques et à s'auto-organiser. Le terme de *communautarisme* ne paraît pas approprié dans la mesure où ce ne sont pas les habitants qui ont choisi de se regrouper ici. Notons que les conditions de vie «ensemble» à Pontcarral ou dans des lieux similaires constituent certes une contre-référence par les dysfonctionnements qu'elles introduisent ; mais que l'adaptation à ces conditions pourrait également constituer une référence lorsqu'elle invente des formes de solidarité. Cette dernière prend sans doute ses appuis en partie dans un regroupement



Après l'incendie au bâtiment A, les appartements ont été laissés en l'état

qui, même si c'est au corps défendant de beaucoup, permet des partages, des références et des biens communs auxquels on tient : les paysages de «là-bas» et de l'enfance, des traditions, des façons de cuisiner, une langue. Abdelaziz : *entre nous, on parle arabe, parce que je ne veux pas perdre ma langue*. Néanmoins, si les conditions de vie actuelles, relativement déplorables, auxquelles sont confrontés les habitants de Pontcarral, fait une certaine place à la nostalgie, leur contemporanéité, l'actualité de leurs préoccupations, ne fait aucun doute à les écouter. Notamment chez les jeunes particulièrement nombreux (43 % ont moins de 29 ans pour 32% dans le département).

À côté des figures tutélaires évoquées plus haut, le seul lieu d'autorité morale et d'influence qui rassemble dans la copropriété est la Mosquée (fig. 4). Abdelaziz : *nous avons notre lieu quotidien de rencontre qui est la mosquée. On s'y rassemble pour la prière et après, en sortant, on reste là un moment à discuter. Au fil du temps, les liens se créent.*



Nous avons notre lieu quotidien de rencontre qui est la mosquée.

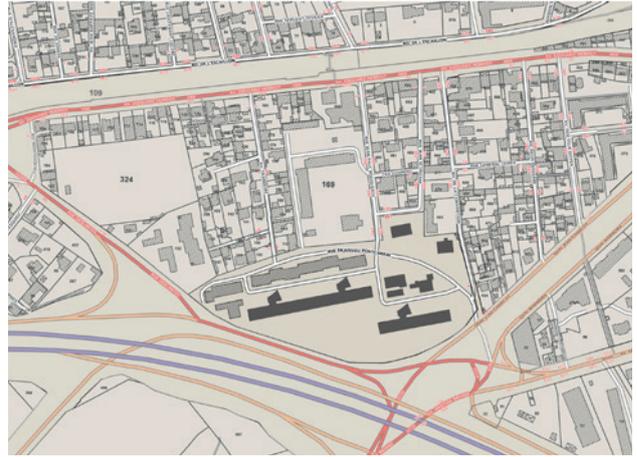
Une architecture et un urbanisme typiques du mouvement moderne, peu favorables à l'intégration urbaine et sociale

Les deux barres parallèles de 13 étages et 316 logements n'ont guère évolué depuis qu'elles ont émergé en 1958 à la périphérie Ouest de Toulon, au Nord d'un cimetière et des anciens abattoirs. L'espace de Pontcarral est toujours aussi monofonctionnel, essentiellement dédié au logement. Son enclavement entre un canal, une voie ferroviaire et un nœud d'autoroute s'est accentué. Pour autant, on n'avait pas prévu l'importance du stationnement automobile : 110 garages ont été construits en quinconce, obérant l'espace laissé libre entre les immeuble et la rue. Les bâtiments se sont détérioré, des ascenseurs ont cessé de fonctionner, quelques appartements abandonnés restent ouverts. Des équipements collectifs ont été abandonnés, les espaces "communs" ou "verts" délaissés, occupés par les voitures omniprésentes. Selon l'INSEE, la population, composée à 14% d'étrangers (5% dans le département) et 21% d'immigrés (7% dans le département), s'est appauvrie (revenu presque deux fois inférieur à celui du département), une partie refuse de payer les charges à cause de l'état d'abandon. Le tableau en forme de cercle vicieux est plutôt sombre, mais il est semblable à celui d'un certain nombre de cités HLM et copropriétés dégradées de la région.

À Aix-en-Provence, la construction de La Duranne a débuté 50 ans plus tard. Ainsi que nous l'évoquons, si les conditions sociales diffèrent, les conditions urbaines y sont similaires, ce qui est logique puisque l'Urbanisme de Secteur a emboîté le pas à l'Urbanisme Moderne sans rupture de continuité : population homogène et captive des prix, enclavement, architecture standard, manque de services et d'espace publics, mobilité contrainte. La différence tient non dans la qualité de vie mais dans le niveau de vie des habitants. Ainsi le *turn over* qui caractérise le comportement résidentiel des classes plus aisées qui logent à la Duranne est différent : les Duranniens



L'espace de Pontcarral est toujours aussi monofonctionnel, essentiellement dédié au logement



L'enclavement de la cité entre un canal, une voie ferroviaire et un nœud d'autoroute s'est accentué

restent en place le temps que durent le poste qui les a fait s'y installer ou les séquences scolaires des enfants ; à moins que, pour certains d'entre eux, ils fuient le lieu dès que possible, non pour sa dureté mais, comme Sophie de la Duranne, pour son absence de sociabilités et d'épaisseur symbolique (son caractère « *Dysneyland* »). Les habitants de Pontcarral, eux, sont dès leur arrivée pris par le désir de fuir. Mais, contrairement aux Duranniens, ils n'ont pas les moyens de réaliser ce désir qui reste leur rêve.

La Duranne et Pontcarral sont des lieux centripètes puis centrifuges. Dans le premier temps, ils capturent leur clientèle pour des raisons économiques et de manque de choix, dans le second temps la clientèle aspire à s'en aller parce qu'elle ne peut s'y ancrer ou parce qu'elle ressent le piège qu'ils constituent. Pontcarral partage avec les cités et copropriétés dégradées une misère matérielle ; avec La Duranne et ses semblables elle partage une misère symbolique .

La misère matérielle n'empêche pas les sociabilités : parfois elle les favorise parce qu'elle rapproche les êtres, physiquement, qu'elle les pousse à être ouverts et inventifs, nécessite leur solidarité. La misère symbolique renvoie ceux qu'elle atteint à la solitude, à la crudité d'un monde vidé de sens et réduit à lui-même.

À La Duranne comme à Pontcarral, deux carences symboliques se manifestent qui contrarient l'individuation comme les sociabilités autres qu'entre soi.

Le premier manque est celui d'un *espace public*, ce milieu aux propriétés attestées de contenant de la vie individuelle et collective . L'espace privé appartient à quelqu'un. L'espace public appartient à tout le monde. L'espace vide qui entoure les bâtiments de Pontcarral a perdu son sens et sa valeur parce qu'il n'appartient à personne ; c'est pourquoi on y jette les poubelles depuis

sa fenêtre, pourquoi, en l'absence d'un entretien par le syndic, personne n'a l'idée de le soigner et de l'embellir. La privation d'espace public rend particulièrement difficile le développement de sociabilités riches, ouvertes et régulées.

Le second manque est celui d'un imaginaire urbain. Comme l'ont montré Gaston Bachelard et bien d'autres à sa suite, l'identité personnelle ne se limite pas à soi-même, elle comprend le milieu environnant et son rapport à ce milieu. On a besoin de s'identifier à un lieu. Les habitants de Pontcarral parviennent à déployer leur imaginaire vers les plages avoisinantes, des lieux-souvenirs de leur enfance, des lieux à venir rêvés, des ailleurs ; ils ne parviennent pas à trouver de quoi rêver sur place, à se reconnaître dans ce lieu, à partager un imaginaire un tant soit peu commun. Cette autre absence de tiers, celui que constitue un *imaginaire urbain*, rend également difficile la constitution d'une assemblée de citoyens.

L'état de lieux comme Pontcarral n'est pas susceptible d'un "retour en arrière", il appelle une nouvelle attention aux personnes et aux lieux, une volonté d'améliorer leurs conditions, d'apporter ce qui manque. Le seul bien que vivent et possèdent les habitants de Pontcarral, c'est leur solidarité et entr'aide. Certains dispositifs de rénovation urbaine visent à introduire de la mixité par la destruction de ces lieux dont rien ne prouvait a priori qu'ils soient habitables. Leurs habitants, éparpillés dans des nouvelles constructions, perdent alors ce précieux bien social, longuement élaboré. Avant d'intervenir, il est possible, comme le font par exemple les architectes Lucien Kroll ou Patrick Bouchain, de connaître leur histoire et d'envisager leur devenir, de recomposer l'espace sans le détruire par une nouvelle "table rase" : cela permet de manifester un respect des habitants, de compter avec leurs apports et de tenir compte des leçons de l'histoire.

1.4 Préconisations

Les préconisations exposées ci-dessous ne constituent pas des solutions, mais plutôt des pistes de réflexion ou de réponses, une boîte à idées dans laquelle puiser. Elles se situent à des échelles d'intervention différentes, et peuvent relever d'intentions, d'attentions, de manières d'approcher une problématique (Point 1 : Recommandations), de mesures administratives, organisationnelles (Point 2 : Pistes d'action), ou au contraire de mesures concrètes, parfois à travers des exemples (Point 3 : Mesures spécifiques).

Ces préconisations présentent des degrés variables de faisabilité dans la mesure où nous nous sommes situés, non par rapport aux freins qu'elles peuvent rencontrer, mais par rapport à ce qu'il conviendrait de faire. À ce titre, elles se présentent également comme des objets de débat. Certaines de ces préconisations entrent directement ou indirectement dans les compétences de la Région (formation, développement économique, aménagement du territoire...), d'autres représentent plutôt des orientations qui pourraient être soutenues par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, soit auprès des communes et de leurs groupements, soit au plan national ou européen.

1.4.1. Points de vigilance

Inventer à partir des ressources du territoire

Le territoire est un appui, une source de propositions, et il appelle plus que de l'innovation : de l'invention. Détecter les ressources, parfois latentes, d'un territoire requiert une attention singulièrement ouverte, sans a priori ni jugement, et s'appuie sur une entreprise de connaissance : découvrir son histoire, sa morphologie, ses connexions, ses embryons et opportunités d'activité. Cette entreprise comporte une part d'imagination, de pensée "prospective". En premier lieu, parce que ce qui est trop évident reste parfois invisible¹. En second lieu, parce que le futur ne se pense pas comme le prolongement des courbes de tendance.

Le mouvement succédant à l'observation inventive, est essentiel, c'est celui de la traduction : il s'agit de traduire l'observable en termes de projets, par exemple d'activités potentielles, qui toutes ne demandent d'ailleurs pas à être réalisées. Ce potentiel permet de réinterroger, éventuellement de réorienter et nourrir un projet (économique, urbain...) qui resterait ouvert aux réponses et aux propositions du territoire tout au long de sa vie de projet. Notons qu'à côté d'autres dispositifs visant à "l'insertion" des personnes sans emploi, ce potentiel inhérent au territoire, permettant de développer des activités génératrices d'emplois, fait partie des réponses à disposition.

Cette traduction se fait dans certains endroits de la région. La Maison du Livre à Forcalquier est venue traduire la singularité de ce territoire, une terre qui n'est pas seulement celle de l'agriculture et de l'histoire, mais aussi de la littérature. Les friches de l'industrie réutilisées à Port-de-Bouc pour de nou-

¹ La posture requise pour détecter ces ressources serait assez bien représentée par l'illustration de "la recherche artisanale de l'eau" dans *Les dix livres d'architecture de Vitruve (livre VIII.1)* : le personnage, à plat ventre dans l'herbe, guette les buées qu'il pourrait voir s'élever du sol.

velles activités sont un autre exemple... Cette observation/traduction ne demanderait qu'à être systématisée. En elle-même, la notion de "friche", dont la traduction aujourd'hui en termes d'exploitation et de reconversion est surtout utilisée par la sphère culturelle, est une notion riche. Elle peut constituer une modélisation dans la façon de prendre en compte un territoire, de faire fructifier l'existant dans les projets, et peut s'étendre à d'autres domaines comme ceux de l'habitation et de l'activité.

Cette prise en compte itérative de l'existant est l'une des meilleures garanties du maintien et du développement d'une société d'échanges et de cohésion à partir de la "co-propriété" du bien commun.

Penser la construction des identités collectives à partir des qualités individuelles et publiques

La cohésion sociale appelle une vigilance dans le traitement des imaginaires et des lieux publics. Les politiques de marketing territorial et de communication doivent ainsi s'adapter à une réalité où les individus se rattachent à des identités, à base territoriale ou non, multiples. Il est donc important qu'elle puissent permettre d'inclure dans les « communautés imaginaires » qu'elles créent, tous les habitants du territoire, qu'ils y soient ancrés de longue date ou qu'ils y soient arrivés récemment.

De plus, face aux mobilités résidentielles globalement croissantes, il importe de veiller à ce que la singularité dont les lieux sont porteurs soit préservée des effets homogénéisateurs de la mondialisation, afin que les néo-habitants trouvent des points d'ancrage pour se sentir ici chez eux parmi les autres, et afin que les "natifs" ne sentent pas que ce qui fait la singularité de leur lieu et de leur mode de vie soit menacé par l'arrivée des néo-habitants. Plus largement, il convient de fédérer les habitants autour des dimensions non seulement quantitatives mais également qualitatives des biens qui le composent : l'eau, le sol, les villes, les infrastructures, les paysages, la campagne, les forêts, les espaces publics...

En ce qui concerne les services publics, l'aménagement par les institutions de leurs espaces recevant du public traduit la conception qu'elles ont de l'hospitalité. Cet aménagement constitue dans chaque cas un dispositif qui gagnerait souvent à être "lu" et repensé car il pose les bases de la relation agents/usagers ; parfois il constitue même la quasi-totalité des conditions de vie des usagers, comme dans les maisons de retraite.

Il convient dès lors de trouver des modes de relations permettant une hospitalité envers les usagers des services publics et la prise en compte de leurs singularités. Améliorer les conditions d'accueil et de prise en charge pour les usagers ainsi que les conditions de travail pour les agents en développant la formation et l'accompagnement (analyse de la pratique) de ces derniers : en particulier en matière de positionnement vis-à-vis des usagers (ni surplomb, ni "étiquetage", ni identification), mais aussi en matière de conflits. Enfin, à l'instar de ce qui se fait au Danemark, substituer à l'évaluation quantitative dans les services au public une évaluation qualitative et délibérative (citoyens, usagers, agents) qui soit davantage un outil de régulation que de pilotage.

Placer le bien commun "territoire" au centre des politiques publiques

Il importe de privilégier des formes d'urbanisation beaucoup plus régulées, concertées, anticipées et qui en même temps échappent aux chausse-trappes de l'urbanisme fonctionnel planifié. La densification de certains espaces apparaît comme une opportunité à saisir, en particulier du point de vue de la qualité environnementale de l'extension urbaine. A l'inverse, il convient de préserver les atouts d'un arrière-pays qui court le risque, en les surexploitant, de les faire progressivement disparaître

D'autre part, la spécialisation par zones conduit à l'éclatement des villes et à leur appauvrissement. C'est par la différenciation, en affirmant la singularité de chacune des communes qui le composent et en renforçant la complémentarité de leurs centres, qu'il convient de renforcer les systèmes polycentriques qui structurent de nombreuses aires urbaines en Provence-Alpes-Côte d'Azur - et la plupart des sites que nous avons rencontrés.

Relier, recontextualiser, traverser, peut en particulier se penser à partir des lisières. Des murs ou des grillages entourent les lotissements de Rocbaron et d'ailleurs, les résidences de la Duranne, la "cité" de Pontacarral...

Les limites peuvent en effet constituer des frontières : un no man's land, un mur, un grillage... avec une fonction de coupure, de protection. Elles peuvent aussi constituer des lisières fertiles comme une haie, une rivière, l'orée d'un bois ; elles peuvent être douées de porosité, comme une membrane, et jouer de ce fait un rôle essentiel dans les échanges. Des limites peuvent encore voir leur rôle inversé : de périphériques devenir centrales et réorganiser l'espace autour d'elles, ce qui a été le nouveau statut des "boulevards" au moment des agrandissements successifs des villes. Ainsi, du cours Belsunce à Marseille ou du cours Mirabeau à Aix-en-Provence à la fin du XVII^{ème} siècle. Plus récemment, la chute du mur de Berlin, a également montré comment l'organisation et la hiérarchie d'un espace peuvent être amenées à se retourner, la périphérie devenir centre et révéler toute la richesse d'une lisière.

Porter l'attention sur un renforcement de la civilité et de l'urbanité à l'intérieur des secteurs qui engendrent de la décohésion sociale, doit également conduire à repenser leur rapport au territoire et tout particulièrement leurs lisières, qui sont un lieu de rencontre, de confluence, donc un lieu riche en potentiels. Une observation centrée sur les lisières, à travers des monographies et des cartographies "inversées", puis des projets, permettrait de leur redonner corps, de raccorder les fils rompus et constitue l'une des voies pour rendre vivante, habitée, la relation entre des pôles aujourd'hui disjoints. Ce renversement du regard prend une pertinence particulière dans le cas de villes en voie de métropolisation.

Pour cela, prendre en considération ces lieux en eux-mêmes comme riches de potentiels et pouvant accueillir des fonctions propres et des fonctions d'échange. En dresser un état des lieux, des cartographies singulières, interroger le possible retournement de leurs "berges" : sur le modèle d'une rivière qui servait d'espace de rejet pour le quartier qu'elle traversait et qui peut redevenir attractive si elle est à nouveau prise en considération et si les maisons se "retournent" vers elle. Comme en témoignent les recherches d'Augustin Berque, les travaux d'Alberto Magnaghi, et les réalisations de Lucien Kroll, par exemple au quartier des Brichères à Auxerre.

Prendre en compte l'existant de manière itérative

Les procédures dites de concertation ou de participation, plus récemment intégrées à l'élaboration des projets urbains, visent à donner aux habitants un rôle "d'acteurs des projets". Mais elles le font à l'intérieur d'un cadre administratif, en sollicitant l'avis des habitants sur des propositions ; elles se donnent rarement les moyens de prendre en compte leurs actes, ce qu'ils font concrètement. Le fait que ces procédures s'inscrivent dans un phasage linéaire, et non dans un processus itératif, constitue en lui-même un obstacle.

Le centre de Beausoleil, édifié au cours du XX^{ème} siècle, peut nous offrir pour partie l'exemple d'une ville concrètement élaborée par ses habitants. En effet, son noyau originel, le quartier du Carnier, ironiquement appelé Le Tonkin, était un "bidonville" situé sous le Riviera Palace alors en construction. De 1898 à 1930, il abritait les ouvriers immigrés construisant les hôtels et les demeures prévus à l'intention d'une clientèle fortunée, à Monaco et dans les hauts de Beausoleil. À partir de 1930, les actions d'urbanisme de la muni-

cipalité ont consisté à assainir et améliorer les réseaux et le bâti des formes urbaines existantes, sans déplacer la population.

On peut faire l'hypothèse que, livrés à eux-mêmes pour établir leurs lieux d'habitation, les groupes humains édifient spontanément de la ville. C'est ce que montrent les habitants des nombreux quartiers auto-construits dans le monde et ceux qui, confrontés à des situations extrêmes, construisent ce qu'on appelle des bidonvilles, lesquels forment des embryons de villes. Dans ces cas, les habitants sont effectivement les "acteurs" et même les auteurs des projets.

S'appuyer sur ce savoir est une façon particulièrement économique et sûre de faire de la ville. Elle n'est pas toujours possible dans le monde contemporain et le risque de l'auto-organisation est celui de voir s'instaurer, non la loi de la république, mais celle du plus fort. Ainsi est-il nécessaire de recourir à des dispositifs permettant l'agencement des initiatives et du bien commun. Des méthodes "d'encadrement", là aussi sont expérimentées, elles demandent des projets qui se déploient comme évoqué plus haut, sur un temps suffisamment long pour permettre des allers-retours. Les procédures de concertation sont d'une autre nature, elles n'appellent pas la contribution de ce savoir.

1.4.2. Pistes d'action

Lutter contre l'isolement et adapter le logement aux nouvelles façons d'habiter

Les mutations identifiées dans les modes de vie conduisent à préconiser des pistes d'action multiples :

- Expérimenter des politiques sociales adaptées à une réalité où le ménage biparental n'est plus la structure familiale hégémonique, et où de longues périodes de vie se vivent hors couple. Il conviendrait de mener une réflexion prospective sur le devenir des conjugalités en fonction de l'allongement de la durée de la vie et des déséquilibres spatiaux entre les hommes et les femmes célibataires.
- Soutenir l'engagement dans des activités bénévoles ou dans l'économie sociale et solidaire, dans des initiatives locales et des projets contributifs qui favorisent les rencontres et les brassages.
- Expérimenter les dispositifs en faveur du logement intergénérationnel et en soutien aux familles monoparentales. En particulier, adapter les normes et les programmes HLM à ces situations.
- Intégrer dans la programmation des immeubles de logement les phénomènes de décohabitation et de cohabitation, ou re-cohabitation, tardive (les "Tanguy"), par la conception, au-delà des appartements destinés aux familles, de petits logements individuels complémentaires (chambre et salle-de-bains) indépendants permettant d'amortir les effets de la crise économique sur les familles et les difficultés d'accès au travail des plus jeunes. Ce type de logements complémentaires, préconisés par des sociologues comme Monique Éleb, est pour l'instant trop rarement pris en compte au stade de la programmation. Il permettrait également de répondre à certaines situations d'isolement de personnes âgées.
- Adapter les programmes d'appartements ou d'immeubles aux nouvelles façons d'habiter qui s'inventent en réponse aux nouvelles situations de solitude et de manques de moyens, comme la colocation. Celle-ci n'est plus réservée aux étudiants, mais intéresse de plus en plus toutes les classes d'âge et d'activité. Cela demanderait des appartements comprenant à la fois des espaces pour l'intimité (chambre et salle-de-bains) et des espaces communs. Ces formules intéresseraient également les personnes âgées valides isolées.
- En prévoyant des espaces individuels ou collectifs dédiés à l'activité, adapter les programmes d'appartements et d'immeubles aux nouvelles façons de travailler. En effet, les initiatives nécessitées par la crise économique et la diversification des statuts amènent un certain nombre de personnes à travailler (de) chez elles : travail par téléphone ou internet, sur ordinateur, artisanat, assistantes maternelles, études, contrats pluriels, télétravail... (Aux Pays-Bas, les employeurs financent l'installation de lieux de travail à domicile).
- Enfin, préserver et soutenir les rituels sociaux ancrés dans certains territoires (fêtes locales, marchés, manifestations culturelles...). Un repérage des scansion temporelles liées aux différents territoires serait aussi intéressant que le repérage du patrimoine, par exemple architectural, qu'ils possèdent en propre.

Favoriser les projets de développement ancrés dans les spécificités des territoires et des personnes

Un parallèle peut être fait entre des projets de développement qui trouvent un ancrage dans des individus considérés comme des personnes entières, ou dans les spécificités d'un territoire.

Ainsi, le faible taux d'emploi dans la région appelle à renforcer l'efficacité du traitement de l'inactivité et du chômage. Pour y parvenir, celui-ci demande à être pensé moins en termes de traitement social et davantage en termes professionnels d'utilisation des compétences réelles des personnes : considérer les individus non comme des consommateurs faisant l'objet d'études de besoins (en produits ou en services sociaux), mais comme des producteurs devant faire l'objet d'une étude de leurs compétences réelles et de la traduction de ces compétences en activités. Croiser l'étude des compétences des individus avec l'étude, point par point, des potentiels d'activités du territoire permettrait de traduire et développer la fertilité latente chez les uns et les autres². Fertilité dont une approche à grande échelle, par masses et catégories, ne permet pas de se saisir.

Au-delà, se donner les moyens méthodologiques de lire point par point le territoire contemporain de la région, pour y repérer les qualités propres non de son image mais de sa réalité. Se donner les moyens d'exercer une attention "intéressée" envers les potentiels et opportunités d'activités que le territoire n'a pas cessé de contenir avec l'arrivée et le développement du tourisme. Outre son caractère vulnérable et peu soutenable, ce dernier tend à faire du territoire une exploitation unilatérale, de ce fait peu qualifiante.

En particulier, il importe de ne pas assimiler les compétences des habitants aux besoins de postes localement en tension : par exemple, les personnes dénuées de qualification officielle ne sont pas automatiquement intéressées par des postes d'entretien ou d'aide à la personne, ni douées pour cela. Il importe de se doter de dispositifs permettant de repérer leurs compétences réelles, dans leur grande diversité individuelle et collective, et de soutenir les initiatives et les activités que ces compétences sont capables de créer, d'étayer et/ou d'enrichir.

Penser autrement le mode projet

Dans différents domaines (économie, sécurité, urbanisme, santé...), les projets sont souvent fondés sur une évaluation quantitative de besoins, puis tendus vers une cible unique et catégorielle. Les modalités de projet favorisant le mieux les capacités à vivre ensemble seront celles d'un projet intégré à un territoire vivant et participant délibérément à la constitution du bien commun. Cela suppose qu'ils prennent appui sur ce qui est déjà là, sur ce qui se passe, ce qui s'imagine et s'invente, pour construire un sens en fonction d'une multiplicité de singularités et d'intentions, en fonction d'usages et non a priori ("en chambre"). Cela suppose que les projets mettent les techniques à leur place, c'est à dire comme outil plutôt que comme élément structurant.

Il importe d'instaurer le doute et la flexibilité dans le projet : en effet, on projette dans un avenir que, par définition, l'on ne connaît pas. Cela signifie investir un minimum de matières et de formes, susceptibles d'être remises en question, avec une autonomie des parties au sein d'un ensemble, d'un tout appréhendé comme tel... mais un maximum de dispositifs de relations. Inscire un projet dans la longue durée, c'est l'enrichir par la pratique de l'espace au cours du temps, au gré du dialogue permanent qu'il instaure avec son environnement.

2 Ce qu'a montré la double expérience dans ces domaines, conduite par la structure marseillaise Lire La Ville auprès de personnes dites sans qualification et auprès de territoires non productifs (résidentiels) ou en perte de productivité (désindustrialisation). Cette expérience, efficace, unique en Europe, a été soutenue par la région PACA (direction de l'emploi) pendant 4 années.

En différenciant à l'intérieur du projet des objectifs d'intervention à court, moyen et long termes, en élaborant des scénarios flexibles d'usages et d'évolution, on se donne la possibilité d'un agencement complexe et singulier où dialoguent acteurs, morphologie du site, ressources, habitants, touristes... Le projet (architectural, paysager, territorial) ne se trouve plus alors enfermé dans un système clos mais offre la possibilité d'une croissance organique et autonome sur le long terme.

En matière d'aménagement du territoire, il convient d'éviter les effets de décohésion sociale inhérents à une approche managériale, en définissant l'échelle d'intervention pertinente pour chaque territoire selon le principe de subsidiarité et de proportionnalité. À savoir ; laisser la responsabilité des questions locales au niveau de la plus petite entité possible et n'avoir recours à une échelle supérieure, via une organisation descendante, que lorsque les moyens requis excèdent les capacités des échelles plus réduites. Il a été démontré par l'économiste Elinor Oström que ce renversement des délégations de pouvoir, en permettant de s'adapter aux singularités et aux contraintes du terrain, était plus efficace que l'application de règles décidées de manière globale et lointaine.

En matière d'urbanisme, revenir sur des états de fait

Revenir sur des états de fait installés comme à Pontcarral, La Duranne, Carpentras, la Belle-de-Mai... demande des mesures à l'échelle régionale ou nationale (type ANRU, Agence Nationale pour le Renouvellement Urbain) sous réserve qu'elles ne reconduisent pas les manières de penser et de faire propres à l'Urbanisme Moderne et/ou de Secteur ³.

Ainsi, dans les extensions et les nouveaux aménagements, il s'agit de veiller à ce que les voies se maillent, se croisent, de façon centripète et non centrifuge, et par exemple de privilégier systématiquement les carrefours plutôt que les rond-points. Les carrefours sont des embryons de tissu urbain, ils peuvent constituer des points de départ solides pour l'aménagement d'un espace urbain doué de qualités civiles, condition première des sociabilités. Pour prendre un exemple extrême, repenser La Duranne à partir de la sphère publique et de carrefours demanderait de compléter son plan masse et ses volumes en donnant une forme aux "vides", transformés en "creux" lisibles. Cela supposerait de se donner pour règle d'effacer les ronds-points et de construire en formant des carrefours et des places là où les voies ont besoin de se croiser, et ensuite de prendre appui sur ces carrefours pour, de proche en proche, relier de façon lisible (constructions, aménagements des espaces et des paysages) les éléments dispersés d'urbanisation.

Revenir sur l'état de fait, de grande ampleur, que constitue l'étalement urbain créé par les lotissements pavillonnaires paraît le principal "chantier" à ouvrir pour préserver autant la culture urbaine de la région que la possibilité d'y vivre ensemble. Il importe non seulement de limiter l'étalement urbain en l'empêchant de progresser et en densifiant les lotissements, mais également que ces derniers soient traversés et maillés par un espace public de qualité les reliant au reste de la ville.

Densification et traversée demandent d'une part, une adaptation des règles du PLU, d'autre part, des négociations de l'autorité communale avec les habitants (qui peuvent y trouver grandement leur intérêt), voire la participation active de ces derniers dans l'opération. Des expérimentations existent qui impliquent les élus et les habitants dans des repérages, des organisations créatives, des négociations fertiles. Par exemple, les méthodes mises au point

³ Dans ce sens Certains PLU "morphologiques" se donnent pour objectif de préserver et continuer ou densifier l'existant dans sa morphologie et ses usages urbains (au sens de l'urbanité ou de la citadinité). Par exemple celui de la ville de Rennes, dont les secteurs définissent non des zones mais les formes urbaines qu'ils contiennent.

par l'agence BIMBY ("Build In My Back Yard") : elles paraissent très au point, mais leur application est limitée à la densification et elles ne connaissent pas encore de réalisation aboutie. L'intervention d'Alexandre Chemetoff à Blanquefort, quartier Labonne/Roldan, s'est appuyée sur un premier repérage des délaissés et des bâtiments existants à restaurer pour construire dans les premiers et compléter les seconds. À Boulogne-sur-Mer, dans un quartier très pauvre et délabré de maisons individuelles, Patrick Bouchain a quant à lui utilisé les compétences des habitants et le financement prévu par l'ANRU pour la démolition (30 000 €/maison), pour restaurer le quartier et sa dynamique sociale.

Ainsi, les habitations peuvent se penser, autrement que comme des opérations urbaines, à partir de leurs habitants, de la ville et du territoire dans ses différentes dimensions. Tout un courant de pensée transdisciplinaire, de Lucien Kroll à Patrick Bouchain en Europe, à Teddy Cruz aux États-Unis, soutient et expérimente cette option. Leurs préconisations méthodologiques, techniques, administratives... sont accessibles par exemple dans le manifeste "Dénormer la norme" signé par "Notre Atelier Commun" pour Construire ensemble-le Grand ensemble.

Promouvoir une politique de maintien et de développement du commerce de proximité

La ville est un lieu de condensation des valeurs. La valeur des emplacements et celle des échanges qui ne sont pas que de produits contre de l'argent, mais qui s'accompagnent de présences, de signes et de paroles. En ce sens, le commerce de rez-de-chaussée est en lui-même un lieu hautement urbain. Espace privé ouvert et perméable, le plus souvent en lisière de l'espace public, il contribue au chatoiement des rues et des places, et à leur animation. Les commerces sont un espace tiers qui favorise les sociabilités, rassure les passants et régule la tranquillité publique. Ils le font de façon non intentionnelle, non agressive, et ces fonctions sont si bien intégrées qu'elles en ont longtemps été invisibles : elles ne se reconnaissent "qu'au bruit qu'elles font en s'en allant".

Pour lutter contre cette disparition préjudiciable à la vie sociale, les communes, avec l'aide de dispositifs locaux ou nationaux (CRAC⁴, FISAC⁵...), peuvent actionner deux leviers. Elles peuvent agir sur les causes : la présence dans leur centre ou dans leur périphérie de la grande distribution, des hypermarchés, centres commerciaux, villages de marques et zones commerciales. Pour éviter la destruction de leurs commerces de ville et favoriser les circuits courts, quelques communes (par exemple Agen) commencent à refuser de laisser la grande distribution s'implanter ou s'étendre dans leur proximité. Les communes de Lyon (69) et Lezoux (63) interdisent les grandes surfaces à proximité du centre et dans leurs zones d'activités.

Elles peuvent également agir sur les effets : tenter d'aider les commerces à se maintenir, ou quand ceux-ci ont dû baisser leur rideau, user de leur droit de préemption pour empêcher qu'ils soient remplacés par des commerces sans valeur ajoutée urbaine. Certaines communes imposent même qu'un commerce ne soit remplacé que par un commerce similaire : une boulangerie par une boulangerie, une librairie par une librairie... D'autres incitations sont à imaginer : le PLU de la ville de Nice encourage les activités commerciales et artisanales en rez-de-chaussée par une bonification du droit à construire.

⁴ Contrat de Revitalisation Artisanale et commerciale (Loi du 18 juin 2014 "Artisanat, Commerce et TPE).

⁵ Fond d'Intervention Pour les Services, l'Artisanat et le commerce (DIRECCTE).

1.4.3. Mesures spécifiques

Mettre en capacité territoires et services publics pour intégrer la diversité

La menace sur les singularités territoriales ne tient pas seulement aux néo-habitants eux-mêmes, à leur nombre ou à leur mode de vie, elle tient également à la capacité qu'auront les services et l'espace public d'intégrer leurs habitations dans une relative continuité et mixité. Quelle que soit la composition sociale des nouveaux arrivants, immigrés, retraités ou travailleurs mobiles, il importe que la ville leur fasse une place parmi les autres, afin qu'ils ne soient pas conduits à se regrouper, entre immigrés pauvres dans un centre ville délaissé comme à Carpentras ou La Belle-de-Mai, dans des copropriétés dégradées comme à Pontcarral ou entre néo-habitants retraités et travailleurs mobiles/alternants, dans des lotissements et quartiers résidentiels isolés, comme à Forcalquier, Rocbaron ou La Duranne. On trouve dans une ville comme Port-de-Bouc un espace et des services publics suffisamment attentifs et adressés à tous pour maintenir une relative cohésion entre les habitants.

De façon concrète, la Région pourrait plaider pour qu'une obligation soit faite aux immigrants d'apprendre le français dès leur arrivée, comme cela se pratique dans d'autres pays. Elle pourrait par ailleurs mettre systématiquement à la disposition des nouveaux arrivants des organismes sélectionnés utilisant des méthodes linguistiques performantes, comme il en est proposé aux cadres des entreprises qui utilisent des langues étrangères dans leur travail.

Rétablir des activités, des lieux et des temps communs aux différentes classes d'âge

L'espace public met de fait les différentes classes d'âge en présence. Il importe de favoriser la possibilité que les générations développent des échanges, de la transmission, mais aussi des débats, plutôt que des antagonismes. L'individu n'existe pas seul, il se façonne dans des échanges permanents avec son milieu au sens complet et constitutif d'Augustin Berque. Permettre aux enfants de s'ancrer dans un lieu, dans des relations multiples et dans le temps présent, apparaît comme la meilleure garantie d'un développement riche, ouvert et donc des possibilités d'adaptation à un avenir par définition incertain.

Des mesures concrètes pourraient être de favoriser et développer les activités et les organisations qui se définissent en fonction de leur objet et non en fonction de publics spécifiques ou de classes d'âges.

Lutter contre les risques de fracture numérique

Différentes mesures peuvent être prises afin de lutter contre les risques de fracture numérique :

- Continuer à développer la politique numérique mise en place par la Région depuis 2010 à travers la SCORAN (Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique) et les SDTAN (Schéma Départemental Territorial d'Aménagement Numérique) qui visent à lutter contre les risques de fracture numérique et à garantir un accès équitable des citoyens à la société de l'information. Ces programmes concernent les besoins en débit et les perspectives de l'offre de services de communications électroniques, selon des scénarios technico-économiques de couverture du territoire régional.

- Former le plus grand nombre, en particulier les élèves dès le primaire, au maniement du numérique en termes de techniques, mais aussi dans les dimensions sémiologiques et éthiques de cet outil qui, de fait, révolutionne les

conditions de vie. Cette formation est à concevoir tout au long de la vie, elle doit également et prioritairement s'adresser aux personnes de tous âges qui n'ont pas grandi avec le numérique.

- Limiter les inégalités devant le numérique en dotant les plus démunis d'ordinateurs (non sans l'accompagnement de formations), et d'autant plus que l'administration exige de plus en plus que les déclarations, échanges, paiements, etc. passent par ce canal.

Parallèlement, il serait important que les pouvoirs publics (à l'échelle régionale et à celle des municipalités aidées par la Région) se fassent leur "philosophie" du numérique. Cela demanderait d'analyser la révolution en cours et d'anticiper ses conséquences dans tout ou partie des très nombreux domaines qu'elle réorganise (modes de vie, ville, emploi...). Se doter en la matière d'une éthique permettant de distinguer ce qu'il est souhaitable de voir se développer et ce dont il convient de se protéger, permettrait de construire une "politique du numérique" étayée. Il s'agirait là d'un chantier permanent s'appuyant sur les chercheurs, universitaires ou non, qui mènent une réflexion sur le sujet (Cf. Ars Industrialis).

Constituer une encyclopédie du territoire régional sur la base de monographies communales, de relevés, de "balades urbaines", de récits...

Cette encyclopédie pourrait rassembler et mettre à disposition la connaissance en vue de sa traduction dans les projets urbains et territoriaux. Le numérique peut s'avérer d'une grande utilité dans cette entreprise. Cette connaissance, historique, géographique, architecturale, écologique... est féconde si elle ne sert pas seulement de préambule à un projet qui s'en détache par la suite, si elle est réellement exploitée, comme une base de travail, par le projet.

Les outils numériques sont largement invités dans le projet des Smarts Cities, des "villes intelligentes". « Les villes ont l'intelligence de leurs habitants » dit le philosophe-urbaniste Thierry Pacquot. Le numérique peut accroître l'automatisation et l'atomisation de la vie urbaine au profit d'intérêts privés, contribuer à la "managerialisation" des habitants. Mais il peut aussi servir d'outil pour accompagner la contribution concrète des citoyens à l'amélioration et au développement de leur ville. La ville de Loos-en-Gohelle (62) en fait l'expérience. La mairie est parvenue à mobiliser la contribution des habitants aux projets en multipliant les outils numériques et les moyens de leur appropriation : Facebook de la ville et plate-forme Wiki où sont délivrées les informations et où sont reçues les contributions ; Cyber-base avec un animateur dédié à l'accompagnement de la population, formation, explications, traduction des éléments de projets pour les rendre compréhensibles ; mise à dispositions de tablettes, circuits d'interprétations dans la ville à l'aide de QR codes...

Cabinet Chantal Deckmyn 2015

Chantal Deckmyn, Joël Gombin, Stéphanie Marini, Arno Calleja,
Thierry Durousseau et associés